



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Résilience et Croissance Economique au Sahel - Résilience Renforcée  
(REGIS-ER)

**EVALUATION FINALE DES PERFORMANCES DU PROJET** (version française)

Centre d'Expérimentation, d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest Afrique (CESAO), and  
Centre d'Etudes, de Recherche et de Formation pour le Développement Economiques et Social  
(CERFODES)

Mars 2021

**Disclaimer**

This report was made possible through support provided by the U.S. Agency for International Development, under the terms of Cooperative Agreement No. AID-625-A-14-00001. The opinions expressed herein are those of the author and do not necessarily reflect the views of the U.S. Agency for International Development.

## REMERCIEMENTS

Les auteurs de ce rapport sont :

- Dramane Coulibaly, Coordonnateur régional, CESAO
- Yacouba Yaro, Directeur général, CERFODES
- Goamwaoga Kabore, Chargé de suivi et d'évaluation, CESAO
- Jean-Marie Zongo, Consultant senior pour la nutrition et les systèmes de santé
- Mark G. Wentling, Consultant principal (travaillant à distance depuis son domicile aux États-Unis)
- Kadisso Nacambo, Consultant principal associé, CERFODES
- Bengdo Benjamin Sawadogo, Consultant principal en gouvernance

Les auteurs ont bénéficié de l'assistance technique de :

- Malik Traoré, Statisticien et gestionnaire des bases de données
- Hippolyte Rouamba, Spécialiste en Conception et Programmation des Instruments de Collecte sur Tablettes et Smartphones
- Théophile Kabore, Statisticien Économiste
- Abdoul Olas Diallo, Coordinateur de terrain, CESAO
- Boureima Kologo, Sociologue et superviseur
- Bila Henri Ilboudo, Statisticien et Superviseur
- Edmond Sawadogo, Assistant de recherche, CERFODES
- Alimata Nana, Adjointe administrative, CERFODES

L'équipe d'évaluation tient à remercier les personnes suivantes pour leurs contributions :

- Douglas Steinberg, Directeur à NCBA/CLUSA, Washington
- Lauren Tyler, Gestionnaire de programme, NCBA/CLUSA, Washington
- Kiera Derman, Gestionnaire de programme principale/directrice technique, NCBA/CLUSA, Washington
- William Stringfellow, REGIS-ER, chef de Projet, Niamey
- Amath Diop, REGIS-ER, Chef adjoint du Projet, Ouagadougou
- Doudou Ndiaye, Représentant responsable des acquisitions, Spécialiste agricole régional, Bureau régional pour le Sahel, USAID/Sénégal, Dakar
- Abdourahamane Ndiaye, Responsable régional adjoint de l'environnement, Bureau régional pour le Sahel, USAID/Sénégal, Dakar
- Ndeye Fatou Sylla Ndiaye, spécialiste du genre, Bureau régional pour le Sahel, USAID/Sénégal, Dakar
- Aï Abarchi, REGIS-ER, Directrice Technique, Niamey

## ACRONYMS

ADROC	Association pour la Rédyndamisation et le Renforcement des Organisations
APOR	Action pour la Promotion des Organisations Rurales
AREN	Association pour la Rédyndamisation de l'Élevage au Niger
AZN	Association Nodde Nooto
AZND	Association Zood-Nooma pour le Développement
BDL	Bioreclamation of Degraded Lands
CBO	Community Based Organization
CBSP	Community Based Solution Provider
CF	Conservation Farming
COVID	Corona Virus Disease
CP	Community Provider
DRM	Disaster Risk Management
EAA	Eau et Assainissement d'Afrique
FGD	Focus Group Discussion
FMNR	Farmer-Managed Natural Regeneration
FY	Fiscal Year
GPS	Global Positioning System
HA	Hectare
HDI	Human Development Index
IEC	Information, Education and Communication
IR	Individual Provider
KII	Key Informant Interview
KOKARI	Local NGO
M&E	Monitoring and Evaluation
MSME	Micro, Small and Medium Enterprises
NCBA CLUSA	National Cooperative Business Association/Cooperative League of USA
NCE	No-Cost Extension
NGO	Non-Governmental Organization
NRM	Natural Resource Management
PCPR	Community Resilience Plan
PDC	Communal Development Plan
REGIS-ER	Resilience and Economic Growth in the Sahel – Enhanced Resilience
RISE	Resilience in the Sahel Enhanced
SAREL	Sahel Resilience Learning
SBCC	Social Behavior Change Communication
SDP	Sahel Development Partnership
SECCA	Self-Managed Community Savings and Loan Strategy
URC	University Research Company
USAID	United States Agency for International Development
VVV	Vaccinateur Volontaire Villageois
WASH	Water, Sanitation and Hygiene

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	1
I. PRESENTATION GLOBALE DU PROJET .....	3
1.1. Contexte et financement du projet.....	3
1.2. Partenaires de mise en œuvre du projet.....	4
1.2.1. Partenaires internationaux du consortium américain .....	4
1.2.2. Partenaires nationaux. ....	4
1.3. Phases de projet.....	5
1.4. Champ de couverture du projet.....	6
1.5. Bénéficiaires et participants au projet.....	7
2. SOURCES DES DONNEES DE L’EVALUATION.....	8
2.1. Les sources administratives.....	8
2.2. Enquête quantitative et qualitative auprès des groupes cibles du projet .....	8
2.2.1. Méthodologie de l’enquête quantitative .....	9
2.2.1.5. Taille de l’échantillon des ménages par pays et par strate .....	11
2.8.1. Structure spatiale des ménages enquêtés.....	17
2.8.2. Structure par sexe des chefs de ménage enquêtés.....	18
2.8.3. Couverture de l’échantillon.....	19
2.8.4. Répartition spatiale des informateurs clés .....	19
3. QUESTION DE RECHERCHE 1 : DANS QUELLE MESURE LE PROJET REGIS-ER A-T-IL ATTEINT SES OBJECTIFS DÉCLARÉS ? .....	20
3.1. Niveau de réalisation des activités relatives aux moyens de subsistance durable .....	20
3.1.1. Fournisseurs de Services Communautaires (CBSP) et des Fournisseurs Individuels (IP).....	20
3.1.2. Habbanayé.....	21
3.1.3. Aviculture.....	23
3.1.4. Alimentation et Santé Animale .....	23
3.1.5. Agriculture de Régénération/de conservation .....	24
3.1.6. <i>bio-récupérations</i> des Sols Dégradés .....	24
3.1.7. Epargne et Crédit.....	25
3.1.8 Niveau de réalisation des activités de Gouvernance et Gestion des Ressources Naturelles, d’égalité des genres et d’emploi des jeunes .....	28
3.1.9. Renforcement de la Gestion des Ressources Naturelles .....	28
3.1.10. Gestion des Risques et catastrophes .....	29
3.1.11. La préparation aux risques :.....	31
3.1.12. Renforcement de la capacité à gérer les conflits .....	32
3.1.13. Renforcement de la gouvernance .....	33

3.1.14.	Niveau de réalisation des activités pour l'accès à l'eau, à l'assainissement, à la nutrition et à la santé	33
3.1.14.2.	Amélioration de l'usage des latrines	34
3.1.15.	Associations Utilisatrices de l'Eau (AUE) et des Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE)	35
3.1.16.	Communication Sociale et Changement de Comportement (SBCC)	36
3.1.17.	Améliorations de l'Accès aux Services de Santé (AASS) et de nutrition des ménages	37
3.1.18.	Pratiques d'Alimentation de l'enfant de 6 à 23 mois	38
3.1.19.	Nombre moyen de groupes d'aliments consommés par jour	39
3.1.20.	Hygiène et Assainissement	40
4.	QUESTION DE RECHERCHE 2 : Quels facteurs internes et externes ont influencé la capacité du projet dans l'atteinte des résultats prévus ?	40
5.	QUESTION DE RECHERCHE 3 : QUELLES ACTIVITÉS DE PROJET ONT EU LE PLUS D'IMPORTANCE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES CHRONIQUEMENT VULNÉRABLES DANS SES ZONES GÉOGRAPHIQUES ?	43
5.1.	Activités à haut impact sur la résilience des ménages	43
5.2.	Réduction de la fréquence des conflits fonciers par rapport au passé	45
5.3.	Satisfaction par rapport à la gestion foncière au profit des femmes	46
6.	QUESTION DE RECHERCHE 4 : COMMENT LES ACTIVITÉS DU PROJET SE SONT-ELLES ALIGNÉES SUR LES PRIORITÉS DES BÉNÉFICIAIRES (SOCIALES, CULTURELLES, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES) ?	47
6.1.	Analyse de la pertinence du projet	47
6.1.1.	Pour le premier niveau (international et régional)	47
6.1.2.	Pour le niveau national au Burkina Faso	47
6.1.3.	Le niveau national s'agissant du cas du Niger	49
6.2.	L'alignement du projet avec les besoins des producteurs	50
6.3.	Analyse de la cohérence du projet	50
7.	QUESTION DE RECHERCHE 5 : QUELS ONT ÉTÉ LES RÉSULTATS POSITIFS ET NÉGATIFS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DU PROJET ?	51
7.1.	Performance du projet par objectif stratégique	51
7.1.1.	Niveau d'atteinte des cibles des indicateurs de l'objectif stratégique 1 : Bien-être économique durable	52
7.1.2.	Indicateurs de Agriculture de Régénération/de conservation	55
7.1.3.	Niveau d'atteinte des cibles des indicateurs de l'objectif 2 : Gouvernance et Institutions Renforcées	57

7.2.	Gestion renforcée des ressources naturelles .....	58
7.3.	Renforcement de la gestion des risques de catastrophe .....	58
7.4.	Gestion renforcée des conflits.....	59
7.5.	Coordination du gouvernement et de la région.....	59
7.6.	Atteinte des cibles des indicateurs de l'objectif 3 : Santé et nutrition améliorées	60
7.6.1.	Le nombre d'enfants de moins de 5 ans touchés par le programme de nutrition	62
7.6.2.	Nombre d'enfants de 0-23 mois touchés par le programme de nutrition communautaire .....	63
7.6.3.	Nombre de femmes enceintes touchées par les activités de nutrition .....	63
7.6.4.	Nombre de personnes formées dans la santé et la nutrition de l'enfant .....	64
7.7.	Performance globale du projet REGIS ER.....	64
7.8.	Effets positifs inattendus du projet .....	64
<b>8.</b>	<b>QUESTION DE RECHERCHE 6 : DANS QUELLE MESURE LA NOUVELLE APPROCHE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET, FONDÉE SUR L'ENCADREMENT DES INSTITUTIONS LOCALES (CONSEILS MUNICIPAUX, GROUPES DE TRAVAIL CITOYENS ET COMITÉS DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS-LOCAUX), A-T-ELLE AIDÉ À ATTEINDRE SES OBJECTIFS ? .....</b>	<b>65</b>
8.1.	Renforcement de la gouvernance .....	65
8.1.1.	Renforcement des capacités et de la coordination du gouvernement et de la région.....	65
8.1.2.	Intégration des conventions locales intégrées dans PDC / PCD.....	66
8.1.3.	Capacité des enquêtés à poursuivre la mise en œuvre de leurs activités sur la gouvernance après le retrait du projet.....	66
8.2.	Gouvernance locale.....	67
<b>9.</b>	<b>QUESTION DE RECHERCHE 7 : REGIS-ER S'EST-IL CONFORMÉ À L'ENVIRONNEMENT, À L'INTÉGRATION ENTRE LES SEXES, À LA VIOLENCE SEXISTE ET AUX ORIENTATIONS, POLITIQUES ET RÉGLEMENTATIONS DES JEUNES ?.....</b>	<b>68</b>
9.1.	La conformité du projet avec la politique et les procédures de l'USAID .....	68
9.1.1.	La conformité avec la gouvernance locale .....	68
9.1.2.	La conformité avec l'approche genre .....	69
9.1.3.	La conformité avec l'approche jeunesse .....	70
9.1.4.	La conformité avec les questions d'environnement.....	71
<b>10.</b>	<b>QUESTION DE RECHERCHE 8 : QUELLES SONT LES LEÇONS TIRÉES DE L'EXPÉRIENCE DE MISE EN ŒUVRE DU REGIS-ER QUI PEUT PROFITER À D'AUTRES PROJETS, PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE, BÉNÉFICIAIRES ET INTERVENANTS ?.....</b>	<b>71</b>
10.1.	CONCLUSION GENERALE.....	74

10.2. Recommandations .....	75
REFERENCES CONSULTEES .....	76
ANNEXES .....	xxviii

## TABLES D'ILLUSTRATIONS

### Graphiques

Graphique 1: Répartition des chefs de ménages selon le sexe.....	19
Graphique 2 : Comparaison selon le sexe des perceptions de l'atteinte des objectifs Habbanayé par les bénéficiaires entre l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale.....	22
Graphique 3: Perception de l'atteinte des objectifs de l'activité bio-récupération des sols par pays.....	24
Graphique 4 : Capacité des bénéficiaires à poursuivre les activités de bio-récupération des sols dégradés après le projet.....	25
Graphique 5: Valeur moyenne cumulée des prêts et épargne communautaires autogérés.....	26
Graphique 6: Répartition des bénéficiaires par genre et par âge selon la valeur cumulée des prêts et épargnes communautaires autogérés.....	27
Graphique 7 : Nombre de groupes d'épargne et de crédit informels actifs renforcés.....	27
Graphique 8 : Opinion des enquêtés sur l'affirmation selon laquelle les objectifs visés sur la gestion des ressources naturelles sont atteints (Strate 1 + Strate 2).....	29
Graphique 9 : Atteinte des objectifs de l'activité de réhabilitation des points d'eau.....	34
Graphique 10: comparatif des réalisations et cibles du nombre de personnes utilisant les latrines.....	35
Graphique 11: Niveau de satisfaction par rapport à l'organisation des AUE et CGPE.....	36
Graphique 12: Consommation des groupes d'aliments suivant le niveau de diversité alimentaire pendant la période favorable.....	38
Graphique 13: Les types d'activités menées dans le cadre de REGIS-ER.....	43
Graphique 14: Appréciations des bénéficiaires du niveau d'atteinte des objectifs du projet.....	43
Graphique 15: Appréciations et justifications du niveau d'atteinte des objectifs par les informateurs clés.....	44
Graphique 16: Appréciations des bénéficiaires des interactions entre les composantes du projet.....	45
Graphique 17: Caractérisations des bénéficiaires des interactions entre différentes composantes du projet.....	55
Graphique 18 : Perception de la fréquence des conflits par rapport au passé (strate 1 + strate 2).....	57
Graphique 20: Répartition des agriculteurs selon le type de technologie.....	62
Graphique 21: Répartition des superficies selon le sexe et le pays.....	33

## Tableaux

Tableau 1: Répartition des villages d'intervention au Burkina Faso et par strate	9
Tableau 2 : Répartition des villages d'intervention au Niger et par strate	10
Tableau 3 : Taille de l'échantillon des villages par pays et par strate	11
Tableau 4: Taille de l'échantillon des ménages par pays et par strate	13
Tableau 5: Répartition des entretiens avec les informateurs clés au Burkina Faso et au Niger du Projet REGIS-ER	13
Tableau 6 : Répartition des institutions locales pour les entretiens au Burkina Faso et au Niger.....	17
Tableau 7 : Répartition des ménages/répondants enquêtés par région, pays et strate.....	18
Tableau 8: Répartition des ménages/répondants par pays commune et strate	19
Tableau 9 : Taux de couverture de l'échantillon par pays et par strate (%)	20
Tableau 10 : Tableau : Répartition des informateurs clés par pays, région et strate	31
Tableau 11 : Connaissance des objectifs de REGIS-ER à travers les interventions sur l'activité Gestion des Risques de Désastre	36
Tableau 12: Proportion des ménages (en %) suivant la source d'approvisionnement en eau.....	39
Tableau 13 : Proportion des ménages (en %) estimant que les objectifs sont atteints selon les strates en ce qui concerne les stratégies, techniques et thèmes de communication	40
Tableau 14: Diversité alimentaire chez le nourrisson et le jeune enfant	40
Tableau 15: Proportion des ménages (en %) utilisant des latrines	41
Tableau 16 : Satisfaction des enquêtés par rapport au système de gestion du foncier (acquisition et transfert) aux groupes de femmes	46
Tableau 17 : Indicateurs de performance de l'objectif stratégique 1 de REGIS ER: Bien-être économique accru et moyens de subsistance durables.	52
Tableau 18 : Indicateurs de performance de l'objectif stratégique 2 du projet REGIS ER: Gouvernance et institutions renforcées	59
Tableau 19: Indicateurs de performance de l'objectif stratégique 3 du projet REGIS ER: Amélioration de la santé et de l'état nutritionnel	60
Tableau 20 : Performance globale du projet REGIS ER	64
Tableau 21: Etat quantitatif des villages non bénéficiaires ayant adopté des activités du projet REGIS ER	64
Tableau 22 : Capacités des enquêtés à continuer à mettre en œuvre leurs activités sans l'appui de REGIS-ER	66

## RESUME EXECUTIF

Les résultats des enquêtes auprès des bénéficiaires sur le terrain, à travers des entretiens avec les bénéficiaires de REGIS-ER ont indiqué que le projet a eu un impact favorable sur eux dans les deux pays. En effet, les données montrent que l'impact du projet est indéniable. En analysant les données issues des enquêtes auprès des bénéficiaires et des partenaires clés ainsi que l'exploitation des documents sur le projet, on note que les bénéficiaires comme les partenaires de mise en œuvre sont globalement satisfaits du projet et des résultats produits.

Ainsi, selon les trois objectifs stratégiques du projet, les appréciations des bénéficiaires sur les activités qui ont conduit à l'atteinte des résultats sont les suivantes par ordre d'importance :

Pour ce qui est de l'objectif stratégique 1, les activités qui ont contribué à la réussite de cet objectif sont : la bio-remise en état des sols dégradés, Habbanayé ou la possession de biens ou d'actifs en élevage, l'agriculture de conservation et de régénération, les jardins familiaux et de maraichage. Les efforts visant à accroître les revenus grâce aux activités d'épargne et de crédit ont également été appréciés ; toutefois, certaines croyances religieuses, précisément islamiques sur le crédit et les intérêts imposés réduisent l'engagement de certains membres des communautés bénéficiaires pour cette pratique.

En ce qui concerne l'objectif stratégique 2, les bénéficiaires ont également exprimé une grande appréciation des efforts déployés dans le cadre du projet pour améliorer leur santé et leurs niveaux nutritionnels en mettant en œuvre des activités qui ont amélioré leur accès à l'eau potable et élargi la diversité de leur alimentation. De nombreux bénéficiaires ont également exprimé leur appréciation des activités de changement de comportement, en matière de nutrition et d'assainissements qui les ont amenés à adopter des pratiques plus saines.

Pour ce qui est de l'objectif stratégique 3, les efforts déployés par le projet pour accroître la participation des femmes au processus décisionnel communautaire sont louables. À cet égard, le projet a contribué à éroder, si faiblement encore soit-il, les coutumes traditionnelles qui excluent généralement les femmes dans la participation à la gouvernance de leurs communautés. En matière de gouvernance visant la promotion de l'équité du genre, il reste encore beaucoup de travail dans ce domaine. Il faut cependant saluer les résultats déjà engrangés permettant un processus progressif d'élargissement du rôle des femmes au niveau communautaire. Il faut aussi souligner que dans le redimensionnement de ses interventions et au niveau géographique, le projet s'est de plus en plus concentré sur le renforcement de la gouvernance locale ces dernières années. Cet effort est au cœur du plan de durabilité du projet. Le projet a notamment travaillé avec certains gouvernements communaux pour les aider dans l'élaboration de leurs plans de développement communaux qui intègrent la planification de la résilience. Ce processus visant à renforcer la capacité des gouvernements locaux à élaborer et à mettre en œuvre avec compétence leurs propres plans de développement est essentiel au maintien de nombreuses activités du projet à l'avenir. Malheureusement, seules quelques communes ont la capacité de générer les fonds nécessaires à l'ébauche et à la mise en œuvre de ces plans.

Cet exercice d'évaluation a donné lieu à l'énumération suivante d'un certain nombre de leçons importantes apprises et de recommandations clés.

## **Résumé des réponses aux questions de recherche et recommandations**

*A travers la question de recherche 1 sur l'atteinte des objectifs, nous avons analysé les performances réalisées à travers les trois objectifs stratégiques*

Pour l'objectif stratégique 1, qui porte sur les moyens de subsistance durables – possibilités économiques diversifiées, une agriculture plus intelligente au climat, production animale et accès accru aux services financiers, nous constatons que les activités suivantes ont connu des performances qui ont conduit à l'atteinte des objectifs. On peut citer :

- Les fournisseurs de services communautaires (CBSP) et les fournisseurs Individuels (IP) », dont les résultats quantitatifs et qualitatifs engrangés permettent de dire que cette activité a permis aux bénéficiaires du projet d'avoir : i) une augmentation des revenus ; ii) une meilleure capacité d'absorption et d'adaptation des bénéficiaires à faire face aux chocs et aux stress ; iii) une meilleure situation nutritionnelle et de logements pour les ménages.
- Habbanayé a permis de renforcer les liens communautaires en promouvant et en étendant le modèle de soutien traditionnel aux ménages dans le besoin. A l'issue de la mise en œuvre du projet en 2020, 98,7% des bénéficiaires interrogés mentionnent que les objectifs de l'activité Habbanayé ont été atteints au regard de : i) l'augmentation des revenus des ménages (64,9%) ; ii) la constitution d'actifs de subsistance (63,6%) pour les ménages en situation de vulnérabilité chronique et iii) l'amélioration de l'état nutritionnel des communautés qui consomment du lait de chèvre et ses sous-produits (51,1%).
- En plus de l'élevage de petits ruminants, le projet a aussi expérimenté l'aviculture. Ainsi, 84,6% des répondants ont déclaré que l'aviculture a atteint ses objectifs, car elle a contribué à : i) une augmentation des revenus des ménages et ii) une diversification de l'alimentation de base des ménages.
- La santé et l'alimentation des animaux font partie des activités qui ont permis à l'élevage de petits ruminants ou de volaille de réussir. En effet, 76% des bénéficiaires des activités d'élevage ont mentionné que les activités relatives à la santé et à l'alimentation des animaux ont permis de lutter contre la mortalité animale, mais aussi d'avoir un élevage compétitif sur le marché. Ainsi, cela a entraîné un accroissement des revenus des ménages et la satisfaction des bénéficiaires pour les services fournis par les vaccinateurs villageois volontaires (VVV).
- L'agriculture de conservation qui est un système de production basé sur la conservation des sols et l'amélioration de leur potentiel productif naturel (fertilité) a contribué à l'amélioration des rendements selon les bénéficiaires.

- Il en est de même de la bio-récupération des sols dégradés à travers des formations et du soutien à l'équipement qui a aidé à la récupération des sols dégradés en utilisant essentiellement des méthodes naturelles comme la rétention d'eau dans les champs des agriculteurs. Une majorité de bénéficiaires interrogés (62,3%), dont 64,9% au Burkina Faso et 55,1% au Niger, estiment que le projet a largement atteint ses objectifs à travers la bio-récupération des sols dégradés. En effet, parmi les répondants, l'activité de bio-valorisation des sols dégradés a atteint ses objectifs, au regard de i) l'augmentation des terres disponibles pour la plantation de cultures et ii) de l'obtention de rendements plus élevés de cultures ciblées (comme les céréales, les légumes et les plants de pépinière).
- Le programme de mise en place de groupes d'épargne et de crédit est globalement satisfaisant pour les populations bénéficiaires puisque le taux de réalisation de l'objectif est de 108%, soit 111% au Niger et 102 % au Burkina Faso. Au total 1 312 groupes d'épargne et de crédit ont été mis en place sur 1 350 attendus, dont 768 au Niger et 544 au Burkina Faso.

Toutefois, les performances de ces activités appellent encore à des efforts pour certaines d'entre elles.

- Pour ce qui est de l'élevage, il importe de rendre disponible certains produits de santé vétérinaire, de renforcer les compétences des VVV pour accroître leur efficacité et efficience dans la mise en œuvre des activités ainsi que la formation des bénéficiaires en production de culture fourragère.
- En ce qui concerne la bio-récupération des sols dégradés, il faut un bon équipement des bénéficiaires en matériels de travail.

Pour l'objectif stratégique 2 qui est relatif à la Gouvernance et à la Gestion des Ressources Naturelles, d'égalité des genres et d'emploi des jeunes, on note que :

- Le renforcement de la Gestion des Ressources Naturelles a permis de restaurer la fertilité des sols dégradés. Dans les deux pays 97,7% des bénéficiaires sont unanimes sur l'atteinte des objectifs de cette activité. Pour la bio-récupération des sols, elle a permis : i) la réduction de la dégradation des sols ; ii) la disponibilité d'une surface plus importante pour les cultures et des gains en rendement sur les cultures.
- En matière de gestion de risques liés aux catastrophes, REGIS-ER a ainsi mis en place des i) des équipes de secours qui sont formées et prêtes à intervenir en cas de catastrophe ; ii) des groupes spéciaux sont chargés de prévenir les autorités locales et les services de l'état en cas de catastrophe.
- Les communautés ont été aussi renforcées dans la prévention et la gestion des conflits. Ainsi 84% des enquêtés au Burkina Faso et 69% au Niger déclarent être fortement ou moyennement d'accord sur l'atteinte des objectifs de ce programme. Ils sont 81% dans les deux pays. Ainsi, la capacité des communautés à gérer les conflits fait partie des éléments de succès du projet, surtout si l'on considère la mise en place de comités de gestion et la formation des acteurs qui l'animent. Cela a servi d'instrument efficace pour la réduction des conflits fonciers ; le renforcement des valeurs sociales dans la gestion

du foncier et la quasi-disparition des conflits entre agriculteurs et éleveurs autour des points d'eau.

- REGIS-ER a contribué à la mise en place des instruments de gouvernance telle que l'élaboration d'un plan de développement communal (PCD) qui est indispensable à une commune. L'intégration dans le PCD, des documents qui permettent la prise en compte des questions de résilience, renforce la gouvernance locale et favorise un développement communautaire participatif.

Toutefois les chefs de village ont des capacités limitées à traiter efficacement avec les dirigeants communaux pour gérer leurs ressources naturelles. Par ailleurs, lors de la présente évaluation finale du projet, 84,8% des enquêtés (90,9% au Burkina contre 66,6% au Niger), ont déclaré ne pas connaître l'objectif du projet en matière de gestion des risques liées aux catastrophes, surtout que celles-ci constituent l'une des causes des chocs auxquels les populations devraient être mieux préparées pour une meilleure résilience.

Au niveau de l'objectif stratégique 3 sur l'amélioration de la santé et de la nutrition – amélioration de l'accès à l'eau potable et l'amélioration des pratiques en matière de santé et de nutrition. on retient que :

- Pour l'accès à l'eau potable, le projet a contribué à la réhabilitation des points d'eau en les construisant ou en les réparant. Ainsi pour 2020, REGIS-ER envisageait réhabiliter 175 points d'eau au Niger et 265 au Burkina Faso. Le projet a effectivement réhabilité ou construits 178 points d'eau au Niger et 263 au Burkina Faso soit un taux d'exécution de 113% et 99% respectivement. En termes de durée de vie totale de l'objectif du projet pour les points d'eau, le projet prévoyait de réparer ou de construire un total cumulatif de 461 points d'eau.
- La lutte contre la défécation à l'air libre fait partie des priorités du projet en matière d'hygiène et assainissement. Ainsi en fin 2020, 18955 latrines améliorées ont été construites ou réhabilitées pour une cible de 18800 pour l'année, soit un taux de réalisation de 101%. Au Niger, la cible visée pour 2020 était de 15800 pour une réalisation de 15821 tandis qu'au Burkina, la cible était de 3000 et l'on a construit 3124 ouvrages. Dans chacun de ces pays, le taux d'exécution est supérieur à 100%. Ainsi, l'évaluation finale a noté que 64,2% des ménages utilisent une latrine dans les zones du projet.
- Quant à l'amélioration de l'accès aux services de santé, 94,6% des personnes enquêtés estiment que les objectifs visant l'amélioration de l'accès aux services de santé ont été plus ou moins atteints. Pour ce qui de la satisfaction des pratiques apprises en matière de nutrition, l'enquête note aussi une satisfaction des bénéficiaires, établie à 59,3% pour le Burkina Faso et 50,5% pour le Niger.

***A la question de recherche sur 2 sur les facteurs internes et externes qui ont influencé la capacité du projet dans l'atteinte des résultats, nous notons que parmi les facteurs internes qui ont influencé le succès des activités, il faut relever :***

- L'implication des conseils municipaux (CM). Ceux-ci ont aussi adopté des plans communaux de promotion de la résilience (PCPR) qui ont servi de feuille de route dans

l'exécution des activités et des objectifs du projet. Ainsi, huit des treize communes de concentration possédaient leurs PCPR.

- Les partenaires au niveau communautaire à travers la mise en place de groupes de travail des citoyens (CWG) et en y impliquant les comités locaux de développement (Niger) et les conseils de développement villageois (Burkina Faso) [CLD /CVD].
- Les plates-formes de fournisseurs de services qui ont considérablement amélioré leur capacité opérationnelle et leur visibilité auprès des parties prenantes locales en travaillant directement avec les CLD/CVD pour fournir de l'information et des services de biens sur les besoins globaux des villages en matière d'intrants pour les activités.
- L'importance accordée à la collaboration, à l'apprentissage et à l'adaptation (CLA) à travers l'organisation de plusieurs ateliers, notamment en 2019

Quant aux facteurs externes ont influencé de manière négative le projet, il est indéniable que c'est surtout :

- la montée de l'insécurité dans quatre régions d'intervention de REGIS-ER (Centre-Nord, Sahel et Est au Burkina Faso et Tillabéri au Niger) qui a affecté le projet dans sa mise en œuvre et dans ses performances ;
- la détérioration de la situation sécuritaire a été particulièrement rapide au Burkina Faso entraînant la limitation des déplacements du personnel du projet et l'adaptation de son mode d'intervention avec le développement de méthodes de travail innovantes.

***Pour les réponses apportées à la question de recherche 3, on retiendra que le projet doit sa réussite :***

- à des activités à haut impact qui ont permis l'amélioration significative de la croissance économique durable et le bien-être des bénéficiaires. Les activités à haut impact les plus performantes selon les bénéficiaires enquêtés sont (par ordre décroissant), les bio-récupérations des sols dégradés, Habanayé, l'agriculture de régénération/de conservation, l'épargne et le crédit, et enfin le jardin familial et de marché.
- avec le renforcement des capacités des bénéficiaires par des formations et des équipements, huit bénéficiaires sur dix déclarent que les conflits sont actuellement en régression par rapport au passé. Au Niger, comme au Burkina la proportion des enquêtés qui perçoivent la régression de la fréquence des conflits est de 82,6%.
- aux repas communautaires qui ont permis l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles chez les mères.

***Pour ce qui est de la question de recherche 5 sur les résultats positifs et négatifs du projet,*** les évaluateurs notent que sur la base des indicateurs, le projet REGS ER a accompli un taux de réalisation de 105% en ce qui concerne l'amélioration du bien-être économique accru et les moyens de subsistance durable des populations bénéficiaires. Sur les 19 indicateurs évalués, 14 ont été dépassés, 4 ont essentiellement répondu aux attentes et 1 n'a pas répondu aux attentes. Ces derniers concernent l'indicateur de performance du projet 1.2.6. Le nombre d'entreprises / entreprises / CBSP impliquées dans la fourniture de services liés à la sécurité alimentaire et / ou la transformation de produits agricoles fonctionnant désormais de manière plus rentable (au

coût ou plus) a atteint 78%. Bien que ces indicateurs n'atteignent pas 100% de leur durée de vie des objectifs du projet, il convient de noter leur taux de réalisation élevé, qui souligne les efforts soutenus déployés par le projet.

Pour ce qui concerne l'objectif stratégique 2 sur le renforcement de la gouvernance et des institutions, le projet REGIS ER a accompli un taux de réalisation de 96%. Ce niveau d'exécution n'a pas pleinement atteint la cible de l'Objectif stratégique 2, mais il est sur le point d'atteindre la cible. Sur les 10 indicateurs utilisés pour évaluer cet objectif, 8 indicateurs ont atteint ou dépassé les attentes (défini comme un niveau de réalisation de 90% ou plus), et un seul indicateur a presque répondu aux attentes (80-90%) et un indicateur n'a pas atteint.

Quant à l'objectif stratégique 3 sur la santé et la nutrition, l'évaluation finale indique que le projet a effectué un taux de réalisation de 98% en ce qui concerne l'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel des populations bénéficiaires. Comme ci-dessus, 8 indicateurs ont atteint ou dépassé leurs objectifs et 2 indicateurs ont presque atteint leurs objectifs. Le taux de réalisation le plus bas, qui est de 84%, est enregistré pour l'indicateur 3.1.3 (un indicateur qui est lié à l'amélioration de l'assainissement).

On peut donc conclure que pour ses trois objectifs stratégiques, le projet REGIS-ER a atteint un taux de performance global supérieur ou proche de 100%. Il est à noter que certaines activités inscrites dans l'extension actuelle du projet n'ont pas fait l'objet de cette évaluation finale.

Enfin, le projet a été un succès qu'il a inspiré d'autres communautés non bénéficiaires qui ont volontairement adopté certaines activités et programmes mise en œuvre dans les zones du projet REGIS-ER. Ainsi, le projet a permis d'obtenir des résultats positifs inattendus. Parmi ces résultats positifs inattendus, on peut citer l'adoption en 2016 par des villages non bénéficiaires de la technologie CF suite à la formation par le Projet.

***Pour les questions de recherche 4, 6 et 7 sur l'alignement du projet et ses conformités avec les politiques et procédures de l'USAID, un ensemble d'éléments ont guidé aux réponses résumées ci-dessous.***

La pertinence du projet est analysée sous l'angle de son alignement avec les politiques publiques et les priorités des Gouvernements des deux pays en matière de développement. Ainsi, l'analyse critique des activités menées dans le cadre du projet REGIS ER permet de dire que le projet s'inscrit dans les priorités des Gouvernements en matière de politique de développement économique et social. REGIS-ER apparaît comme le projet phare en matière de résilience multisectorielle de RISE. Aussi, l'alignement du projet aux politiques publiques peut être appréhendé à deux niveaux. Le niveau international et régional d'une part et celui national d'autre part y compris l'alignement avec les besoins des populations bénéficiaires du Burkina Faso et du Niger.

Quant à l'alignement du projet avec les besoins des bénéficiaires aussi bien au Burkina qu'au Niger, REGIS-ER offre de nouvelles perspectives aux populations vulnérables du sahel en proie à des crises récurrentes dues aux effets du changement climatique et à l'insécurité alimentaire

qui affectent leurs moyens de subsistance. REGIS-ER a été mis en place afin de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité chronique des populations de la zone d'intervention du projet à travers la mise en œuvre d'actions fortes d'amélioration de leur bien-être économique en général et de la situation sanitaire et nutritionnelle en particulier. C'est pourquoi le projet a concentré ses efforts d'intervention sur (i) la diversification des opportunités économiques, (ii) l'intensification de l'agriculture et de l'élevage adaptés au climat, (iii) l'amélioration de la commercialisation des produits issus de l'agriculture et de l'élevage et de l'accès des bénéficiaires aux services financiers qui sont des secteurs économiquement porteurs et qui offrent d'énormes potentialités aux bénéficiaires des zones d'intervention du projet

En termes de conformité du projet avec la politique et les procédures de l'USAID, les évaluateurs notent que pour ce qui est de la gouvernance locale, la mise en œuvre de la stratégie d'intervention du projet REGIS-ER a tenu compte de la politique et des procédures de l'USAID qui comprend les phases et étapes différentes et complémentaires ci-dessous :

- La prise en compte de l'approche gestion des risques de désastres : l'activité Gestion des Risques de Désastres a pour objectif majeur de développer des systèmes d'alerte précoces pour une réponse rapide (SCAP-RU) et la préparation contre d'éventuelles catastrophes, au niveau de la commune
- La prise en compte du système d'alerte rapide : pour ce qui est du système d'alerte rapide qui a permis aux communautés d'être dotées de systèmes d'informations afin de préparer les interventions en cas de catastrophe (EWR).
- Le renforcement de la gestion des conflits tel qu'énoncé dans le document de l'USAID sur « Accompagner les Processus de Paix pour la prévention, la résolution et le rétablissement » à la suite d'un conflit.

Le projet est aussi en conformité avec l'approche genre. En effet, les évaluateurs ont constaté que REGIS-ER est en pleine conformité avec la politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes de l'USAID de mars 2012, ainsi qu'avec un projet de mise à jour d'août 2020 de ce document intitulé « 2020 Égalité des sexes et politique d'autonomisation des femmes ». Cette conformité est mieux reflétée dans le projet « Stratégie et plan d'action pour le genre REGIS-ER » à la page 22, daté d'avril 2015. Par ailleurs, les activités de projet les plus remarquables à cet égard ont été les suivantes : régime foncier des femmes, santé et nutrition ; engager les hommes dans les écoles des maris ; groupes de crédit et d'épargne et Habbanayé (biens d'élevage). En outre, le projet a inclus parmi ses indicateurs de performance des indicateurs ventilés par sexe et d'autonomisation des femmes.

Pour ce qui est de la conformité avec l'approche jeunesse de l'USAID, le projet est effectivement en pleine conformité avec la politique de l'USAID pour la jeunesse dans le développement d'octobre 2012. En effet, REGIS-ER a tenu compte de toutes les recommandations de l'USAID sur l'application technique révisée du projet et a mis en œuvre

son cadre de développement positif des jeunes (PYD) qui a été conçu pour accroître l'engagement des jeunes de 15 à 35 ans au sein de leurs communautés

La conformité du projet avec les questions d'environnement se voit en référence aux règlements de politique opérationnelle environnementale de l'USAID tels que stipulés dans son chapitre 204 du système de directives automatisées (ADS), en commençant par l'achèvement d'un examen environnemental initial (IEE) de 64 pages en janvier 2013 qui a expiré en février 2018. Cette IEE a été modifiée en 2018 par un long rapport d'évaluation des pesticides (394 pages) et un plan d'action pour une utilisation plus sûre (PERSUAP) qui était valable jusqu'à la fin de 2020. (Ce PERSUAP couvrait également un autre projet RISE, REGIS-AG.) Ces documents ont été approuvés par l'USAID. REGIS-ER a également achevé son plan d'atténuation et de surveillance environnementale (EMMP) approuvé par l'USAID en avril 2014.

*Pour ce qui est de la question de recherche 8 sur les leçons apprises de la mise en œuvre de ce projet*, le rapport relève plusieurs leçons qui ont conduit au succès du projet. Toutefois, ces leçons apprises appellent à prendre en compte certaines limites que le projet a connues afin de les éviter ou d'y remédier pour des projets similaires comme RISE 2.

## **Conclusion**

Aux termes de la mission d'évaluation, nous pouvons dire au regard des résultats engrangés que le projet REGIS ER a produit des résultats satisfaisants à travers les objectifs stratégiques qui ont été définis.

- Ainsi pour l'objectif stratégique 1, les bénéficiaires tout comme les informateurs clés sont unanimes à reconnaître que le projet REGIS-ER a produit des résultats globalement positifs parce qu'il a contribué à améliorer significativement la croissance économique et le bien-être des bénéficiaires et surtout à permettre une plus grande résilience des populations face aux chocs. Les interventions qui ont contribué à l'accroissement du capital social des ménages, les activités comme Habbanayé, l'agriculture de régénération la bio-récupération sont des activités à haut impact sur la résilience ; Elles peuvent être répliquées dans les mêmes conditions sur des espaces similaires au Sahel.
- Quant à l'objectif stratégique 2 : L'atteinte des résultats a été rendue possible à travers l'appui à la mise en place de cadres de concertation et de dialogue afin d'accompagner la mise en œuvre des actions. Cela s'est traduit par la mise en place de principes de collaboration entre les membres des communautés, la formation pour le renforcement des capacités des personnes ressources à la tête des conseils villageois de développement, des comités locaux de développement, des leaders d'opinions comme les comités de sages (les aînés), les responsables des organisations socio-professionnelles, etc. Les thèmes de formation ont essentiellement porté sur les valeurs de tolérance, la mise en pratique des leçons et des formations, l'intégration des plans de développement dans les plans villageois,

communaux et régionaux de développement, centrés sur l'amélioration de la gouvernance, la gestion des ressources naturelles, la gestion des risques de catastrophes, la prévention et gestion des conflits et une meilleure coordination entre les structures de gouvernance locales et régionales ;

- Pour l'objectif stratégique 3 : les activités d'information, éducation et communication, ont permis au projet d'enregistrer des effets positifs au sein de la population, le renforcement des capacités des structures a aussi permis de toucher le maximum de bénéficiaires pour la mise en place de structures de programmation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation. Ce sont par exemple les COGES, les CVD, les Associations d'Usagers de l'Eau (AUE), les comités de gestion de points d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Au terme de cette évaluation finale, des recommandations sont faites allant dans le sens que REGIS-ER inspire la réussite d'autres projets similaires de l'USAID.

1. un accent particulier devra être accordé à la mise en place des microcrédits pour tenir compte des pratiques religieuses des populations ;
2. En matière de santé animale et nutrition, revoir à la hausse le nombre d'animaux remis aux bénéficiaires.
3. Améliorer les services vétérinaires fournis par les Vaccinateurs Volontaires du Village (VJV) aux bénéficiaires et travailler à réduire les taux de mortalité tout en améliorant les taux de naissance.
4. Maintenir les capacités des institutions locales pour qu'elles continuent s'impliquer dans le suivi-évaluation des activités afin de garantir la durabilité des acquis du projet.
5. Maintenir la formation pour le renforcement des capacités des personnes ressource à la tête des conseils villageois de développement, des comités locaux de développement, des leaders d'opinion comme les comités de sages (les aînés), des responsables des organisations socio-professionnelles

## INTRODUCTION

L'objectif global de cette évaluation finale était de déterminer si le projet a atteint son principal objectif global qui était d'accroître la résilience des ménages et communautés ciblées. L'USAID définit la résilience comme : « *La capacité des personnes, des ménages, des communautés, des pays et des systèmes à atténuer, à s'adapter et à se remettre des chocs et des stress d'une manière qui réduit la vulnérabilité chronique et facilite une croissance inclusive* ».

L'USAID met également l'accent sur une approche d'assistance qui s'attaque aux causes profondes de la vulnérabilité chronique grâce à l'agriculture et à l'élevage dirigés par la nutrition ; à une meilleure santé et hygiène, à une gouvernance plus forte et à la gestion des ressources naturelles. En outre, l'USAID promeut une plus grande sensibilisation et l'utilisation de pratiques qui aident à atténuer les impacts négatifs du changement climatique et à accroître la participation active des femmes et des jeunes.

Ce rapport porte donc sur l'évaluation finale externe des performances de l'activité de l'USAID/Sénégal intitulée « Résilience et croissance économique au Sahel – Résilience renforcée (REGIS-ER) mise en œuvre par la NCBA/CLUSA. Il est prévu que ce rapport fournisse aux commanditaires l'information dont ils ont besoin pour parvenir à une conclusion sur l'efficacité de REGIS-ER dans la réalisation des objectifs déclarés du projet. Les principaux destinataires de ce rapport sont :

- USAID/Sénégal, Bureau régional du Sahel
- USAID/Niger
- USAID/Burkina Faso
- NCBA/CLUSA
- Les principales parties prenantes telles que les gouvernements centraux et locaux du Burkina Faso et du Niger, les services techniques de vulgarisation, les bénéficiaires, les autres donateurs, les organisations communautaires partenaires (OBC) et les organisations non gouvernementales (ONG).

Après avoir présenté le projet et les conditions de réalisations des enquêtes de la présente évaluation, le rapport est construit comme un ensemble de réponses à chacune de ces huit questions de recherche qui sont les suivantes :

1. Dans quelle mesure le projet REGIS-ER a-t-il atteint ses objectifs déclarés ?
2. Quels facteurs internes et externes ont influencé la capacité du projet dans l'atteinte des résultats prévus ?
3. Quelles activités du projet ont eu le plus d'importance pour renforcer la résilience des ménages chroniquement vulnérables dans les zones géographiques ciblées du projet ?
4. Comment les activités du projet se sont-elles alignées sur les priorités des bénéficiaires et reflètent-elles le contexte social, culturel, économique et environnemental local ?

5. Quels ont été les résultats positifs et négatifs découlant des activités du projet ?
6. Dans quelle mesure la nouvelle approche de mise en œuvre du projet, fondée sur l'encadrement des institutions locales (conseils municipaux, groupes de travail citoyens et comités de développement villageois-locaux), a-t-elle aidé à atteindre ses objectifs ?
7. REGIS-ER s'est-il conformé à l'environnement, à l'intégration entre les sexes, à la violence sexiste et aux orientations, politiques et réglementations des jeunes ?
8. Quelles sont les leçons tirées de l'expérience de mise en œuvre du REGIS-ER qui peut profiter à d'autres projets, partenaires de mise en œuvre, bénéficiaires et intervenants ?

Ainsi ces principales questions d'évaluation sont centrées sur la façon dont REGIS-ER a atteint ses objectifs et sur la durabilité de son approche après la fin du projet, sur la pertinence du projet, son efficacité, sa conformité en matière de genre, d'environnement et de jeunesse par rapport aux politiques et orientations de l'USAID. Le rapport examine Les questions de recherche à travers les trois objectifs stratégiques du projet qui sont :

1. Moyens de subsistance durables – possibilités économiques diversifiées, agriculture plus intelligente au climat, production animale et accès accru aux services financiers ;
2. Amélioration de la gouvernance – renforcement des ressources naturelles, gestion des risques de catastrophe et de la prévention des conflits, coordination accrue entre les structures de gouvernance régionales et locales ;
3. Amélioration de la santé et de la nutrition – amélioration de l'accès à l'eau potable et amélioration des pratiques en matière de santé et de nutrition.

# I. PRESENTATION GLOBALE DU PROJET

## 1.1. Contexte et financement du projet

La région du Sahel a souffert au cours du dernier demi-siècle de multiples situations d'urgence humanitaire à grande échelle et est considérée comme l'une des régions les plus fragiles et les plus troublées au monde. L'USAID a reconnu en 2012 que la réponse à des situations d'urgence coûteuses ne répondait pas efficacement aux causes sous-jacentes. Par conséquent, l'USAID a élaboré son initiative Resilience in the Sahel Enhanced (RISE) visant à harmoniser les efforts existants et nouveaux d'aide humanitaire et de développement afin de se concentrer sur le renforcement de la résilience dans les zones agropastorales et marginales de subsistance agricole du Sahel.

REGIS-ER est le projet multisectoriel phare de RISE. Il vise à accroître la résilience des populations chroniquement vulnérables dans les zones agricoles et agropastorales marginales ciblées au Burkina Faso et au Niger. La trajectoire programmatique du projet a connu des modifications au cours de sa mise en œuvre.

En fait, le projet a été initialement conçu pour une période de mise en œuvre de cinq (5) ans, de novembre 2013 à novembre 2018. En 2018, l'USAID a accordé au projet une prolongation de 13,5 mois sans frais supplémentaires. La fin du projet a donc été reportée au 31 décembre 2019. À partir de ce moment, l'USAID a accordé 6,6 millions de dollars supplémentaires et a prolongé le projet jusqu'à la fin de 2020. Les retards liés au COVID ont incité l'USAID à prolonger le projet jusqu'au 31 mars 2021, laissant ainsi plus de temps pour sa fermeture. Cette dernière prolongation de trois mois donne une période totale de 88,5 mois pour la durée de vie complète du projet.

Le montant total du financement du projet par l'USAID est de 76 645 520 dollars. Depuis sa création en novembre 2013, l'agent principal de mise en œuvre de ce projet vaste et complexe a été la *National Cooperative Business Association/Cooperative League of the USA* (NBCA/CLUSA), qui a également versé environ 10 416 858,87 \$ en ressources et en nature comme part des coûts pour la mise en œuvre du projet. Ce montant est supérieur au montant de 7 millions de dollars de la NCBA/CLUSA qui devait contribuer à hauteur de sa part de coûts. Par conséquent, la valeur totale du projet est de 87 062 379 \$. Ce montant total se traduit par un coût par habitant de la population cible initiale du projet d'environ 87 \$ par personne. Sur le montant total du financement fourni par l'USAID, plus de 5 millions de dollars ont été versés directement à la NCBA/CLUSA en tant que frais généraux approuvés. Six pour cent (6%) du budget total du projet a été utilisé pour la surveillance et l'évaluation (fusions et acquisitions).

Plus de 8 millions de dollars ont servi à financer des ententes pour les services fournis par les partenaires de mise en œuvre. Les dates de ces accords, les noms des 11 organisations partenaires du consortium (international et local) et les services fournis par chaque partenaire sont cités ci-dessous dans les éléments suivants.

## **1.2. Partenaires de mise en œuvre du projet**

Pour la mise en œuvre du projet REGIS-ER, NCBA-CLUSA a travaillé avec des partenaires internationaux et nationaux. Ainsi, au niveau international, le projet a recruté trois partenaires internationaux relevant d'un consortium américain et huit partenaires nationaux qui sont des ONG ou des associations du Niger et du Burkina Faso.

### **1.2.1. Partenaires internationaux du consortium américain**

Le projet a établi une convention de partenariats avec les partenaires américains suivants :

1. Sheladia Associates – irrigation, gestion de l'utilisation de l'eau et M&E, 15/11/13 - 28/02/21
2. University Research Co. (URC) – santé/nutrition et changement de comportement, 15/11/13 - 31/02/18
3. Dimagi – Systèmes de suivi des parties prenantes, 21/11/2013 - 31/05/18

### **1.2.2. Partenaires nationaux.**

Ce sont huit partenaires, dont trois du Burkina Faso et cinq du Niger. Il s'agit de

1. Mwangaza Action, santé communautaire, nutrition et genre, Burkina Faso et Niger, 15/11/13 – 31/12/20
2. EAA-Niger (Eau et Assainissement pour l'Afrique), Burkina Faso/Niger, Eau, Assainissement et Hygiène (WASH), 15/11/13 – 30/09/20
3. EAA-Burkina Faso (dates inconnues, mais date de fin il y a quelque temps)
4. A2N (Association Nodde Nooto), services d'élevage, Burkina Faso, 15/11/13 – 31/12/18
5. ADROC (Association pour la Redynamisation et le Renforcement des Organisations), gouvernance, développement des organisations de producteurs et formation, Niger, 15/11/13 – 30/09/2019
6. KOKARI, soutenir les activités d'accès aux services financiers, Niger, 15/11/13 – 30/09/18
7. AREN (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger), services d'élevage, 15/11/2013 – 31/10/18
8. APOR (Action pour la Promotion des Organisations Rurales), Niger, gouvernance, formation au développement des organisations de producteurs, 15/11/13 – 31/12/18

Il est à noter que toutes ces organisations partenaires ont commencé leur collaboration avec le projet en novembre 2013, mais que seules quelques-unes d'entre elles ont continué après la fin du projet initial en novembre 2018. En effet, seulement trois des onze partenaires sont demeurés actifs au cours des deux dernières années du projet.

### 1.3. Phases de projet

À partir d'octobre 2016, le projet a commencé sa phase d'intensification. Cette phase s'est concentrée sur les huit domaines programmatiques suivants :

1. Habbanayé (biens d'élevage, alimentation animale et santé)
2. Horticulture (jardinage à vendre et consommation pour améliorer la nutrition)
3. Accès aux services financiers
4. Systèmes de production résilients (agriculture pluviale, FC, FMNR, BDL)
5. Gestion des risques de catastrophe et institutions locales
6. Services de l'eau
7. Hygiène et assainissement
8. Santé et nutrition communautaires

Au cours de cette période, un accent supplémentaire a été mis sur le lancement de deux activités à fort impact, à savoir CF/FMNR et Habbanayé. En 2017, le projet a pu mettre en œuvre pleinement cette phase de mise à l'échelle qui a pris fin le 31 décembre 2018, lorsque le projet a commencé à se concentrer sur la mise en œuvre de sa stratégie de durabilité. La stratégie de durabilité a été élaborée en 2017 et validée en janvier 2018. La date du 31 décembre 2018 coïncide avec le retrait du projet de 12 des 25 communes initiales impliquées dans le projet.

Le retrait du projet de 12 sur les 25 communes initiales qui traduit une réduction de la zone de couverture géographique du projet, a permis de consolider ses activités dans une zone plus petite et, par conséquent, d'accroître sa concentration sur le renforcement de la résilience.

La transition vers cette phase de durabilité a permis au projet de mettre l'accent sur la formation des « Coaches » afin de renforcer les capacités des entités de développement communautaires et communaux (p. ex., conseils municipaux, groupes de travail citoyens et comités locaux de développement des villages). Les principaux acteurs de ce processus étaient les fournisseurs de solutions communautaires (CBSPs) qui ont été formés par le projet. <sup>1</sup>

Dès mai 2018, le projet a commencé à travailler sur le renforcement des capacités de planification et, en août-septembre 2018, sur la formation des formateurs à l'élaboration des plans communaux de résilience (Plan Communal pour la Promotion de la Résilience, -PCRPR-). De plus, les conseils municipaux et les groupes de travail sur les citoyens ont commencé à travailler sur leurs PCRPR- en octobre-décembre 2018.

---

<sup>1</sup> Au Niger, on les appelle comités locaux de développement, et au Burkina Faso, la même structure s'appelle les Conseils de développement des villages.

Depuis le 1er janvier 2019, le projet s'est concentré sur le renforcement des institutions locales. Il est ainsi devenu un projet de plus en plus de gouvernance qui met l'accent sur l'élaboration de plans de développement et de résilience communautaires et communaux.

Depuis le 1er octobre 2019, le projet est également impliqué dans un réalignement qui le rendrait favorable à la mise en œuvre du Partenariat pour le Développement du Sahel (SDP) de l'USAID. Cette modification des activités du projet a mis l'accent sur la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et les subventions connexes. Étant donné que ces activités sont relativement nouvelles et se poursuivront jusqu'à la fin du projet à la fin de mars 2021, la présente évaluation n'a pu que leur accorder qu'une attention partielle.

#### **1.4. Champ de couverture du projet**

Initialement, en 2013, le projet couvrait un total de 800 villages (457 villages dans 20 communes - comprend les cinq communes gérées par deux ONG au Burkina Faso - et 343 villages dans 10 communes au Niger). Les villages du Projet au Burkina Faso<sup>2</sup> étaient situés dans le nord-est du pays, tandis que les villages du Niger étaient dans trois régions disparates : Tillabéry dans l'ouest du Niger ; Maradi dans le centre du Niger, et dans la partie sud de la région de Zinder dans l'est du Niger. Par conséquent, la limite ouest du projet initial au Burkina Faso se trouve à plus de 1 200 kilomètres de sa frontière orientale au Niger. (Voir annexe C pour les zones géographiques du projet dans les deux pays.)

Il est à noter que cinq communes des régions Centre-Nord et Nord du Burkina Faso ont été gérées indirectement pour le projet pendant deux ans par deux organisations non gouvernementales (ONG) jusqu'au retrait de ces deux régions du projet, en mars 2018. Ces deux ONG sont : SOS Sahel International et AZND (Association Zood-Nooma pour le Développement). La première ONG, SOS Sahel International est intervenue au nom du projet dans trois communes (Ouindigui, Sollé et Titao) et la seconde ONG AZND agissait dans deux communes de Kongoussi et Tikaré.

Ces deux ONG se sont d'abord concentrées sur des activités liées à l'agriculture de conservation (CF) et à la régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR). Plus tard, ont été ajoutés à ces interventions, des travaux de bio-récupération des terres dégradées (BDL), de santé et de repas communautaires et d'aide à la composante des services financiers du projet (SECCA). Ainsi, dans ces cinq communes, REGIS-ER n'a été actif qu'indirectement et partiellement pendant deux ans (2016-2018).

Au cours des deux dernières années de la phase concentration du projet, les préoccupations en matière de sécurité, la décision délibérée de consolider les réalisations du projet et la volonté d'aligner les activités de REGIS-ER sur le nouveau programme SDP de l'USAID, ont progressivement amené le projet à réduire le nombre de communes couvertes.

---

<sup>2</sup> Voir annexe B pour une liste complète des 30 communes cibles initiales de REGIS-ER avec leurs populations mi-2018 et la surface et la densité de population de chaque commune.

Au 1er janvier 2019, la couverture du projet est passée de 25 communes à 13 communes, soit 6 au Burkina Faso et 7 au Niger. Cela faisait partie de la phase extension sans coût additionnel d'un an que l'USAID a fourni à NCBA / CLUSA pour la mise en œuvre du projet.

En octobre 2019, la taille de la couverture du projet a encore été réduite à 8 communes amenant le projet à cesser ses activités dans 4 communes du Burkina Faso et 4 au Niger. Cette dernière réduction de la couverture du projet a entraîné le retrait de deux régions du Niger (Maradi et Zinder) et d'une région du Burkina Faso (Centre-Nord).

Cette réduction finale de la taille de la couverture du projet a été effectuée à la demande de l'USAID dans le cadre de sa prolongation d'un an, d'une valeur de 6 millions de dollars, du projet. En prenant cette décision, l'USAID a pris en considération non seulement les préoccupations en matière de sécurité, mais a également la prise en compte d'autres activités financées par l'USAID mises en œuvre au Burkina Faso et au Niger. Ces activités comprenaient deux activités de développement de la sécurité alimentaire (DFSA) au Niger et une DFSA au Burkina Faso mises en œuvre par des ONG américaines et leurs partenaires locaux.

De toute évidence, ces changements progressifs dans la couverture géographique, ainsi que dans la composition des interventions et le nombre de villages ciblés par le projet ont posé des défis supplémentaires à l'équipe d'évaluation. Parfois, il était difficile de savoir quelle activité de projet évaluer et où. REGIS-ER a eu plusieurs phases et au cours des deux dernières années, il a évolué en un projet différent travaillant dans différents endroits.

Les 13 communes ont une population estimée à 1 088 082 habitants, soit environ 60 % de la population totale estimée à 1 817 123 habitants pour les 30 communes cibles initiales (comprenant les 5 communes gérées par les deux ONG). La population initiale représente moins de quatre pour cent de la population totale combinée des deux pays (Burkina Faso et Niger) qui est d'environ 45,7 millions.

### **1.5. Bénéficiaires et participants au projet**

Le projet cible les ménages chroniquement vulnérables dans les zones agricoles agropastorales et marginales de ces deux pays. Bien qu'il soit difficile de calculer le nombre total de bénéficiaires directs du projet, on estime à peu près que plus de 300 000 ménages ont été touchés par le projet depuis son commencement en novembre 2013. On estime également que le nombre d'hectares dans le cadre de techniques améliorées de gestion agricole promues par le projet est de plus de 90 000 ha. On ne connaît pas le nombre estimatif de bovins, de chèvres et de poulets aidés par les interventions du projet, mais ils sont aussi estimés à plus 95000 selon les gestionnaires du projet.

Le projet rapporte avoir atteint 319 753 ménages dans sa zone d'intervention en utilisant le ratio de 7 personnes par ménage ; cela donne un nombre total de bénéficiaires de 2 238 271 personnes. Ce nombre est à presque égal au nombre total de résidents des 30 communes en 2020 (Comme indiqué ci-dessous, le nombre de bénéficiaires du projet peut inclure des personnes

supplémentaires touchées par des organisations partenaires en dehors de ses zones géographiques d'intervention.)

D'autre part, le projet indique également qu'il n'a pas atteint tous les membres d'un ménage et que seule une proportion des personnes résidant dans chaque ménage, ont été atteintes. Le projet fait référence aux personnes qu'il a touchées en tant que « participants » et estime qu'il a atteint 1 981 133 participants depuis le début du projet en novembre 2013. Ce nombre de participants représente environ 89 % du nombre total de bénéficiaires calculé au paragraphe précédent.

Les calculs ci-dessus n'incluent pas les personnes résidant dans les villages voisins qui n'ont pas été ciblées par le projet mais qui ont adopté une ou plusieurs interventions du projet. Même s'il reste difficile d'estimer avec précisions ce type d'effet « spin-off » du projet, on verra plus loin que de nombreuses communautés ont adopté les interventions dans les villages non bénéficiaires du projet. Par exemple, les gestionnaires de projet estiment que ses programmes de formation en FC ont permis à 2 282 agriculteurs de 643 villages hors projet de mettre en œuvre des techniques de FC sur environ 1 270 hectares. En outre, il existe d'autres documents de projet qui fournissent des preuves de l'impact des interventions du projet dans une douzaine d'autres villages qui n'ont pas été ciblés par le projet.

## **2. SOURCES DES DONNEES DE L'EVALUATION**

Les données utilisées pour l'évaluation finale du projet REGIS-ER émanent de deux sources :

### **2.1. Les sources administratives**

Les données de sources administratives ont été collectées à partir de :

- Rapports annuels d'activités sur la mise en œuvre du projet de 2013 à 2019
- Rapport d'évaluation à mi-parcours du projet
- Plans de travail annuel de 2014 à 2020
- Autres documents fournis par la recherche documentaire.

Tous les documents de source administrative ayant été exploités pour l'élaboration du présent rapport sont en annexe dans la bibliographie.

### **2.2. Enquête quantitative et qualitative auprès des groupes cibles du projet**

Dans sa démarche et conformément aux Termes de référence de l'évaluation finale, l'équipe d'évaluation a, en plus des données fournies par les sources administratives citées précédemment, collecté des données auprès de divers groupes cibles, à travers une enquête quantitative et qualitative. L'enquête quantitative s'est adressée à un échantillon de ménages vivant dans les zones d'intervention du projet REGIS-E, tandis que le volet qualitatif de l'enquête a couvert des informateurs clés à travers des entretiens individuels et des focus groups des communautés de la zone d'intervention du projet.

Une présentation de l'approche méthodologique utilisée et des résultats de l'enquête est faite dans les lignes qui suivent.

## 2.2.1. Méthodologie de l'enquête quantitative

### 2.2.1.1. Plan d'échantillonnage

Le plan d'échantillonnage décrit la démarche suivie pour faire le choix des unités d'enquêtes auprès desquelles les données ont été collectées. L'échantillonnage pour la collecte des données quantitatives comporte trois étapes :

- le choix de la méthode d'échantillonnage ;
- la détermination de la taille de l'échantillon s'il y a lieu ;
- le tirage des unités d'enquête avec la réalisation d'une cartographie censitaire des villages.

En rappel, l'échantillonnage a été conduit dans un contexte marqué par le fait que l'unité de gestion du projet n'a pas fourni la liste des bénéficiaires.

### 2.2.1.2. Choix de la méthode d'échantillonnage

La méthode d'échantillonnage adoptée est stratifiée à deux degrés. Il s'est agi de procéder au regroupement des villages d'intervention de REGIS-ER en deux sous-groupes homogènes. Ici, le critère de stratification a été « l'appartenance ou non du village à la zone de concentration du projet REGIS-ER ». Cela a permis de déterminer les deux strates.

Strate 1 : Elle comprend tous les villages des 17 communes où le projet REGIS-ER est intervenu durant la période 2014-2018 uniquement pour renforcer la résilience des communautés de ces villages.

Strate 2 : Elle comprend tous les villages des 13 communes de concentration (rapport FY 2019), où le projet REGIS-ER est intervenu non seulement de 2014 à 2018 pour renforcer la résilience des communautés, mais également en 2019 pour la consolidation des acquis du projet, puis en 2020 avec un focus sur la zone SDP (Sahel Development Partnership).

Les tableaux 1 et 2 ci-dessous présentent la répartition des villages par strate pour chaque pays.

Tableau 1: Répartition des villages d'intervention au Burkina Faso et au Niger par strate

Burkina Faso	Villages Strate 1	Villages de la strate 2							TOTAL
		<i>Barsalogo</i>	<i>Bouroum</i>	<i>Gayéri</i>	<i>Manni</i>	<i>Sebba</i>	<i>Seytenga</i>	Total	
	209	50	36	22	91	20	25	244	453

Tableau 2: Répartition des villages d'intervention au Burkina Faso et au Niger par strate

Niger	Villages Strate 1	Villages de la strate 2							TOTAL	
		<i>Bandé</i>	<i>Droum</i>	<i>Guidan-Roundji</i>	<i>Filingué</i>	<i>Sakoira</i>	<i>Tagazar</i>	<i>Tondikandia</i>		<i>Total</i>
	109	43	47	25	25	23	41	30	234	343

### ***2.2.1.3. Détermination de la taille de l'échantillon des villages par pays et par strate***

Sur un total de 800 villages de la zone d'intervention de REGIS-ER, 57,1% soit 457 villages sont au Burkina Faso tandis que 42,9% soit 343 villages sont au Niger. Cependant, pour des raisons diverses (inaccessibilités dues à la saison pluvieuse, insécurité liée aux attaques terroristes, etc.), 4 villages du Burkina Faso ont été retirés de la liste et ne font donc pas partie de la base de sondage pour le tirage de l'échantillon. Ce sont les villages de Bartiébouguou et de Tanguisonguima dans la commune de Bartiébouguou, le village de Tambiga dans la commune de Foutouri, le village de Kourougou dans la commune de Gayeri. Par conséquent, le nombre de villages de la base de sondage opérationnelle n'était plus que de 796 au total dont 453 au Burkina (56,9%) et 343 au Niger (43,1%).

La taille de l'échantillon primaire (villages) a été déterminée de manière raisonnée. En effet, s'agissant du budget consacré à cette évaluation finale, l'équipe d'évaluation a dû procéder par simulation pour déterminer la taille maximale de l'échantillon que le budget alloué était autorisé à couvrir. En outre, les premiers commentaires reçus des parties prenantes sur la base du rapport initial, suggéraient de couvrir au moins 120 villages au lieu des 80 villages qui devaient initialement être couverts.

Pour la présente évaluation finale, la taille de l'échantillon retenue a été de 120 villages pour les deux pays. En supposant que la structure de l'échantillon est comparable à celle de l'ensemble des villages constituant la base de sondage, la répartition de l'échantillon entre les deux pays s'est faite dans les mêmes proportions que celles de l'ensemble des villages de cette base de sondage. Sur les 120 villages de l'échantillon initialement prévu, 56,9% soit 68 villages sont au Burkina et 43,1% soit 52 villages sont au Niger.

### ***2.2.1.4. Répartition de l'échantillon des villages par pays et par strate***

Pour l'équipe d'évaluation et en accord avec le commanditaire, le principal critère de répartition de l'échantillon a été dicté par l'objectif fondamental du projet REGIS-ER à savoir renforcer la résilience des populations et impulser la croissance économique au Sahel. Par conséquent, une plus grande importance a été accordée à la strate 1 dans laquelle le projet a été pleinement implémenté en respectant ses objectifs initiaux pendant la durée de vie normale du projet qui est de 5 ans (2014-2018).

Par contre une importance relativement moindre a été accordée à la strate 2 correspondant à la zone de la phase d'extension (ou de concentration) du projet. En effet, cette phase qui n'a duré que 15 mois au cours de la période 2019-2020, peut être considérée comme un « bonus » accordé par l'USAID dans le but d'accompagner les municipalités des 13 communes

bénéficiaires pour consolider les acquis d'une part et pour renforcer le partenariat pour le développement local au Sahel, d'autre part.

Au regard de ce qui précède, 80% de l'échantillon a été affecté à la strate 1 et 20% à la strate 2 (Cf. tableau 3).

Tableau 3 : Taille de l'échantillon des villages par pays et par strate

Pays	Strate1	Strate2	Total
Burkina Faso	54	14	68
Niger	42	10	52
Total	96	24	120

#### 2.2.1.5. Taille de l'échantillon des ménages par pays et par strate

Connaissant le nombre de villages de chaque strate dans chaque pays et étant donné qu'un échantillon de 12 ménages devraient être tirés dans chaque village pour l'enquête, la taille de l'échantillon des ménages dans chaque strate a été calculée en multipliant le nombre de villages par 12. En définitive, la taille globale de l'échantillon était de 1440 ménages (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Taille de l'échantillon des ménages par pays et par strate

Pays	Strate1	Strate2	Total
Burkina Faso	648	168	816
Niger	504	120	624
Total	1152	288	1440

Tel qu'annoncé plus haut, l'échantillonnage est stratifié et à deux degrés. Au premier degré, les villages échantillonnés ont été tirés au sein de chacune des strates. Au second degré on procèdera au tirage des ménages.

Au moment de la collecte des données sur le terrain, bon nombre de villages échantillonnés du Burkina et du Niger étaient en situation d'insécurité du fait des attaques terroristes. A priori, hormis les 4 villages du Burkina Faso qui ont été soustraits de la base de sondage, l'équipe d'évaluation ne disposait pas d'autres informations sur les villages à risque du fait du terrorisme ou de tout autre phénomène pouvant constituer un obstacle majeur à la collecte des données sur le terrain. Le processus de tirage de l'échantillon s'est déroulé en deux étapes :

Premièrement, dans chaque pays et à l'intérieur de chaque strate un tirage aléatoire simple a été réalisé (tirage systématique) à partir de la liste exhaustive des villages d'intervention ;

Secundo, la liste des villages tirés au hasard était examinée à tout moment durant le processus de collecte de données sur le terrain en collaboration avec l'équipe du projet et les autorités compétentes locales des communes concernées, afin de déterminer et de remplacer les villages qui présentaient des risques avérés pour les équipes déployées sur le terrain.

Le remplacement d'un village à risque déclassé se faisait sur la base de la méthode de tirage aléatoire initiale, sous la responsabilité du staff de l'équipe d'évaluation et dans le but de préserver le caractère aléatoire de l'échantillonnage durant toute la collecte.

Malheureusement, de nombreux villages de l'échantillon initial étaient inaccessibles, du fait de l'insécurité. De plus, un nombre important de villages de remplacement tirés aléatoirement étaient également inaccessibles pour la même raison.

Par conséquent, conformément à ce qui était prévu dans l'offre technique initiale, l'équipe d'évaluation a opté pour une approche alternative qui est l'échantillonnage par choix raisonné. Pour ce faire, il a été mis à la disposition des équipes déployées sur le terrain, la liste des villages d'intervention du projet REGIS-ER. Il revenait à chaque équipe, en collaboration avec les autorités compétentes locales, d'identifier les villages accessibles où la collecte des données était possible en tenant compte des critères suivants :

- le village choisi en remplacement devait être de la même commune que le village à remplacer
- lorsqu'un village de remplacement était d'une commune différente de celle du village remplacé, les communes respectives de ces deux villages appartenaient à la même strate.

#### ***2.2.1.6. Tirage de l'échantillon des ménages dans chaque village***

Le tirage des ménages au second degré a nécessité les listes exhaustives de ces ménages pour chaque village. Ces listes ont été établies sur le terrain en recensant d'abord les ménages du village avec l'aide de personnes ressources locales (CVD, Conseiller, etc.). Ce tirage fait de manière aléatoire a permis de tirer 12 ménages dans chaque village.

#### ***2.2.1.7. Échantillonnage pour la collecte des données qualitatives***

La collecte des données qualitatives s'est faite sous forme d'entretiens individuels ou de groupe auprès des informateurs clés et des parties prenantes.

#### ***2.2.1.8. Entretiens avec les informateurs clés***

Au niveau des informateurs clés, des entretiens semi-structurés ont été menés. Le tableau 5 donne la liste des informateurs clés.

Tableau 5: Répartition des entretiens avec les informateurs clés au Burkina Faso et au Niger du Projet REGIS-ER

Informateurs clés	Nombre d'entretiens	
	Burkina Faso	Niger
USAID / Sénégal, Bureau régional du Sahel	3	and 3
Gestion de projet REGIS-ER	3	and 3
NCBA / CLUSA / Washington	3	3
Direction régionale de l'agriculture	1	1
Direction régionale de la santé	1	1
Direction régionale de l'élevage	1	1
Direction régionale de l'emploi	1	1
Direction régionale de l'eau et assainissement	1	1
TOTAL	14	14

### 2.3. *Entretiens avec les institutions locales dans l'approche basée sur le coaching de REGIS-ER pour la période 2019-2020*

Afin de prendre en compte l'approche basée sur le coaching de REGIS-ER pour la période 2019-2020, des entretiens avec certaines institutions locales ont été réalisés (Cf. tableau 6).

Tableau 6 : Répartition des institutions locales pour les entretiens au Burkina Faso et au Niger.

Institutions locales	Nombre entretiens	
	Burkina Faso	Niger
Conseil municipal	3	3
Groupes de travail citoyens	3	3
Comités de développement villageois / locaux	3	3
TOTAL	9	9

En plus des entretiens semi-structurés avec les informateurs clés et certaines institutions locales, des discussions de groupe ou focus group discussion (FGD) ont été organisées avec les principales parties prenantes du projet afin d'approfondir les entretiens semi-structurés. Pour ces discussions de groupe, environ 1 village sur 4 a été concerné, soit 17 villages sur 68 villages au Burkina et 14 villages sur 52 villages au Niger. Pour le choix du village, les critères suivants ont été considérés. Ainsi le village devait :

- faire partie de l'échantillon de l'enquête quantitative
- présenter une particularité liée à l'intervention de REGIS-ER (positive ou négative) digne d'intérêt pour l'équipe d'évaluation ;
- avoir une diversité des activités ou interventions menées.

Comme dans l'enquête quantitative, la collecte des données qualitatives dans les villages dépendait de l'accessibilité de ces villages.

## **2.4. Organisation des équipes et collecte des données quantitatives**

A l'issue du recrutement et de la formation du personnel de terrain suivi du test des outils de collecte des données, les équipes ont été déployées sur le terrain. Mais une fois sur le terrain, face à la situation d'insécurité dans certaines localités, l'équipe d'évaluation a aussi mis en œuvre une stratégie alternative pour réaliser l'enquête dans les zones d'insécurité.

### **2.4.1. Organisation et déploiement des équipes sur le terrain**

Le personnel déployé sur le terrain pour la collecte des données était organisé en 12 équipes, dont 6 au Burkina Faso et 6 au Niger. Chaque équipe comprenait 5 personnes dont 1 contrôleur et 4 agents enquêteurs. Ces équipes étaient sous la responsabilité de 6 superviseurs dont 3 au Burkina Faso et 3 au Niger. A chacune des équipes du Burkina comme du Niger était affecté une dizaine de villages en tenant compte de la maîtrise de la langue locale par les enquêteurs pour les interviews. Chaque enquêteur était muni d'une tablette où les questionnaires (ménages, partenaires et personnes clé) étaient programmés sur ODK-Collect. Les questionnaires remplis par les enquêteurs étaient téléchargés sur la plateforme Ona.io, après que le contrôleur ait vérifié la qualité du travail de l'agent enquêteur. Le déplacement des enquêteurs sur le terrain au Burkina Faso se faisait à motos tandis qu'au Niger des véhicules 4x4 avaient été mis à leur à leurs dispositions, en raison de l'insécurité et des très longues distances entre les localités.

Les équipes de terrain ont reçu régulièrement la visite des superviseurs pour le contrôle de la qualité de travail et le suivi des consignes et des difficultés liées à la collecte.

### **2.4.2. Stratégie alternative de collecte des données dans les zones inaccessibles**

Pour ce qui est des zones inaccessibles, l'approche méthodologique préconisée était de collecter les données par appels téléphoniques. Une telle démarche alternative n'est pas courante au Burkina Faso et au Niger, surtout lorsqu'il s'agit d'enquête auprès des ménages en milieu rural. Cette approche méthodologique de collecte de données par téléphone a concerné uniquement l'enquête quantitative mais pas l'enquête qualitative et s'est articulée autour de quatre étapes que sont :

- i) Le recensement des ménages de chaque village avec l'aide des points focaux
- ii) Le tirage des 12 ménages pour l'administration du questionnaire
- iii) Le recueil des numéros de téléphone des 12 ménages échantillonnés avec l'aide des points focaux des villages concernés (Comités Villageois de Développement au Burkina Faso et chefs de villages au Niger) ;
- iv) L'Administration du questionnaire par téléphone aux 12 ménages échantillonnés.

Avec cette approche alternative, les outils de collecte initialement prévus pour la collecte des données n'étaient plus applicables *in extenso*, notamment en ce qui concerne toutes les parties du questionnaire qui nécessitent la présence physique de l'enquêteur dans le ménage. C'est le cas des mesures anthropométriques pour lesquelles l'utilisation des toises et des peses

personnes est obligatoire et exige la présence physique de deux enquêteurs et la présence de la mère et de l'enfant. Par conséquent, des instructions ont été données aux équipes pour que le questionnaire de l'enquête quantitative soit entièrement administré sauf la partie anthropométrie. Par contre, les guides d'entretien individuel ou de groupe n'ont pas été administrés.

## ***2.5. Dispositifs de sécurité et de protection sanitaire du personnel de terrain***

Quelques dispositions ont été prises par CESAO pour faire face à la situation sécuritaire délétère dans certaines localités de la zone d'enquête. De même, des dispositions ont également été prises par rapport au COVID 19 afin d'assurer la protection du personnel de terrain.

### ***2.5.1. Dispositifs de sécurité***

Au regard de la situation sécuritaire fragile dans certaines des localités couvertes par l'enquête, les équipes devraient s'annoncer aux autorités régionales, provinciales et communales des zones dans lesquelles elles devaient travailler. Les équipes avaient avec elles une lettre d'introduction qu'elles présentaient aux autorités. Aussi était-il recommandé aux enquêteurs d'éviter tout comportement qui pourrait les rendre suspects aux yeux des populations. Il leur était interdit d'engager des discussions sur des thèmes sensibles, notamment ceux liés au terrorisme pour ne pas paraître suspect et s'exposer à des risques d'attitudes. En outre, les membres des équipes ne devaient pas être isolés les uns des autres sur le terrain surtout lors des déplacements d'une localité à une autre. Dans les zones où l'insécurité était très ambiante au Burkina Faso comme au Niger, les superviseurs et leurs contrôleurs devaient collaborer avec les autorités compétentes (autorités communales, FDS, responsables du projet REGIS-ER) avant de décider de la couverture ou pas des localités concernées.

### ***2.5.2. Dispositifs protection sanitaire du personnel de terrain contre le COVID 19***

Face à la pandémie du COVID-19, des consignes avaient été données au personnel de terrain, notamment le respect des mesures barrières dont :

- Se laver les mains à l'eau et au savon ou utiliser un gel hydro-avant l'accès aux ménages ;
- Porter un masque de protection ;
- Éviter tout contact avec les répondants dans les ménages tout en ayant des attitudes respectueuses à l'endroit des populations ciblées par l'enquête.
- A la fin de l'interview dans les ménages, se quitter en évitant tout contact.

## ***2.6. Traitement informatique des données***

Le traitement informatique des données a consisté essentiellement en l'apurement des fichiers. Cet apurement a permis de disposer d'une base nettoyée des données aberrantes dues à des

erreurs de collecte. Des imputations statistiques ont été également faites pour compléter les données manquantes. L'échantillon des villages ayant été stratifié, la création des strates (1 et 2) dans la base a été opérée lors de l'apurement des données.

La base apurée a été exportée sur le logiciel d'analyse SPSS et sur EXCEL puis mis à la disposition des consultants pour le calcul des indicateurs, l'analyse des résultats et la rédaction du rapport d'évaluation.

### *2.7. Contraintes, difficultés et limites de l'évaluation*

Dans des conditions habituelles, la réalisation de l'évaluation finale d'un projet aussi complexe aurait été un énorme défi. Ce défi a été encore plus important à y faire face au regard de la généralisation de l'extrémisme violent, de la pandémie de la covid-19 au Burkina Faso et au Niger. Certaines difficultés étaient aussi liées à la période de réalisation de cette évaluation au cours de la saison des pluies qui cette année étaient exceptionnellement lourdes. Tous ces facteurs combinés ont été des contraintes qui ont rendu difficile l'accès aux bénéficiaires et aux villages ciblés. En effet, les enquêteurs avaient été souvent avisés par les autorités locales compétentes et par les forces de défense et de sécurité (FDS) des problèmes de sécurité dans telles ou telles zone et conséquemment indiquaient qu'il n'était pas conseillé de s'y rendre. En outre, la question de sécurité a rendu les gens méfiants à l'égard de personnes étrangères à leurs communautés, surtout que ceux-ci arrivaient généralement à moto pour la collecte r des données et informations sur REGIS-ER.

Par ailleurs, l'état des routes ne facilitait pas les déplacements des enquêteurs d'un village à un autre car c'était de véritables parcours de combattants. Enfin dans certains des villages d'intervention plus anciens du projet, des ménages ne se souvenaient plus exactement des activités réalisées par le projet.

Aussi le déplacement de près d'un million de personnes au Burkina Faso a encore compliqué la conduite de cette évaluation dans certains villages bénéficiaires où non seulement l'accessibilité aux ménages n'étaient plus aisée, mais des bénéficiaires ne pouvaient pas être enquêtés étant déplacés en d'autres endroits souvent hors de leur entité administrative de résidence.

Par ailleurs l'une des limites principales de cette évaluation a été qu'une base complète et solide de données et d'information n'avait pas été établie avant à la mise en œuvre du projet. Ainsi, beaucoup d'informations de base sur les zones géographiques cibles du projet n'ont pas été recueillies. Par exemple, l'information sur la taille géographique et les niveaux de population n'était pas facilement accessible. En outre, une liste des ménages et villages atteints et des informations clés à leur sujet n'étaient pas facilement disponibles. Il aurait été utile pour cette évaluation d'avoir une liste disponible, ainsi que la liste de tous les bénéficiaires et participants ainsi que les interventions du projet dont ils ont bénéficié.

Il est aussi à noter que le projet n'a pas été évalué comme prévu à la fin de sa mise en œuvre initiale de cinq ans. Le projet a fait l'état d'une évaluation à mi-parcours en 2016 et un rapport

de cette évaluation a été publié en septembre 2016. Les résultats du présent rapport d'évaluation sont ne sont comparés qu'aux résultats de l'évaluation à mi-parcours de 2016. Cela limite les analyses comparatives permettant d'apprécier les changements opérés depuis l'intervention initiale de REGIS-ER.

Toutefois, malgré les contraintes, les difficultés et les limites liées à cette évaluation finale, le rapport présente une analyse et des preuves utiles sur le rendement de REGIS-ER. Aussi, les expériences de mise en œuvre de ce projet telles que documentées dans ce rapport devraient être utilisées dans la conception des futures activités d'assistance dans la Région du Sahel, en Afrique et ailleurs.

## 2.8. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés par strate et par pays

Dans cette section sont présentés des résultats sur le profil des ménages et des enquêtés.

### 2.8.1. Structure spatiale des ménages enquêtés

Au total, 1428 ménages ont été couverts par l'enquête dont 82,4% dans la strate 1 et 17,6% dans la strate 2.

Au Burkina Faso, 706 ménages ont été enquêtés, dont 417 au Centre Nord, 217 au Sahel et 72 à l'Est. Des 706 ménages enquêtés, 84,7% sont de la strate 1 contre 15,3% de la strate 2. Le faible effectif des ménages enquêtés dans la région de l'Est s'explique par l'inaccessibilité de la plupart des villages d'intervention du projet REGIS-ER dans cette région à cause de l'insécurité.

Au Niger 722 ménages ont été enquêtés, dont 252 à Maradi, 410 à Tillabéry et 60 à Zinder. Des 722 ménages enquêtés, 80,2% sont dans la strate1 et 19,8% dans la strate2.

Tableau 7 : Répartition des ménages/répondants enquêtés par région, pays et strate

<b>Pays/Région</b>	<b>Strate 1 (%)</b>	<b>Strate 2 (%)</b>	<b>Effectif total</b>
<b>Burkina Faso</b>	<b>84,7</b>	<b>15,3</b>	<b>706</b>
Centre Nord	85,6	14,4	417
Est	66,7	33,3	72
Sahel	88,9	11,1	217
<b>Niger</b>	<b>80,2</b>	<b>19,8</b>	<b>722</b>
Maradi	92,1	7,9	252
Tillabéry	6,5	93,5	62
Tillabéry Nord	100,0	0,0	253
Tillabéry Sud	92,6	7,4	95
Zinder	3,3	96,7	60
<b>Total</b>	<b>82,4</b>	<b>17,6</b>	<b>1428</b>

*Source : CESA0 / Enquête quantitative et qualitative*

Le tableau ci-dessous donne la répartition des 1428 ménages/répondants enquêtés par pays, commune et par strate. La liste de tous les villages enquêtés se trouve en annexe.

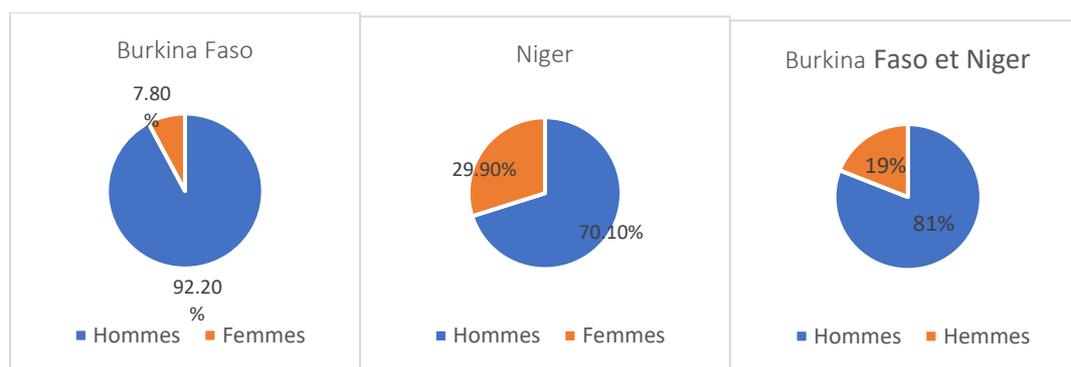
Tableau 8: Répartition des ménages/répondants par pays commune et strate

Pays	Commune	Nombre de répondants		Total	Pays	Commune	Nombre de répondants		Total
		Strate 1	Strate 2				Strate 1	Strate 2	
Burkina Faso	Bani	62	0	62	Niger	Band	0	31	31
	Barsallogho	12	37	49		Droum	2	27	29
	Bouroum	0	23	23		Filingue	3	10	13
	Dori	48	0	48		Guidanroumdji	0	20	20
	Gayéri	0	12	12		Imanan	88	3	91
	Kongoussi	109	0	109		Kourthey	254	0	254
	Manni	48	12	60		Sabonmachi	232	0	232
	Nagbingou	48	0	48		Sakoira	0	14	14
	Ouindigui	49	0	49		Tagazar	0	26	26
	Sampelga	35	0	35		Tondikandia	0	12	12
	Seytenga	0	24	24		Total	579	143	722
	Tikaré	48	0	48					
	Titabe	43	0	43					
	Titao	96	0	96					
Total	598	108	706						

### 2.8.2. Structure par sexe des chefs de ménage enquêtés

Parmi les 1428 chefs de ménages enquêtés dans les deux pays, 1157 étaient des hommes, soit 81%, et 271 étaient des femmes soit 19%. Au Burkina Faso, 706 chefs de ménages ont été touchés par l'enquête, soit 92,2% d'hommes et 7,8% de femmes, tandis qu'au Niger, 506 chefs de ménage ont été interviewés soit 70,4% d'hommes et 29,9% de femmes. La proportion des femmes chefs de ménage enquêtées est d'environ 4 fois plus importante au Niger qu'au Burkina Faso. Ces résultats sont illustrés à travers les graphiques ci-dessous.

Graphique 1: Répartition des chefs de ménages selon le sexe



### 2.8.3. Couverture de l'échantillon

Au niveau du Burkina Faso, sur 68 villages échantillonnés, le taux de couverture est de 89,71%. Sur 816 ménages prévus, 706 ont été enquêtés soit 86,52%. Au Niger, avec le processus de remplacement des villages du fait de l'insécurité, un (1) village supplémentaire a été enquêté. Au Niger, des ménages supplémentaires ont également été enquêtés par des équipes. Ainsi au lieu de 52 villages échantillonnés au départ, 53 ont été finalement enquêtés, soit un taux de couverture de 101,92%. Sur 624 ménages initialement prévus, en définitive 722 ménages ont été enquêtés, soit un taux de couverture de 115,71%.

L'échantillon global initial prévu était de 120 villages soit 68 au Burkina et 52 au Niger. En fin de compte, 114 villages ont été effectivement enquêtés, soit un taux de couverture de 95%. Quant à l'échantillon des ménages, sur les 1440 ménages prévus, 1428 ont été effectivement enquêtés soit un taux de couverture global de 99,17% comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 9 : Taux de couverture de l'échantillon par pays et par strate (%)

Pays/Strate	Villages prévus	Villages enquêtés	Taux (%) couverture	Ménages prévus	ménages enquêtés	Taux (%) couverture
<b>Burkina Faso</b>	<b>68</b>	<b>61</b>	<b>89,71</b>	<b>816</b>	<b>706</b>	<b>86,52</b>
Strate1	54	51	94,44	648	598	92,28
Strate2	14	10	71,43	168	108	64,29
<b>Niger</b>	<b>52</b>	<b>53</b>	<b>101,92</b>	<b>624</b>	<b>722</b>	<b>115,71</b>
Strate1	42	43	102,38	504	579	114,88
Strate2	10	10	100,00	120	143	119,17
<b>Strate1 + Strate2</b>	<b>120</b>	<b>114</b>	<b>95,00</b>	<b>1440</b>	<b>1428</b>	<b>99,17</b>

Source : CESA0 / Enquête quantitative et qualitative

### 2.8.4. Répartition spatiale des informateurs clés

Le tableau ci-dessous donne la répartition des informateurs clés touchés lors des entretiens individuels. Il ressort que 34 informateurs clé ont pu être interrogés au Burkina Faso contre 57 au Niger, soit au total 91 informateurs clé. L'analyse des données du tableau révèle que parmi

les 91 informateurs clé interviewés, seulement 5 d'entre eux, tous de la région de Zinder provenaient de la strate 2 c'est-à-dire les zones d'extension du projet.

Tableau 10 : **Tableau : Répartition des informateurs clés par pays, région et strate**

Pays	Région	Nombre d'informateurs clé		Total
		Strate 1	Strate 2	
Burkina Faso	Dori	10		10
	Fada	9		9
	Kaya	15		15
	<b>Total</b>	<b>34</b>		<b>34</b>
Niger	Maradi	18	0	18
	Tillabéry N	22	0	22
	Tillabéry Sud	8	0	8
	Tillabéry	2	0	2
	Zinder	2	5	7
	<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>5</b>	<b>57</b>

Dans le but de répondre aux exigences des TDR, les chapitres et les sections suivantes sont structurées en fonction des huit questions de recherche.

### **3. QUESTION DE RECHERCHE 1 : DANS QUELLE MESURE LE PROJET REGIS-ER A-T-IL ATTEINT SES OBJECTIFS DÉCLARÉS ?**

Pour cette question de recherche, les trois objectifs stratégiques du projet y sont analysés. Il s'agit ainsi de faire le constat si les différentes activités et programmes mis en œuvre par le projet selon les trois objectifs stratégiques sont atteints.

#### **3.1. Niveau de réalisation des activités relatives aux moyens de subsistance durable**

Des trois résultats attendus du projet, le premier se concentre sur la diversification des opportunités économiques, l'intensification de l'agriculture et de l'élevage adaptés au climat, l'amélioration de la commercialisation des produits issus de l'agriculture et de l'élevage et enfin l'accès des bénéficiaires aux services financiers. Dans les pages qui suivent, nous faisons donc le constat sur le niveau de réalisation des activités de subsistance durable mises en œuvre dans le cadre du projet.

##### **3.1.1. Fournisseurs de Services Communautaires (CBSP) et des Fournisseurs Individuels (IP).**

L'objectif du prestataire communautaire/prestataire individuel (PC/PI) était de soutenir l'émergence de prestataires communautaires/prestataires individuels (PC/PI) au niveau du village pour s'assurer que les membres des ménages vulnérables auront, à leur disposition, des produits, des services et des informations nécessaires qui soutiennent la sécurité alimentaire et la résilience. L'atteinte de cet indicateur peut être appréhendée à partir du niveau d'amélioration

de la gouvernance des services financiers et de leurs capacités à coordonner les actions de résilience. Cela passe, essentiellement, par une amélioration des capacités d'intervention des structures de microfinance et un renforcement des capacités des prestataires communautaires et/ou individuels (PC/PI) afin de faciliter l'accès aux services financiers au plus grand nombre de bénéficiaires. La stratégie mise en place par le projet a consisté à s'attaquer aux causes qui hypothèquent l'accès des bénéficiaires aux services financiers. C'est ainsi que les activités initiées par le projet ont visé le renforcement de la résilience des ménages chroniquement vulnérables, le renforcement des rôles des fournisseurs de services communautaires (PSFC) et leurs contributions à la résilience.

**Les résultats quantitatifs et qualitatifs engrangés permettent de dire que le projet a eu des résultats positifs.** En effet, l'approche adoptée par le projet pour la mise en œuvre des activités a permis l'atteinte de bons résultats comparés à la situation des indicateurs au moment de l'évaluation de base à mi-parcours du projet. Ainsi, la majorité des informateurs clés interrogés à l'évaluation à mi-parcours avait estimé que les objectifs du projet ont été atteints. En effet, s'ils étaient 75% au Niger à être tout à fait d'accord sur le fait que les objectifs avaient été atteints, ce sont 89,7% des informateurs clés interrogés au Burkina Faso qui estiment que les objectifs du projet ont été atteints.

**Ainsi, pour les bénéficiaires du projet les éléments de mesure pour l'atteinte de cette activité sont :**

1. Une augmentation des revenus ;
2. Une meilleure capacité d'absorption et d'adaptation des bénéficiaires à faire face aux chocs et aux stress ;
3. L'acquisition de prestige pour servir les communautés ;
4. La constitution d'un meilleur stock de capital humain ;
5. Une meilleure situation nutritionnelle et des logements pour les ménages.

### **3.1.2. Habbanayé**

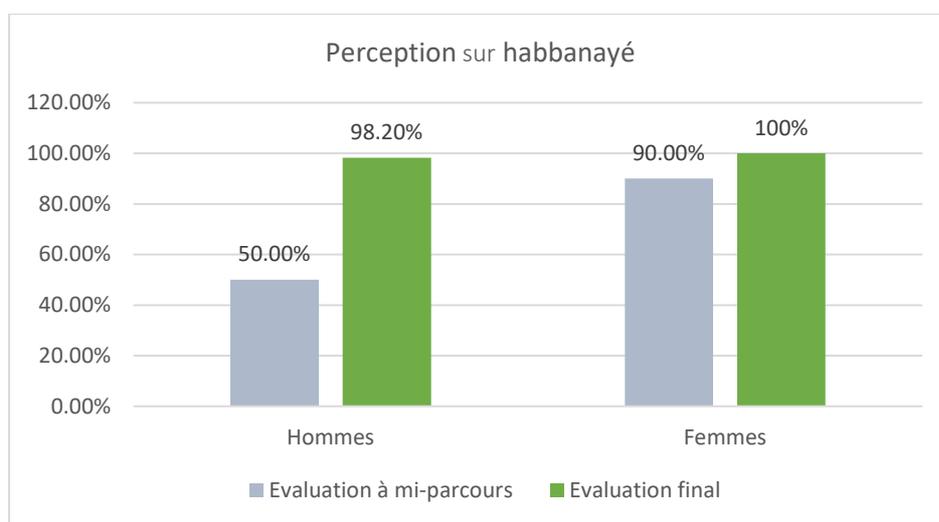
L'objectif principal de l'activité Habbanayé est de renforcer les liens communautaires en promouvant et en étendant le modèle de soutien traditionnel aux ménages dans le besoin, en leur donnant, des petits ruminants (chèvres en général) pour leur permettre de mieux faire face aux chocs et stress sporadiques. Dans le cadre du projet, les communautés sélectionnent les récipiendaires pour recevoir un premier lot d'animaux (petits ruminants, volailles) ainsi qu'une formation sur leur élevage et le maintien de leur bonne santé grâce à des programmes de vaccination.

A l'issue de la mise en œuvre du projet en 2020, 98,7% des bénéficiaires interrogés mentionnent que les objectifs de l'activité Habbanayé ont été atteints. Lors de l'évaluation à mi-parcours en 2016, 83% des répondants avaient aussi déclaré que les objectifs de l'activité Habbanayé ont été atteints. Ces résultats montrent que le Habbanayé a atteint son objectif en étant très apprécié

aussi bien par les femmes (bénéficiaires directes ciblées) que les hommes. En effet, Habbanayé connaît aussi une popularité croissante et visible chez les hommes.

Si lors de l'évaluation à mi-parcours, 50,0% des hommes ont affirmé que les objectifs d'Habbanayé avaient été atteints, ils sont 98,2% qui ont exprimé un soutien favorable à cette activité. Quant aux femmes bénéficiaires, c'est à l'unanimité qu'elles ont déclaré que cette activité a largement atteint ses objectifs en 2020.

Graphique 2 : Comparaison de l'évaluation à mi-parcours et finale des perceptions sur Habbanayé



**Source:** CESAO-CERFODES, final evaluation of the REGIS-ER project, November 2020

Pour les répondants, **les trois éléments de mesure de l'atteinte des objectifs de Habbanayé sont :**

- L'augmentation des revenus des ménages (64,9%);
- La constitution d'actifs de subsistance (63,6%) pour les ménages en situation de vulnérabilité chronique ;
- L'amélioration de l'état nutritionnel des communautés qui consomment du lait de chèvre et de ses sous-produits (51,1%).

Si l'une des mesures de succès de l'Habbanayé est l'augmentation des revenus des ménages (Burkina Faso 74,2%, et au Niger 61,5%), on constate une situation différentielle pour l'amélioration nutritionnelle (56,2% au Niger et 37,1% au Burkina Faso).

Par ailleurs, les discussions de groupe confirment aussi que l'Habbanayé a permis des changements perceptibles dans la capacité de résilience des communautés en contribuant au bien-être du ménage. Toutefois, l'insécurité qui sévit dans certains villages affecte cette activité : « *Nous avons connu des troubles terroristes au sein de notre village d'où nous avons dû fuir avec notre bétail et à défaut de foin et d'espace pour la continuité de cette activité, nous*

*avons finalement perdu nos bétails* ». Extrait de focus groups avec les hommes bénéficiaires de Kayara.

### **3.1.3. Aviculture**

L'activité Aviculture cherche à capitaliser sur le cycle rapide et lucratif de production de la viande de poulet pour améliorer le pouvoir d'achat des bénéficiaires et la résilience des ménages, en adressant les contraintes liées à la chaîne de valeur volaille prenant en compte la santé, l'alimentation et l'habitat de la volaille. **Pour 84,6% des répondants, l'aviculture a atteint ses objectifs, car cela a permis d'observer :**

- **Une augmentation des revenus des ménages.**
- **Une diversification de l'alimentation de base des ménages.**

C'est ainsi que les bénéficiaires reconnaissent l'apport de l'aviculture en termes d'amélioration du niveau de revenu et de diversification alimentaire des ménages : *« Avec la formation reçue en aviculture, nous avons pu faire un bon élevage de poules. Avant, aucune des femmes ne connaissait l'intérêt de l'élevage de poule. On ne savait pas quels sont les aliments riches que l'on devrait donner aux poules. Avec la production, nous avons pu avoir des œufs et des poules que nous avons vendus pour payer la scolarité des enfants et payer nos petits besoins. »*. Extrait de focus groups avec les femmes bénéficiaires de Illeguer.

### **3.1.4. Alimentation et Santé Animale**

L'objectif de l'activité en matière de santé animale et de nutrition était de promouvoir la santé animale dans les zones rurales, caractérisées par une forte demande, avec un impact significatif sur les ménages qui ont besoin d'un retour rapide sur investissement. Les bénéficiaires de cette activité dans leur majorité estiment aussi que le projet a atteint ses objectifs en matière de santé animale et de nutrition. **Ils sont en effet 76% des enquêtés à avoir affirmé cela puisque l'impact de la mise en œuvre des activités dans le domaine s'est traduit par :**

- **Un accroissement des revenus des ménages.**
- **La satisfaction des bénéficiaires pour les services fournis par les vaccinateurs villageois volontaires (VVV) et autres prestataires de santé animale.**

Toutefois, certains bénéficiaires pensent que cette activité aurait pu obtenir davantage de réussite dans son objectif si le projet avait comblé :

- L'indisponibilité d'un certain nombre de produits de santé vétérinaire ;
- L'insuffisance d'efficacité et d'efficience des Vaccinateurs Volontaires du Village (VVV) dans la mise en œuvre des activités à eux confiées
- Le faible niveau de formation des bénéficiaires en culture fourragère.

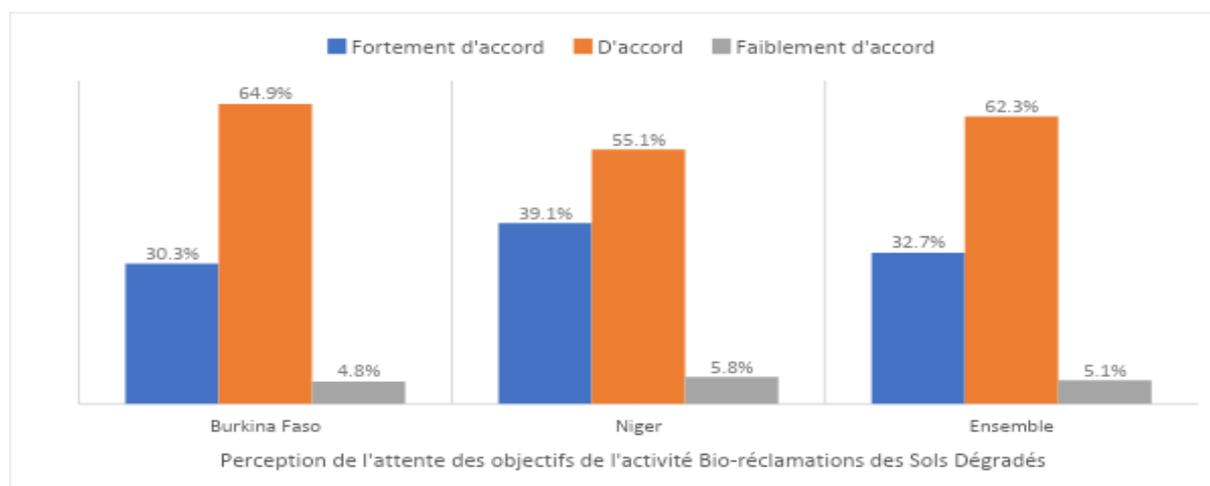
### 3.1.5. Agriculture de Régénération/de conservation

L'agriculture de conservation est un système de production basé sur la conservation des sols, voire l'amélioration de leur potentiel productif naturel (fertilité), en vue d'obtenir des rendements optimums et réguliers. L'enquête a révélé que 44,1% des informateurs du Burkina et 26,1% de ceux du Niger pensent que l'agriculture de régénération est la première activité parmi celles proposées par le projet qui contribuent le plus à l'accroissement du capital social des ménages tandis que pour ceux qui estiment que l'agriculture de régénération est la seconde activité, sont respectivement de 23,5% et 24,7%. **Toutefois le succès de cette activité reste mitigé** au regard de la relative faible proportion des bénéficiaires qui pensent que cette activité a atteint ses objectifs.

### 3.1.6. bio-récupérations des Sols Dégradés

La bio-récupération des sols dégradés implique l'utilisation de diverses méthodes de rétention d'eau dans les champs des agriculteurs. Il peut s'agir de la construction de diguettes de pierre, de trous de zaï et/ou de la mise en place d'un couvert végétal composé de gombo et de sésame. Tous les répondants ont perçu que l'activité de bio-récupération des sols dégradés a atteint ses objectifs à différents niveaux. La majorité des bénéficiaires interrogés (95%) estiment que le projet a largement atteint ses objectifs de bio-récupération des sols dégradés (dont 62,3% d'accord et 32,7% fortement d'accord). Ces personnes sont plus nombreuses au Burkina Faso (95,2%) qu'au Niger (94,2%).

Graphique 3: Perception de l'atteinte des objectifs de l'activité bio-récupération des sols par pays



**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Pour les répondants, l'activité de bio-valorisation des sols dégradés a atteint ses objectifs, car les éléments qui permettent de mesurer ce succès sont

- Une augmentation des terres disponibles pour la plantation de cultures (77,1%),

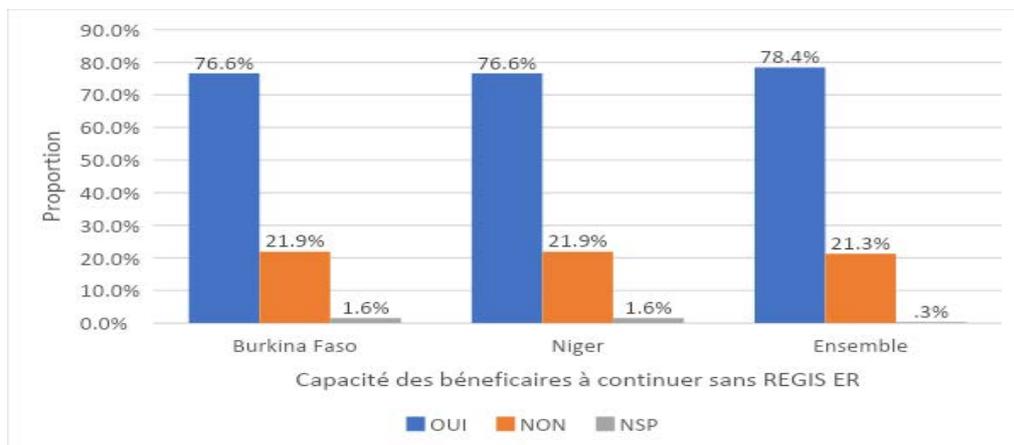
- L'obtention de rendements plus élevés de cultures ciblées (69,2%), comme les céréales, les légumes et plants de pépinière.
- L'amélioration des niveaux de résilience des ménages avec l'amélioration de la fertilité des sols autrefois dégradés.

Le témoignage d'un producteur bénéficiaire de Dougouri Ouidi soutient cela en ces termes : « Avec la formation sur les techniques agricoles que nous avons reçues comme le zai, les diguettes de pierre, nos champs sont devenus plus fertiles parce que nous parvenons à garder l'eau dans nos champs. Nos récoltes sont plus élevées et nous arrivons à vendre beaucoup, ce qui nous permet de mieux entretenir nos familles. Par exemple, nous parvenons à payer la scolarité de nos enfants. » Extrait du focus group hommes bénéficiaires de Dougouri Ouidi (Commune de Ouindigui au Burkina Faso).

A la question de savoir si les bénéficiaires sont capables de continuer à mettre en œuvre les activités de bio-récupération des sols sans l'appui de REGIS-ER, la majorité des enquêtés (78,4%) répondent par l'affirmative. Au Burkina comme au Niger, 76,6% des enquêtés affirment être capables de continuer les activités.

Pourtant, 21,3% des enquêtés dans chaque pays déclarent être dans l'incapacité de continuer les activités de bio-récupération des sols dégradés. Selon eux, les principales raisons à cela sont : l'insuffisance d'espace, le manque de main d'œuvre et de matériels de travail.

Graphique 4 : Capacité des bénéficiaires à poursuivre les activités de bio-récupération des sols dégradés après le projet



**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

### 3.1.7. Epargne et Crédit

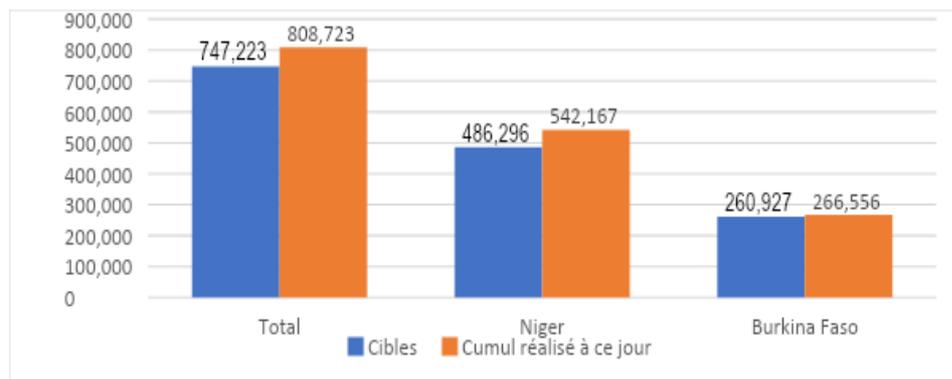
La cible ou l'objectif de planification du projet en termes de valeur totale moyenne des prêts et d'épargne communautaires autogérés était de 747 223 francs CFA<sup>3</sup> (USD 1, 358), soit 486 296 (USD 884) pour le Niger et 260 927 (USD 474) pour le Burkina Faso. La valeur moyenne des

<sup>3</sup> : la convertibilité du FCFA en USD s'est faite sur la base USD1=550 FCFA

prêts et épargnes communautaires autogérés est à ce jour de 808 723 francs CFA (USD 1, 470) soit 542 167 (USD 985.75) au Niger et 266 556 (USD 484.64) au Burkina Faso (cf. graphique ci-dessous). Comparée à la situation des bénéficiaires à l'évaluation à mi-parcours, les performances du projet ont été en deçà de l'objectif prévu.

On peut donc dire que l'objectif du projet est maintenant atteint et globalement satisfaisant puisque le taux de réalisation de l'objectif est de 108% au Niger et 102 % au Burkina Faso.

Graphique 5 : Valeur moyenne cumulée des prêts et épargne communautaires autogérés

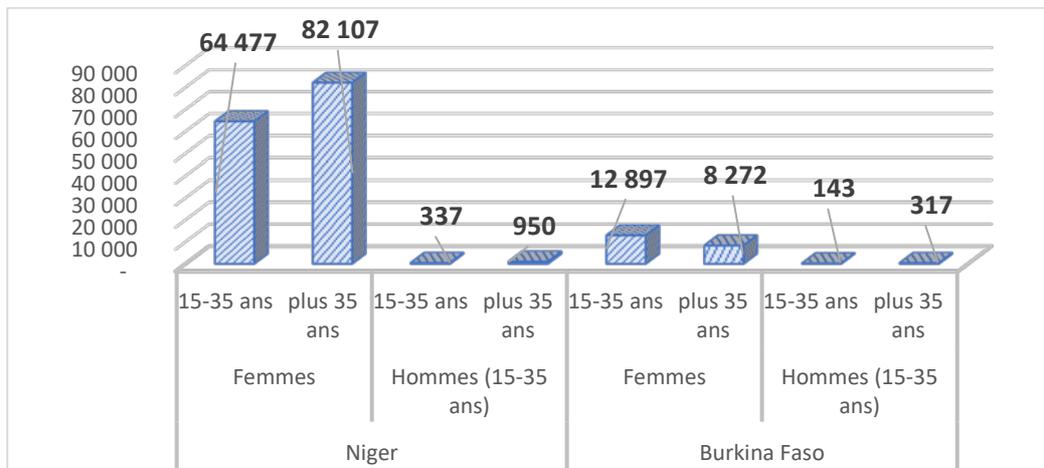


**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Quand on analyse les résultats atteints par genre et par âge, on se rend compte que ce sont les femmes qui ont le plus bénéficié des prêts. La tendance constatée à mi-parcours s'est confirmée à cette évaluation puisque ce sont 58% des sommes qui étaient allouées aux femmes, contre 99% actuellement.

En analysant la situation par pays, le Niger vient en tête en termes de valeur cumulée des prêts et épargnes communautaires autogérés (cf. graphique ci-dessous). La situation sécuritaire qui a prévalu de 2014 à 2020 au Burkina Faso pourrait expliquer la faible valeur cumulée des prêts et épargnes communautaires autogérés au Burkina Faso. En effet, la zone d'intervention du projet au Burkina Faso a connu, depuis 2015, une insécurité croissante avec des attaques à répétition, des conflits communautaires et identitaires dans les régions du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel. Il a été quasi impossible d'organiser et de mobiliser les bénéficiaires dans ces parties du pays afin de faciliter l'accès aux crédits aux bénéficiaires. Il y a enfin que la zone d'intervention du projet constituée des régions du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel au Burkina Faso, la majorité des bénéficiaires préfèrent investir dans l'élevage qui rapporte un taux d'intérêt qui avoisine les 20 à 25% l'an, selon les spécialités du domaine.

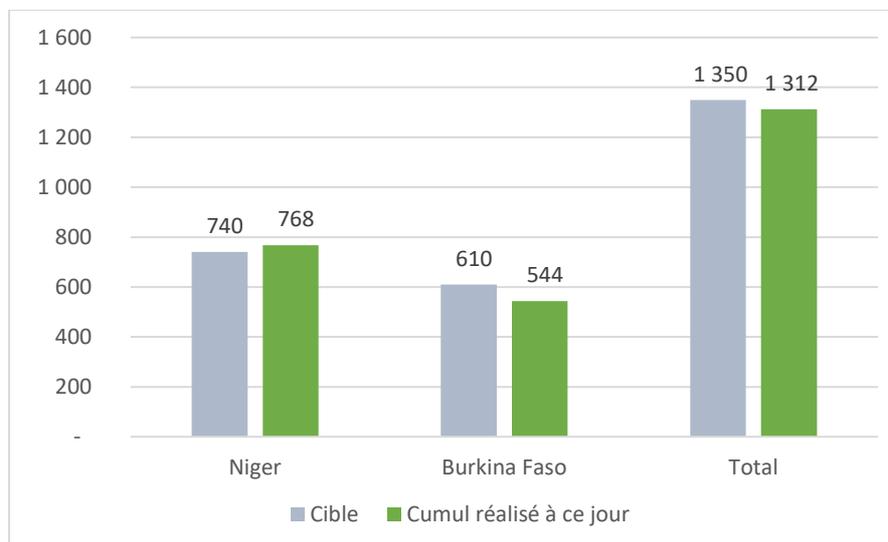
Graphique 6: Répartition des bénéficiaires par genre et par âge selon la valeur cumulée des prêts et épargnes communautaires autogérés



**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Une autre cible ou objectif de planification du projet était le nombre de groupes d'épargne et de crédit informels actifs à renforcer. L'une des stratégies d'intervention utilisée par le projet et ses partenaires en matière d'épargne et de crédits était l'appui à la constitution de groupes d'épargne et de crédit. L'application de la stratégie d'intervention a permis d'enregistrer des résultats globalement significatifs. L'indicateur est atteint à hauteur de 97% soit 104% au Niger et au 89% au Burkina Faso. Au total 1 312 groupes d'épargne et de crédit ont été mis en place sur 1 350 attendus, dont 768 au Niger et 544 au Burkina Faso (cf. graphique ci-dessous).

Graphique 7 : Nombre de groupes d'épargne et de crédit informels actifs renforcés



**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

L'analyse des activités de subsistance durable mises en œuvre dans le cadre du projet REGIS ER montre que dans l'ensemble elles ont atteint leurs objectifs aussi bien au Burkina qu'au Niger. On peut souligner que les efforts d'accompagnement du projet ont contribué à accroître les moyens de subsistance des bénéficiaires. Ainsi, l'émergence de prestataires communautaires, les activités d'Habbanayé, d'aviculture, de bio-récupérations des sols dégradés entre autres et l'octroi des crédits aux bénéficiaires ont permis d'augmenter les revenus des ménages et à constituer leurs actifs de subsistance. Cependant des efforts restent toujours à fournir dans plusieurs domaines.

- Pour ce qui est de l'élevage, il importe de rendre disponible certains produits de santé vétérinaire, renforcer les compétences des VVV pour accroître leur efficacité et efficience dans la mise en œuvre des activités ainsi que la formation des bénéficiaires en production de culture fourragère.
- En ce qui concerne la bio-récupération des sols dégradés, il faut un bon équipement des bénéficiaires en matériels de travail.

### **3.1.8 Niveau de réalisation des activités de Gouvernance et Gestion des Ressources Naturelles, d'égalité des genres et d'emploi des jeunes**

Cette section est la suite de la question de recherche 1, mais elle aborde spécifiquement l'atteinte des résultats à travers les interventions visant à sensibiliser les bénéficiaires sur les questions relatives à la gouvernance et à la gestion des ressources naturelles. Elle couvre la gestion des ressources naturelles, la réduction des risques de catastrophe, la prévention et la gestion des conflits, le renforcement de la gouvernance et des institutions locales.

#### **3.1.9. Renforcement de la Gestion des Ressources Naturelles**

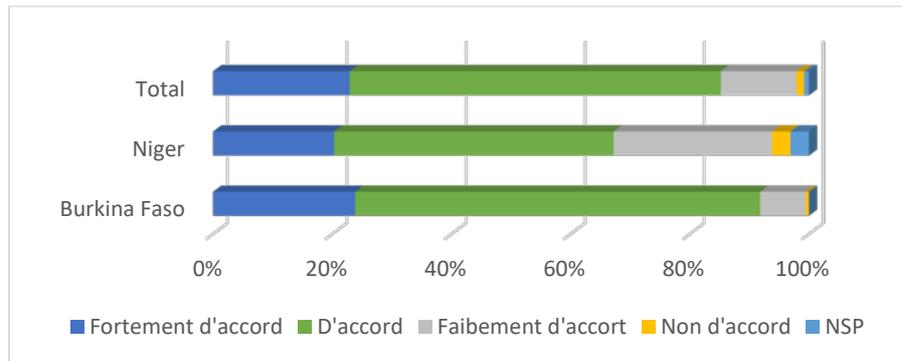
Le projet REGIS-ER a renforcé la gouvernance locale dans ses zones d'intervention au Burkina comme au Niger à travers :

- La mise en place de nouvelles institutions et le renforcement de leurs capacités pour la gestion des ressources naturelles ;
- Une approche participative ayant permis aux communautés de la zone du projet de participer aux différentes réunions sur la gestion des ressources naturelle en vue de s'approprier les mécanismes et les plans de gestion pour la récupération de sols dégradés.

L'objectif de l'activité de gestion des ressources naturelles était de restaurer la fertilité des sols dégradés par le développement de conventions incluant la cartographie des ressources existantes, des infrastructures socioéconomiques, des corridors du bétail, et des zones potentielles de conflits. L'enquête a permis de recueillir les opinions des enquêtés sur l'affirmation selon laquelle l'objectif visé par le projet sur la gestion des ressources naturelles a été atteint. Il en ressort, selon les résultats consignés dans le Graphique 8, que dans les deux

pays et dans les deux strates, seulement 1,4% des enquêtés ne sont pas d'accord avec cette affirmation. Par contre, parmi ceux qui sont d'accord avec cette affirmation, 14% le sont faiblement et 17,4% le sont fortement et 66,4 sont d'accord, soit au total 97,7% qui opine positivement sur l'atteinte des objectifs de cette activité. Par conséquent, la majorité des enquêtés est d'accord sur l'atteinte des objectifs visés par cette activité.

Graphique 8 : Opinion des enquêtés sur l'affirmation selon laquelle les objectifs visés sur la gestion des ressources naturelles sont atteints (Strate 1- Strate 2)



Source : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Les éléments de mesure qui soutiennent une telle appréciation positive sont :

- La réduction de la dégradation des sols.
- La disponibilité d'une surface plus importante pour les cultures.
- Le fait que tout cela aboutisse à des gains de rendement sur les cultures.

Somme toute, tous les bénéficiaires des deux pays ont exprimé leur volonté de poursuivre cette activité sans REGIS-ER grâce aux connaissances acquises.

Néanmoins, la minorité des bénéficiaires enquêtés qui ont mentionné que l'objectif visé n'a pas été atteint évoquent principalement les raisons suivantes :

- Les capacités limitées des chefs de village à traiter efficacement avec les dirigeants communaux pour gérer leurs ressources naturelles ;
- Le manque d'infrastructures de rétention d'eau.

### 3.1.10. Gestion des Risques et catastrophes

L'activité Gestion des Risques de Désastres a pour objectif majeur de développer des systèmes d'alerte précoces pour une réponse rapide (SCAP-RU) et la préparation contre d'éventuelles catastrophes, au niveau de la commune. Les risques et catastrophes les plus fréquents sont liées aux déficits ou mauvaise répartition des pluies, provoquant des baisses drastiques de productions agro-pastorales, des sécheresses et des inondations. Les conséquences de ces risques de catastrophes sont la famine, la malnutrition, l'exode rural et les déplacements de villages entiers en cas de crises sévères. L'activité Gestion des Risques de Désastres consiste à

renforcer la résilience des communautés en réduisant leur vulnérabilité aux chocs environnementaux ou autres. Les objectifs spécifiques sont de renforcer les capacités des communautés afin qu'elles puissent éviter les impacts majeurs des chocs ; aider les communautés à réduire les risques grâce à un changement de comportement et à comprendre comment les catastrophes se produisent ; et renforcer les capacités afin que chacun soit mieux préparé à répondre aux catastrophes, y compris au niveau gouvernemental.

La stratégie de mise en œuvre du programme comprend trois thèmes: (1) Prévention (renforcement des capacités des volontaires et des fonctionnaires, transmission d'informations, sensibilisation de la population au sens large et mise en place de plans d'urgence en cas de catastrophe) ; (2) Réponse (mise en œuvre des plans d'assistance qui couvrent les risques et les événements en temps opportun) ; (3) Récupération (adoption et mise en œuvre de mesures pour prendre soin des victimes et restaurer leur dignité).

Dans le cadre de la gestion des risques de catastrophes le projet REGIS-ER a permis aux communautés d'être dotées de systèmes d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe (EWR). En effet, selon les rapports annuels du projet REGIS-ER, toutes les actions du projet ont été exécutées et ont permis à des communautés de se doter de systèmes d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe (EWR) qui fonctionnent efficacement comme planifiés au démarrage du projet.

Le fonctionnement efficace de ces systèmes est confirmé par les bénéficiaires interrogés sur le terrain. Selon les bénéficiaires, les raisons associées à cette appréciation sont les suivantes :

- Existence d'un comité de prévention qui alerte à chaque fois qu'il y a quelque chose ;
- Disponibilité d'un certain nombre d'informations qui aident les communautés à faire face aux situations délicates ;
- Les informations sur la situation climatique fournies régulièrement par le CVD ;
- Le système a amoindri les conséquences des situations désastreuses que cela a engendré par les inondations cette année ;
- Les personnes formées partagent leur connaissance avec les autres et cela est utile à toute la communauté.

Lors de l'évaluation à mi-parcours, toutes les personnes interrogées (100%) dans les deux pays étaient tout à fait d'accord sur le fait que les objectifs du Système d'alerte rapide avaient été atteints. Selon les bénéficiaires, les éléments de mesure de l'atteinte de cet objectif sont que :

- Les équipes de secours sont formées et prêtes à intervenir en cas de catastrophe. Cela s'est déjà produit pendant des inondations et des incendies.
- Les équipes de secours se sont mobilisées rapidement et ont limité l'étendue des dégâts causés par la catastrophe.

- Des groupes spéciaux sont chargés de prévenir les autorités locales et les services de l'état en cas de catastrophe.

### 3.1.11. La préparation aux risques :

L'activité Gestion des Risques de Désastres permet aussi aux différentes communautés de se préparer contre d'éventuelles catastrophes, au niveau de la commune à travers l'adoption et le développement des stratégies afin de prévenir et de s'adapter à ces catastrophes. Pour ce faire, le projet a permis la formation de plus de 800 personnes au Burkina Faso et au Niger de se préparer aux catastrophes, selon les rapports. Les mêmes sources indiquent que plusieurs milliers de personnes utilisent les informations climatiques ou mettent en œuvre des actions de réduction des risques pour améliorer la résilience au changement climatique.

L'enquête terrain a été l'occasion de vérifier que l'appui du projet a permis aux différentes communautés de mettre en œuvre les activités suivantes pour renforcer leur résilience :

- Implantation des habitats loin des zones inondables et prise en compte du sens de ruissèlement des eaux dans l'établissement des habitats ;
- Renforcement des habitats ;
- Prise en compte des techniques de protection dans la construction des habitats ;
- Renforcement des murs des habitats ;
- Établissement de mesures de protection précoce.

Lors de la présente évaluation finale du projet, il a été demandé aux enquêtés bénéficiaires des interventions, de dire s'ils connaissent l'objectif du projet sur l'activité gestion des risques de désastre. L'examen du tableau ci-dessous montre que 84,8% des enquêtés (90,9% au Burkina Faso contre 66,6% au Niger), ont déclaré ne pas connaître cet objectif du projet. Des proportions similaires sont observées dans chacune des deux strates comme l'illustre le tableau ci-dessous. Par conséquent, il est fort probable que la majorité des enquêtés n'aient pas su si l'objectif du projet sur la gestion des risques de désastres a été atteint puisqu'ils méconnaissent cet objectif.

Tableau 11 : Connaissance des objectifs de REGIS-ER à travers les interventions sur l'activité Gestion des Risques de Désastres

Strate		Connaissez-vous les objectifs de REGIS-ER à travers L'activité Gestion des Risques de Désastres ? (%)			
		OUI	NON	NSP	Effectif Total
Strate 1	Burkina Faso	4,1	91,0	4,9	590
	Niger	5,0	67,7	27,4	201
	Total	4,3	85,1	10,6	791
Strate 2	Burkina Faso	5,8	90,4	3,8	104
	Niger	9,1	60,6	30,3	33
	Total	6,6	83,2	10,2	137
Strate 1 & strate 2	Burkina Faso	4,3	90,9	4,8	694
	Niger	5,6	66,7	27,8	234

Source : CESAO-AI/Enquête quantitative et qualitative

### 3.1.12. Renforcement de la capacité à gérer les conflits

Le but de la prévention et de la gestion des conflits est de mettre en œuvre le cadre de résolution des conflits tel qu'énoncé dans le document de USAID sur « Accompagner les Processus de Paix pour la prévention, la résolution et le rétablissement » à la suite d'un conflit.

Les interventions dans le cadre de la prévention et de la gestion des conflits ont permis la mise en œuvre de plusieurs activités qui sont la mise en place des systèmes de prévention des conflits, d'évaluation des conflits et de mécanismes de résolution de ces conflits.

Ainsi 84% des enquêtés au Burkina Faso et 69% au Niger déclarent être fortement ou moyennement d'accord que les objectifs sont atteints. Ils sont 81% dans les deux pays.

Aussi, 83% au Burkina Faso et 62% au Niger, soit 78% des personnes interrogées dans les deux pays perçoivent que les conflits sont peu ou pas fréquents par rapport au passé. Selon les enquêtés, ils font les constats suivants :

- Absence de conflits dans leur communauté ;
- Absence de conflits grâce l'appui des aînés de la communauté ;
- Mise en place de principe de collaboration entre agriculteurs et éleveurs ;
- Mise en pratique des leçons et des formations reçues ;
- Les communautés déclarent vivre en paix entre elles seulement, toutefois elles mentionnent le problème d'insécurité dû aux terroristes qui vient d'ailleurs ;
- L'existence des valeurs de tolérance dans la communauté ;
- La faible fréquence des conflits liés au foncier ;
- La résolution pacifique des conflits dans les familles ;
- L'enregistrement de moins de conflits qu'avant ;
- L'action du conseil villageois de développement (CVD) / comité local de développement.

La capacité des communautés à gérer les conflits fait partie des éléments de succès du projet, surtout si l'on considère la mise en place de comités de gestion et la formation des acteurs qui l'animent. Cela a servi comme un instrument efficace pour :

- La réduction des conflits fonciers ;
- Le renforcement des valeurs sociales pour gérer le foncier ;
- La quasi-disparition des conflits entre agriculteurs et éleveurs autour des points d'eau ;
- L'accès croissant des femmes à la terre pour des activités agricoles.

### **3.1.13. Renforcement de la gouvernance**

L'activité de renforcement de la gouvernance a pour objectif majeur d'organiser des réunions de coordination avec les autorités locales et d'autres partenaires de développement (CARE, Mercy Corps, ACDI-VOCA, OCADES, FAO, CRS) pour discuter les possibilités d'amélioration de la coordination entre partenaires travaillant dans le domaine de la résilience.

C'est pourquoi, le projet dans sa mise en œuvre a eu des interventions sur l'activité de Renforcement de la gouvernance, la Capacité Régionale et la Coordination. Ainsi, toutes les personnes interrogées au Burkina Faso et au Niger ont jugé l'activité sur le Renforcement de la gouvernance, la Capacité Régionale et la Coordination très importante, en comparaison avec les autres interventions de REGIS-ER. En effet, cette activité de renforcement de la gouvernance a permis :

- La résolution des problèmes élémentaires et la mise en place de stratégie de développement efficace,
- La résolution des doléances élémentaires de la communauté

La dispensation des aides et formations dans le Sahel ont été bénéfiques aux populations. Certaines personnes interrogées ont recommandé le renforcement des activités de gouvernance, car pour elles :

- Il faut que cela soit une réalité qui permette de renforcer la gouvernance du plus bas niveau au plus haut. Il y a le besoin de meilleure planification et de bonne gouvernance pour booster le développement de la communauté
- Il y a le besoin de formation en ce qui concerne le domaine de la gestion et de la gouvernance.

L'activité Intégration des conventions locales intégrées dans les PDC / PCD a permis la production des documents dans les treize (13) communes du Burkina Faso et du Niger concernées par l'extension des activités du projet à partir de 2019. Ainsi on note que :

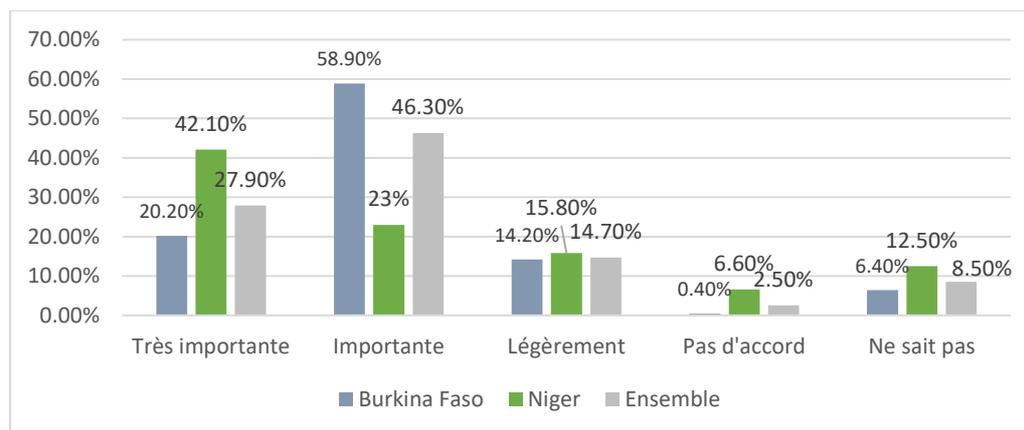
- 11 des 13 communes disposent de PCD ;
- 8 des 13 communes de concentration en FY19 disposent d'un Plan de Résilience Commune (PCPR) intégré dans leur Plan de Développement Communal (PDC / PCD);
- 7 des 13 communes de concentration en FY19 ont une convention locale intégrée dans leur plan de développement communal.

### **3.1.14. Niveau de réalisation des activités pour l'accès à l'eau, à l'assainissement, à la nutrition et à la santé**

#### **3.1.14.1. Réhabilitation des points d'eau**

La réhabilitation des points d'eau consiste à construire ou réparer des points d'eau (puits, pompes) dans les localités cibles du projet. Elle a pour objectif majeur d'améliorer l'accès de la communauté à l'eau potable. Selon les données de l'enquête auprès des bénéficiaires et comparativement aux autres interventions du projet, cette activité ne revêt pas une grande importance pour la majorité des individus de l'échantillon. En effet, seuls 65,1% des personnes enquêtées du Niger et 81,2% de ceux du Burkina jugent qu'elle est "très importante" ou "importante". Elles sont 31% des personnes enquêtées au Niger et 90,3% de ceux du Burkina Faso estiment que les objectifs de cette activité sont fortement ou moyennement atteints.

Graphique 9 : Atteinte des objectifs de l'activité de réhabilitation des points d'eau



**Source** : CESAOCERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Toujours pour la réhabilitation des points d'eau, le projet envisageait réhabiliter ou construire en 2020, 175 au Niger et 265 au Burkina Faso. Au titre des réalisations, le nombre de puits effectivement réhabilités ou construits par le projet est de 178 au Niger et 263 au Burkina Faso soit un taux d'exécution de 113% et 99% respectivement. A ce titre le projet a atteint son objectif pour la réhabilitation des points d'eau dans ces deux pays.

Grâce à l'action de réhabilitation des points d'eau, les données de performance montrent qu'en fin 2020 :

- 123 350 personnes ont eu accès à l'eau potable au Burkina Faso et au Niger pour une cible de 123 250 soit un taux d'exécution de plus de 100%.
- En termes de données désagrégées le nombre de personnes ayant eu accès à l'eau potable est de 44 750 au Niger et 78 600 au Burkina Faso.

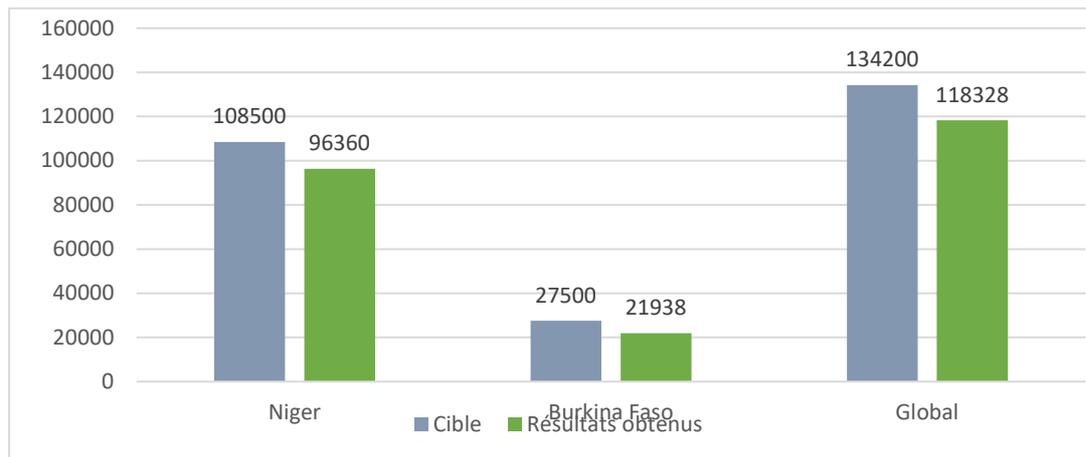
### 3.1.14.2. Amélioration de l'usage des latrines

Les données de performance du projet montrent qu'en fin 2020, 18 955 latrines améliorées ont été construites ou réhabilitées pour une cible de 18 800 pour l'année, soit un taux de réalisation de 101%. Au Niger, la cible visée pour 2020 était de 15 800 pour une réalisation de 15821 tandis qu'au Burkina, la cible était de 3000 et l'on a construit 3124 ouvrages. Dans chacun de ces pays, le taux d'exécution est supérieur à 100%.

Quant au nombre de personnes ayant accès à ces infrastructures, on constate qu'au Niger, il est de 96 390 en 2020 contre une cible de 108 500 d'où un taux d'exécution de 89% alors qu'au Burkina Faso, il est de 21 938 en 2020 pour un objectif de 27 500, soit un pourcentage de réalisation de 85%.

Cependant, le fait que les gens aient une latrine ne signifie pas son utilisation réelle. En effet, selon l'enquête, 64,2% des répondants utilisent des latrines. Ce taux est de 77,9% au Burkina Faso et de 47,9% au Niger.

Graphique 10 : comparatif des réalisations et cibles du nombre de personnes utilisant les latrines



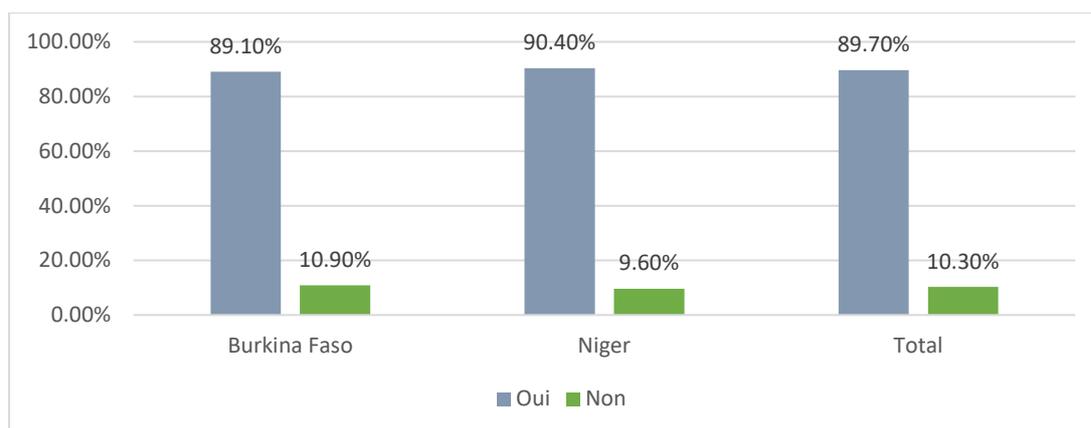
**Source** : CESA0-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

### 3.1.15. Associations Utilisatrices de l'Eau (AUE) et des Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE)

Dans le cadre du projet, les activités concernant l'organisation des Associations Utilisatrices de l'Eau (AUE) et des Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE) ont pour objectif majeur d'établir ou de raviver les AUE (Burkina) et les CGPE (Niger) pour assurer à long-terme la gestion des puits et des forages. Il s'agit donc d'un mécanisme mis en place pour assurer la durabilité de l'intervention sur l'accès à l'eau potable.

Selon les données de l'enquête auprès des bénéficiaires, globalement, 89,7% des personnes interrogées sont satisfaites de l'action de AUE et CGPE. Cet indicateur est de 90,4% au Niger et 89,1% au Burkina. Les raisons avancées pour justifier cette faible satisfaction sont entre autres leur manque de visibilité ainsi que l'insuffisance de leur formation.

Graphique 11 : Niveau de satisfaction par rapport à l'organisation des AUE et CGPE



**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Dans l'organisation des AUE et CGPE, REGIS-ER a mis en œuvre des activités complémentaires comme la gouvernance et la gestion des points d'eau. Selon les enquêtés, la valeur ajoutée de ces activités est faible. En effet, seulement 13% des personnes enquêtées au Niger et 12,7% au Burkina y voient un avantage comparatif.

### 3.1.16. Communication Sociale et Changement de Comportement (SBCC)

Globalement 25% des enquêtés notent qu'ils connaissent les objectifs établis par REGIS-ER sur les activités de communication pour le changement social et de comportement (SBCC) et 97,4% d'entre eux estiment que les objectifs ont été atteints. Ce contraste entre la proposition de personnes qui connaissent les objectifs de communication et ceux qui estiment que les objectifs ont été atteints pourrait s'expliquer de la façon suivante. La capacité de rétention et de restitution des objectifs préétablis par les enquêtés peut-être sujette à des biais de mémoire, mais l'appréciation de l'atteinte des objectifs pourrait être lié à la capacité des personnes enquêtées à mettre en pratique les enseignements et formations reçus.

Le tableau suivant fait un résumé du niveau d'atteinte des objectifs selon les personnes enquêtées en ce qui concerne les stratégies, techniques et thèmes de communication déployés au cours de la mise en œuvre du projet en matière de SBCC.

Tableau 12 : Proportion des ménages (en %) estimant que les objectifs sont atteints selon les strates en ce qui concerne les stratégies, techniques et thèmes de communication

Objectifs atteints	Stratégies, techniques et thèmes de communication (%)					
	GASA	EdM	Posters et images	Digital Media	Activité diététique	ATPC
Strate 1	50,2	32,4	36,7	31,6	32,0	44,5
Strate 2	30,6	36,4	25,3	21,9	22,1	25,5
Ensemble	46,6	33,1	34,6	29,8	30,1	40,9

**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Le GASA ou groupe d'appui et de soutien des adolescents et l'ATPC -Assainissement Total Piloté par les Communautés apparaissent comme les stratégies en matière de SBCC qui ont une forte probabilité d'atteinte des objectifs selon les personnes enquêtées. Notons que le GASA et l'ATPC sont des activités qui ont un fort potentiel social en réunissant des acteurs avec leur pleine participation à la mise en œuvre depuis l'identification des actions jusqu'à l'atteinte des résultats.

En effet, le GASA vise à renforcer le capital social des adolescentes en agissant durablement sur leurs connaissances, attitudes et comportements en lien avec les thématiques de santé, nutrition, hygiène, et assainissement, et les compétences de vie.

L'ATPC aide les populations à prendre conscience par elle-même des méfaits de la défécation à l'aire libre et la recherche des solutions par elles même pour améliorer le cadre de vie. Ces activités de contact social permanent et actif sont mieux appréciées par les communautés, en témoigne les propositions en termes d'atteinte des objectifs par les personnes enquêtées.

### **3.1.17. Améliorations de l'Accès aux Services de Santé (AASS) et de nutrition des ménages**

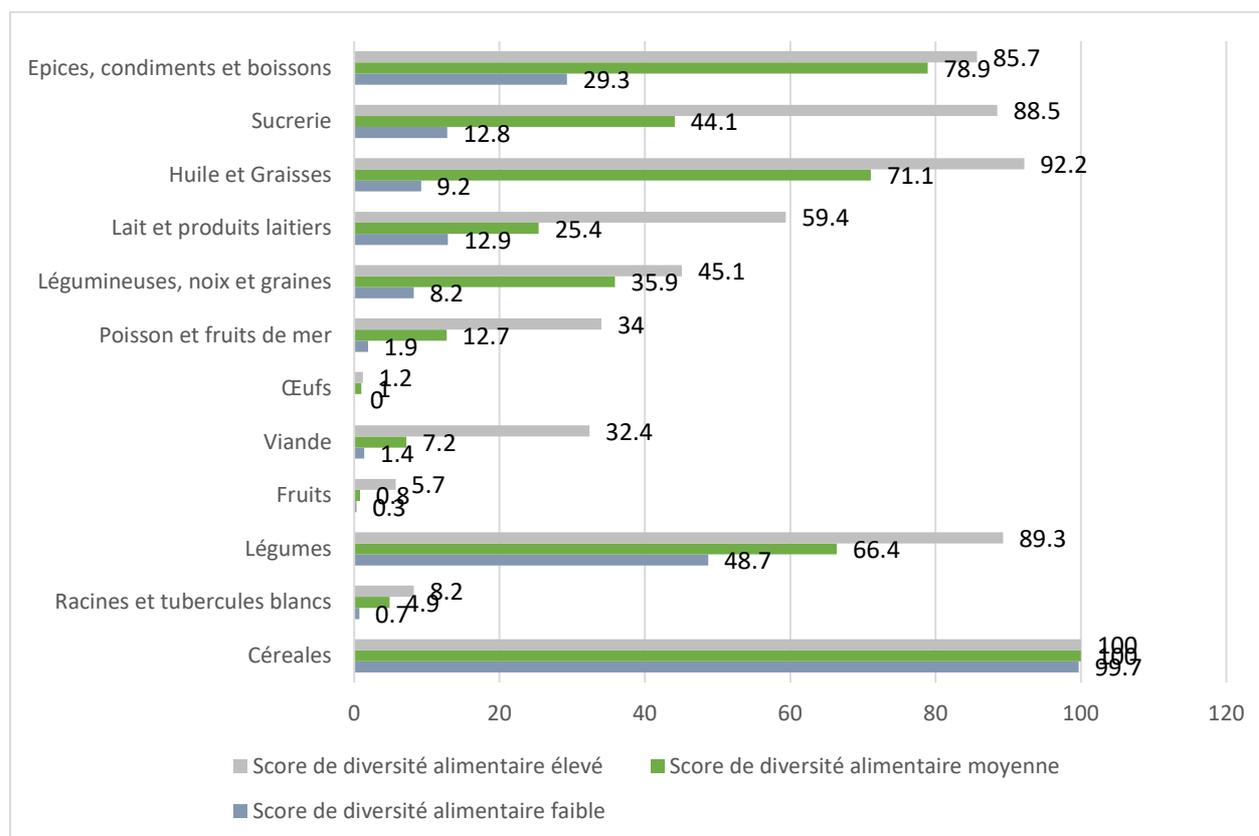
L'enquête a globalement montré que 94,6% des personnes enquêtés estiment que les objectifs visant l'amélioration de l'accès aux services de santé ont été plus ou moins atteints avec respectivement 94,6% au Burkina Faso et au Niger. Pour ce qui de la satisfaction des pratiques apprises en matière de nutrition, l'enquête note aussi une satisfaction établie à 59,3% pour le Burkina Faso et 50,5% pour le Niger.

Les résultats de l'évaluation finale montrent que la veille précédente l'enquête, les céréales ont été consommées par 99,8% des ménages visités. Les aliments de base pour l'ensemble des ménages sont donc constitués principalement par les céréales. Cependant les fruits, la viande et le poisson ont été respectivement consommés par 1,5% ; 9, 2% et 11,8% des ménages

Comme le montre le graphique ci-dessous, les ménages à diversité moyenne, consomment en plus, pour la plupart, des légumes, du poisson, de l'huile et du sucre. Les ménages à diversité alimentaire élevée, se distinguent par leur accès à des aliments tels que les fruits, la viande, le lait et les produits laitiers.

Il ressort donc de cette analyse que la proportion des ménages ayant un score de diversité alimentaire élevé aurait été nettement meilleure si les populations consommaient des aliments riches en protéines d'origines animales comme la viande, le poisson, le lait et les œufs, eu égard au contexte présenté par les régions avec des populations chroniquement vulnérables dans des zones agricoles et agropastorales marginales dans les deux pays.

Graphique 12: Consommation des groupes d'aliments suivant le niveau de diversité alimentaire pendant la période favorable



### 3.1.18. Pratiques d'Alimentation de l'enfant de 6 à 23 mois

#### *Diversité minimale*

La diversité alimentaire permet d'apprécier la qualité de l'apport alimentaire dont bénéficie un enfant à partir de l'âge de 6 mois. Dans les deux pays, l'évaluation finale note que 28,8% des enfants ont consommé au moins quatre groupes d'aliments.

Cette proportion est respectivement de 44,33% au Niger et 15,95% au Burkina Faso. Comparé aux différents résultats de l'enquête SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition) dans les 2 pays, on note une grande performance au niveau du Niger où l'enquête SMART 2019 donnait une proportion de 6,3% d'enfants ayant une diversité alimentaire minimale acceptable au niveau national.

Bien qu'il y ait des disparités à l'intérieur des régions pour ce qui est de l'enquête nationale, la performance atteinte au niveau du Niger montre que les activités de nutrition et celles centrées spécifiquement sur l'alimentation du Nourrisson et du Jeune enfant ont connu un succès. Ce succès se mesure à travers les sessions d'échanges Mère à Mère à travers les repas communautaires ont été les occasions propices pour dérouler et conseiller les mères sur les bonnes pratiques de l'ANJE.

Cependant au Burkina Faso, la proportion d'enfants ayant une diversité minimale acceptable est restée relativement en deçà de la performance au niveau national, selon l'enquête SMART 2018 où cette proportion est établie à 24,6%.

Tableau 13: Diversité alimentaire chez le nourrisson et le jeune enfant

Diversité minimale	Effectifs	Proportion
1	53	11,3
2	109	23,2
3	172	36,7
4	64	13,6
5	56	11,9
6	9	1,9
7	4	0,9
8	1	0,2
9	1	0,2
Total	1319	3,85

Source : CESA0-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

### 3.1.19. Nombre moyen de groupes d'aliments consommés par jour

Au Burkina Faso, selon l'enquête SMART 2018, sur 7 groupes d'aliments définis, le nombre moyen de groupe d'aliments consommés par les enfants de 6 à 23 mois est de 2,05.

Les résultats de l'évaluation finale pour les 2 pays, note que sur 7 groupes d'aliments définis, le nombre moyen de groupe d'aliments consommés est de 3,03. Cela montre une performance supérieure dans les zones du projet comparativement aux résultats nationaux de ces deux pays.

En ce qui concerne la répartition par strate le nombre moyen de groupe d'aliments consommés par les enfants varie de 2,96 dans la strate 1 et de 3,51 dans la strate 2. La strate 2 connaît une meilleure situation pour ce qui est du nombre moyen de groupes d'aliments consommés par jour chez l'enfant.

L'approche de REGIS-ER consistant au renforcement des connaissances et des compétences des ménages sur la diversification des régimes alimentaires et les actions clés en Nutrition avec la pleine participation des communautés ont permis d'obtenir globalement des résultats nutritionnels assez encourageants pour les ménages. Les éléments ayant permis ces résultats positifs sont :

- Les actions d'identification, de promotion et d'amélioration de la disponibilité des produits alimentaires locaux dans les villages ciblés
- Le changement de comportement dans les pratiques alimentaires des membres des ménages avec un bénéfice certain sur la santé et la nutrition des femmes et des enfants.

### 3.1.20. Hygiène et Assainissement

La promotion de l'Hygiène mise en place a pour objectif de permettre à la population d'avoir une eau de bonne qualité et d'éviter les maladies d'origine hydrique.

L'évaluation finale a noté que 64,2% des ménages utilisent une latrine avec respectivement 65,6% dans la strate 1 et 57,7% dans la strate 2. Au Burkina Faso, selon l'enquête multisectorielle continue (EMC 2014) conduite par l'INSD, 49,5% des ménages disposaient d'une latrine et au Niger ce chiffre est de 36% selon l'Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples conduite par l'Institut National de la Statistique (INS) 2012.

Cette performance montre que les activités d'Information, Éducation et Communication conduites dans le cadre du projet ont connu des effets positifs au sein de la population et augure un cadre de vie plus sain dans les sites d'interventions.

Tableau 14 : Proportion des ménages (en %) utilisant des latrines

Strates	Utilisation de latrines		Total
	Oui	Non	
Strate 1	65,5	34,4	100
Strate 2	57,7	42,3	100
Total	64,2	35,8	100

Source : CESAOCERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Les types d'infrastructures utilisés sont la latrine améliorée (32,8%) et la latrine non améliorée (67,1%). En plus, 51,1% des personnes déclarent être satisfaites des pratiques apprises en matière d'hygiène. Cette proportion non négligeable de personnes qui utilisent des latrines est favorable à la lutte contre la défécation à l'air libre et la lutte contre les maladies diarrhéiques. C'est d'ailleurs un des objectifs principaux du projet.

#### 4. QUESTION DE RECHERCHE 2 : Quels facteurs internes et externes ont influencé la capacité du projet dans l'atteinte des résultats prévus ?

Comme nous l'avons vu à travers les constats et les analyses apportés à la question de recherche 1, la plupart des activités du projet ont atteint leurs objectifs. Très souvent l'atteinte de ces objectifs a été déterminée par des facteurs internes et externes que cette section aborde. Les facteurs internes et externes sont de diverses natures, mais qui ont souvent agi en complémentarité pour le succès et les résultats atteints par le projet REGIS-ER.

Ainsi en exploitant les différents documents qui nous ont été donnés on note que les facteurs de réussite se concentrent sur la participation des bénéficiaires à la mise en œuvre du projet, à travers des coaches et les communes d'une part mais aussi à travers l'implication des services techniques déconcentrées et des partenaires de mise en œuvre nationaux et internationaux.

En effet selon le rapport annuel de 2019 du projet REGIS ER, il ressort clairement que les facteurs suivants ont été déterminants. REGIS-ER a transféré la mise en œuvre de ses programmes à des institutions locales dans ses 13 communes de concentration. Ainsi, le projet a signé des contrats de coaching avec des institutions locales dans chaque commune afin de les aider à atteindre leurs objectifs, notamment par :

- L'appropriation, la consolidation et l'intensification des activités de résilience ;
- L'application de meilleures pratiques réussies,
- L'amélioration de performances, notamment en apportant un soutien aux communautés sur le chemin de l'autonomie.

Parmi les facteurs internes qui ont influencé le succès des activités, il faut relever l'implication des conseils municipaux (CM). Ceux-ci ont aussi adopté des plans communaux de promotion de la résilience (PCPR) qui ont servi de feuille de route dans l'exécution des activités et des objectifs du projet. Ainsi la plupart des treize communes de concentration possédaient leurs PCPR. Avec ces feuilles de route de la résilience au sein des conseils municipaux, on a pu observer une appropriation stratégique des programmes par les CM qui ont ainsi réussi à coordonner les initiatives visant à promouvoir la résilience dans leurs communes, en recherchant des partenaires, mais aussi en guidant les partenaires qui souhaitent intervenir dans leurs communes.

En plus des conseils municipaux, REGIS ER a aussi responsabilisé les partenaires au niveau communautaire à travers la mise en place de groupes de travail des citoyens (CWG) et en y impliquant les comités locaux de développement (Niger) et les conseils de développement villageois (Burkina Faso) [CLD /CVD]. L'encadrement fait par les CLD/CVD de REGS-ER a également contribué à revitaliser les structures villageoises augmentant leur capacité et motivation à contribuer au développement de leur village, non seulement d'un point de vue technique, mais aussi d'un point de vue administration et de gestion des activités, car ce sont ces organes communautaires qui étaient les responsables devant les communautés. Au-delà du secteur de la résilience, les CWG et CLD/CVD sont devenus de véritables moteurs du développement local et de la cohésion sociale dans leurs communes et communautés.

Enfin parmi les facteurs internes au projet, il faut aussi retenir les plates-formes de fournisseurs de services qui ont considérablement amélioré leur capacité opérationnelle et leur visibilité auprès des parties prenantes locales en travaillant directement avec les CLD/CVD pour fournir de l'information et de services de biens sur les besoins globaux des villages en matière d'intrants pour les activités.

Par ailleurs, REGIS-ER a consacré une attention et des ressources considérables à la collaboration, à l'apprentissage et à l'adaptation (CLA) au cours de l'année 2019, en organisant plus d'une douzaine d'ateliers d'apprentissage aux niveaux central et régional afin de mettre en évidence les progrès et les performances des institutions locales, des autorités gouvernementales et traditionnelles, des services techniques et des projets partenaires

travaillant dans les mêmes domaines. Un autre facteur qui a contribué à la réussite du projet a été la bonne stabilité de l'unité de gestion du projet. On note que plusieurs membres du personnel clé du projet sont restés à leur poste pendant toute la période de mise en œuvre du projet. Par ailleurs, le profil de ces personnes est adapté au contenu du projet.

Toutefois, il faut reconnaître que certains facteurs ont influencé de manière négative le projet. C'est le cas de la montée de l'insécurité dans quatre régions d'intervention de REGIS-ER : Centre-Nord, Sahel et Est (Burkina Faso) et Tillabéri (Niger). La détérioration de la situation en matière de sécurité a été particulièrement rapide au Burkina Faso entraînant la limitation des déplacements du personnel du projet et l'adaptation de son mode d'intervention avec le développement de méthodes de travail innovantes.

Conclusion : les performances du projet REGIS-ER ont été influencées par des facteurs internes et externes dont entre autres :

▪ Facteurs internes ayant influencé les performances du projet :

(i) Implication des conseils municipaux à travers les plans communaux de promotion de la résilience (PCPR)

(ii) Responsabilisation des partenaires communautaires à travers les groupes de travail citoyens (CWG), les comités locaux de développement (CLD) au Niger et les comités villageois de développement (CVD) au Burkina Faso

(iii) Importance accordée à la collaboration, à l'apprentissage et et à

L'adaptation à travers l'organisation de plusieurs ateliers, notamment en 2019

▪ Facteurs externes ayant influencé les performances du projet :

Montée de l'insécurité dans quatre des régions d'intervention de REGIS-ER : Centre-Nord, Sahel et Est (Burkina Faso) et Tillabéri (Niger). La détérioration de la situation en matière de sécurité a été particulièrement rapide au Burkina Faso entraînant ainsi :

(i) la limitation des déplacements du personnel du projet ;

(ii) la paralysie de l'administration dans certaines communes d'intervention ;

(iii) adaptation du mode d'intervention du projet par le développant de méthodes de travail innovantes.

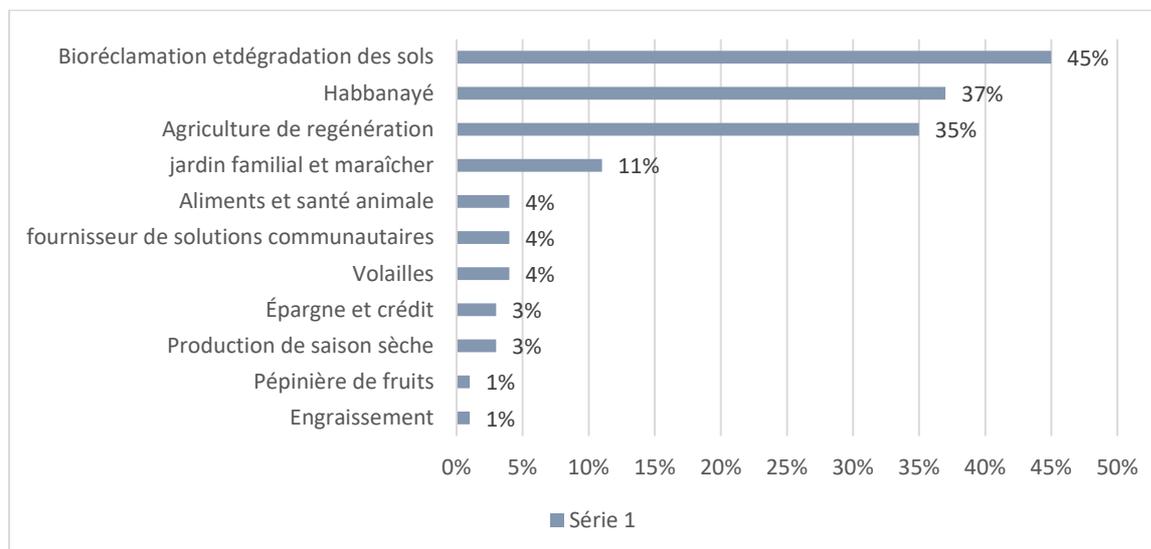
## 5. QUESTION DE RECHERCHE 3 : QUELLES ACTIVITÉS DE PROJET ONT EU LE PLUS D'IMPORTANCE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES CHRONIQUEMENT VULNÉRABLES DANS SES ZONES GÉOGRAPHIQUES ?

### 5.1. Activités à haut impact sur la résilience des ménages

Si la plupart des activités du projet ont produit des résultats positifs ou encourageants, il existe des activités qui se sont montrées singulièrement efficaces pour le renforcement de la résilience des ménages chroniquement vulnérables.

Ainsi l'analyse des données collectées, combinées à l'exploitation des informations et autres données contenues dans les différents rapports, permettent de dire que le bilan des activités visant l'atteinte des indicateurs de l'objectif stratégique 1 (diversification des opportunités économiques, intensification de l'agriculture et de l'élevage adaptés au climat, commercialisation et amélioration de l'accès aux services financiers) est globalement positif. En effet, les bénéficiaires tout comme les informateurs clés sont unanimes à reconnaître que le projet REGIS-ER a produit des résultats globalement positifs. Ils affirment qu'il a contribué à améliorer significativement la croissance économique et le bien-être des bénéficiaires. Les activités menées qui ont permis l'amélioration significative de la croissance économique durable et le bien-être des bénéficiaires sont (par ordre décroissant), les bio-récupérations des sols dégradés, Habbanayé, l'agriculture de régénération/de conservation et enfin le jardin familial et de marché (cf. graphique ci-dessous).

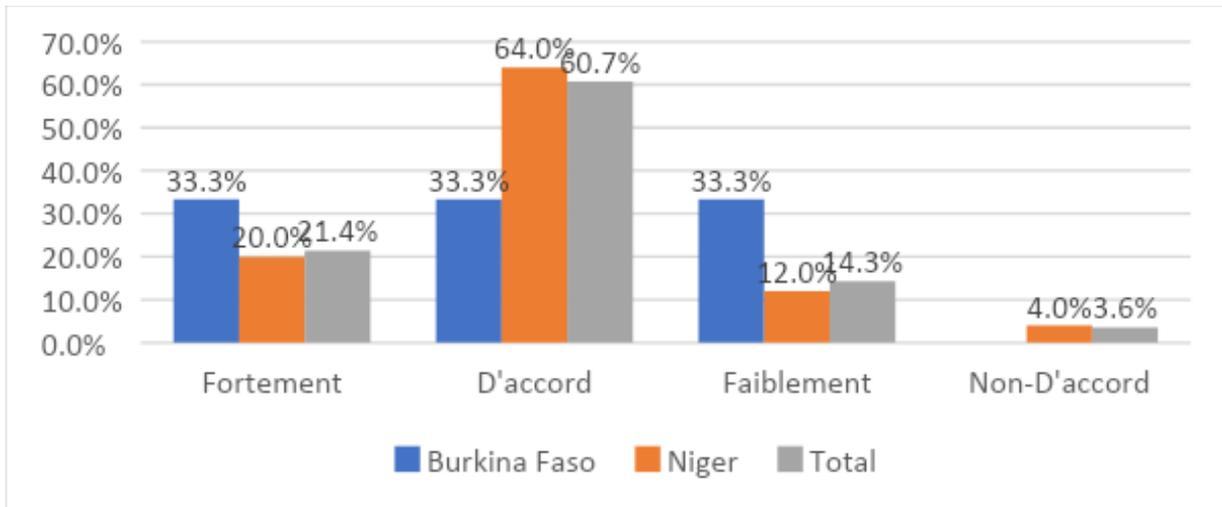
Graphique 13: Les types d'activités menées dans le cadre de REGIS-ER



Source : CESAOCERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

En effet, plus d'1 enquêté sur 5 (21,4%) a affirmé que le projet a fortement contribué à améliorer la croissance économique durable de leur ménage et leur bien-être et plus de 2 enquêtés sur 3 (60,7%) ont affirmé être d'accord que le projet a contribué à améliorer significativement la croissance économique de leur ménage et leur bien-être. Ainsi, 82,1% attribuent à REGIS-ER une amélioration de leur bien-être économique. (cf. graphique ci-dessous).

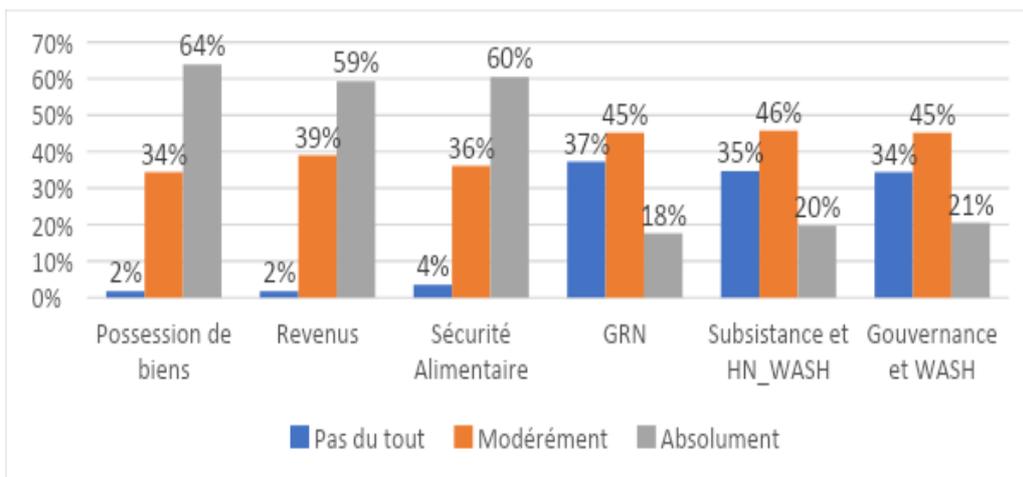
Graphique 14 : Appréciations des bénéficiaires du niveau d'atteinte des objectifs du projet



Source : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Parmi les interventions qui ont contribué à l'accroissement du capital social des ménages, les informateurs clés enquêtés ont cité la possession de biens (64%) suivie de la sécurité alimentaire (60%) et enfin l'accroissement des revenus (59%) (cf. graphique ci-dessous).

Graphique 15 : Caractérisations des bénéficiaires des interactions entre différentes composantes du projet



CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

Source : CESAO-

## 5.2. Réduction de la fréquence des conflits fonciers par rapport au passé

L'enquête a permis de recueillir des données sur la perception qu'avaient les enquêtés quant à la fréquence des conflits lorsqu'on compare la situation actuelle à celle du passé. Les réponses fournies par les répondants sont illustrées par le graphique ci-dessous.

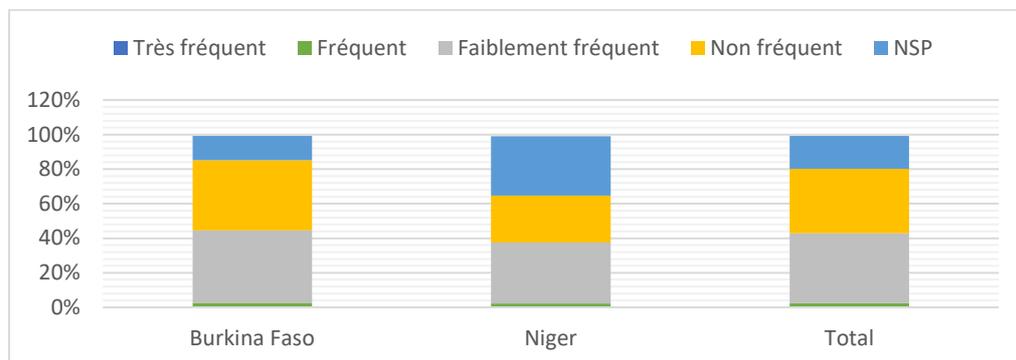
Dans l'ensemble des deux pays, 928 enquêtés soit 221 au Niger et 707 au Burkina Faso, ont donné leur perception sur la fréquence des conflits par rapport au passé. Parmi les répondants des deux pays (barre du milieu), seulement 0,75% d'entre eux ont déclaré que les conflits fonciers sont devenus très fréquents comparativement au passé et 2,48% disent que ces conflits sont devenus fréquents.

Par contre, 40,41% de ces répondants trouvent que les conflits sont devenus peu fréquents et 37,39% d'entre eux disent que ces conflits ne sont plus fréquents.

En d'autres termes, ils sont 77,8% des répondants ayant déclaré qu'actuellement les conflits sont en régression par rapport au passé, d'où une amélioration sensible de la situation qu'ils vivent actuellement lorsqu'ils la comparent à celle qu'ils ont vécu par le passé. Il est à noter que d'autres acteurs ont déjà mené des activités liées aux litiges fonciers dans les mêmes domaines que REGIS-ER. Par exemple, avant l'initiative RISE, l'USAID, par le biais du premier pacte du Burkina Faso, avait mis en œuvre un ensemble important d'activités foncières rurales. Ainsi, la loi foncière a été adoptée pour permettre un meilleur accès à la terre, en particulier pour les femmes. Par conséquent, l'appréciation par les répondants de la baisse des conflits, par rapport aux années précédentes, doit être considérée comme un acte d'actions accumulés par les différents acteurs de la zone REGIS-ER.

Au Niger, parmi les 221 répondants, 62,44% ont affirmé que la fréquence des conflits est en régression par rapport au passé. La proportion des enquêtés qui perçoivent la régression de la fréquence des conflits est la plus forte puisqu'elle atteint 82,6%. Tous ces résultats sont illustrés par le graphique ci-dessous.

Graphique 16 : Perception de la fréquence des conflits par rapport au passé (strate1 + strate 2)



Source: CESAO-AI/Enquête quantitative et qualitative

### 5.3. Satisfaction par rapport à la gestion foncière au profit des femmes

En ce qui concerne le cas particulier de la gestion foncière en milieu rural, elle a souvent été source de conflit intercommunautaire, notamment entre éleveurs et agriculteurs. A côté de ces conflits, des problèmes d'équité quant à l'accès au domaine foncier sont souvent posés avec acuité, notamment l'accès au foncier par les femmes. Lors de l'enquête de l'évaluation finale du projet REGIS-ER), une des questions posées aux enquêtés était de savoir si ces derniers étaient satisfaits du système de gestion du foncier, notamment l'acquisition ou le transfert de terre par les femmes.

Le tableau ci-dessous montre que 47,6% des répondants dans les deux pays et dans les deux strates ont déclaré être satisfaits soit 51,7% au Burkina Faso et 36,5% au Niger. L'examen des données au niveau de chaque strate indique que dans la strate 1 ces proportions sont de 50,8% pour toute la strate (54,5% au Burkina Faso et 39,5% au Niger) tandis que dans la strate 2 on a enregistré seulement 28,6% de satisfaction pour toute la strate (31,7% au Burkina Faso et 18,8% au Niger).

Les données du tableau montrent que la proportion des enquêtés qui disent ne pas être satisfaits du système de gestion du foncier en direction des femmes reste élevée, notamment dans la strate 2 avec 44,4% dans les deux pays et deux fois plus importante au Burkina Faso (50,5%) qu'au au Niger (25%). Parmi l'ensemble des répondants, on a enregistré tout de même 22,9% qui sont restés indécis (NSP) et les enquêtés du Niger y représentent 50,5% contre 14% de répondants du Burkina Faso. Ce constat reste quasiment le même dans chacune des deux strates avec des proportions plus élevées dans la strate 2.

Tableau 16 : Satisfaction des enquêtés par rapport au système de gestion du foncier (acquisition et transfert)

Strate		Satisfait du système de gestion du foncier (acquisition et transfert) aux groupes de femmes ? (%)			
		OUI	NON	NSP	Effectif total
Strate 1	Burkina Faso	54,5	32,2	13,3	587
	Niger	39,5	11,1	49,5	190
	<b>Total</b>	<b>50,8</b>	<b>27,0</b>	<b>22,1</b>	<b>777</b>
Strate 2	Burkina Faso	31,7	50,5	17,8	101
	Niger	18,8	25,0	56,3	32
	<b>Total</b>	<b>28,6</b>	<b>44,4</b>	<b>27,1</b>	<b>133</b>
Strate 1 & Strate 2	Burkina Faso	51,2	34,9	14,0	688
	Niger	36,5	13,1	50,5	222
	<b>Total</b>	<b>47,6</b>	<b>29,6</b>	<b>22,9</b>	<b>910</b>

Source : CESA0-AI/Enquête quantitative et qualitative

## **6. QUESTION DE RECHERCHE 4 : COMMENT LES ACTIVITÉS DU PROJET SE SONT-ELLES ALIGNÉES SUR LES PRIORITÉS DES BÉNÉFICIAIRES (SOCIALES, CULTURELLES, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES) ?**

### **6.1. Analyse de la pertinence du projet**

La pertinence du projet est analysée sous l'angle de son alignement avec les politiques publiques et les priorités des Gouvernements des deux pays en matière de développement. Ainsi, l'analyse critique des activités menées dans le cadre du projet REGIS ER permet de dire que le projet s'inscrit dans les priorités des Gouvernements en matière de politique de développement économique et social. C'est ainsi que le projet REGIS-ER apparaît comme le projet phare en matière de résilience multisectorielle de RISE. Aussi, l'alignement du projet aux politiques publiques peut être appréhendé à deux niveaux. Le niveau international et régional d'une part et celui national d'autre part y compris l'alignement avec les besoins des populations bénéficiaires.

#### **6.1.1. Pour le premier niveau (international et régional)**

Le projet répond aux engagements internationaux auxquels le Burkina Faso et le Niger ont souscrit. Il s'agit de deux des plus importants Objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés et appelés Objectifs du Développement Durable (OMD-ODD). Ce sont l'OMD qui vise à *"Réduire l'extrême pauvreté et la faim"* et « *Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation* ». Pour les ODD, il s'agit des ODD1 à 5 et l'ODD 10 stipulés ainsi qu'il suit :

- ODD1 : éliminer l'extrême pauvreté et la faim ;
- ODD2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ;
- ODD3 : permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ;
- ODD4 : assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ;
- ODD5 : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ;
- ODD10 : réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

Le projet cadre aussi, au plan régional, avec les objectifs de la politique agricole de la CEDEAO et de l'UEMOA qui visent à réduire la dépendance alimentaire de l'Afrique de l'Ouest.

#### **6.1.2. Pour le niveau national au Burkina Faso**

Pour le cas du Burkina Faso, les objectifs du projet s'insèrent harmonieusement avec ceux définis dans :

- Le Cadre Stratégique de Lutte contre le Pauvreté (2000 à 2010) repris en Stratégie de Croissance Accélérée pour le Développement Durable (2010-2015) et aujourd'hui en Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) pour la période 2016-2020. L'alignement s'insère au niveau de l'objectif global du PNDES qui vise à transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social. L'alignement peut être appréhendé au niveau de l'axe 2 et 3 afin qui visent à développer le capital humain et à dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois. Il s'agit, au niveau des axes susmentionnés, de parvenir à une croissance cumulative de revenu par habitant à même de réduire la pauvreté, de renforcer les capacités humaines et de satisfaire les besoins fondamentaux, dans un cadre social équitable et durable ;
  
- **La Politique Nationale Genre (PNG, 2009)** : les objectifs du projet sont alignés avec les politiques publiques en matière d'éducation et visent à lutter contre les pesanteurs sociales et socioculturelles afin d'aider les femmes qui sont brimées et exclues des actions fortes en matière de développement et de promotion politique et socioéconomique. Ainsi, l'adoption de la Politique Nationale Genre (PNG) en 2009 a permis au Gouvernement d'opérationnaliser les engagements qu'il a pris à travers la ratification des diverses conventions internationales et régionales favorables aux droits des femmes, à l'égalité entre les sexes, à la promotion des politiques nationales de développement sensibles au genre ;
  
- **La Stratégie de Développement Rural (SDR) à l'horizon 2016-2025** : l'objectif global de la stratégie est de contribuer, de manière durable, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à une croissance économique forte, et à la réduction de la pauvreté. C'est à travers les objectifs spécifiques que l'on peut mieux apprécier l'alignement du projet avec la Stratégie de développement Rural. Ces objectifs sont, entre autres, accroître durablement la production et la productivité des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques et fauniques, améliorer la compétitivité des filières agro-sylvo-pastorales fauniques en vue d'assurer une durabilité des revenus des ménages ruraux , faciliter le développement et le transfert de technologies dans le domaine agro-sylvo-pastoral, assurer un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement aux populations, inverser sensiblement la tendance à la dégradation de l'environnement et les effets néfastes des changements climatiques et enfin renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aux effets néfastes des changements climatiques et aux chocs économiques ;
  
- **La Vision prospective de la décentralisation (VPD) à l'horizon 2040** : l'une des fonctions essentielles des collectivités territoriales est de mettre à la disposition des

populations des services publics qui répondent à leurs besoins. Et pour que la production de services par les collectivités territoriales soit effective, il faut qu'elles exercent pleinement les compétences y afférentes. L'USAID, à travers le projet REGIS-ER, à travailler à impliquer les collectivités territoriales dans l'exercice effectif des compétences qui leurs sont dévolues à savoir la maîtrise d'ouvrage communal en partenariat avec les services techniques déconcentrés de l'Etat, tout en impliquant les populations afin d'avoir leur l'adhésion dans la mise en œuvre du projet ;

- **La Politique Nationale de Développement Durable (PNDD) à l'horizon 2050** : la vision de la PNDD est de faire qu'à l'horizon 2050, le Burkina Faso devienne un pays émergent dans le cadre d'un développement durable où toutes les stratégies sectorielles, tous les plans et programmes de développement contribuent à améliorer le niveau et la qualité de la vie des populations, notamment des plus pauvres.

### 6.1.3. Le niveau national s'agissant du cas du Niger

Quant au niveau national s'agissant du cas du Niger, on peut, entre autres, retenir :

- **L'initiative 3 N "les Nigériens nourrissent les Nigériens"** : c'est un engagement politique qui vise à mettre les Nigériens à l'abri de la famine et de la soif. L'initiative intègre la stratégie de réduction de la pauvreté afin de garantir les conditions d'une pleine participation des populations à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus. En effet, face au déficit chronique des produits vivriers, notamment céréaliers, l'insécurité alimentaire est de plus en plus une donnée constante et inquiétante parce qu'elle engendre la pauvreté qui gagne chaque jour du terrain dans le monde rural.

C'est ainsi qu'il est prévu, dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative, de créer des puits pastoraux, de promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes, les exploitations familiales avec l'installation de forages et l'amélioration du taux moyen d'exportation du cheptel en réhabilitant et en construisant des abattoirs modernes. Et pour la prévention et la gestion des crises alimentaires et la lutte contre la malnutrition, l'initiative vise le renforcement des capacités d'anticipation et de gestion efficaces des crises ainsi que la réalisation de stocks de sécurité en numéraires et en stocks physiques ainsi que la redynamisation de la recherche agricole afin de permettre la valorisation des résultats de la recherche.

- **Le Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015** au niveau de l'axe 3 qui vise à assurer la " Sécurité alimentaire et le développement agricole durable".
- **La politique nationale de sécurité nutritionnelle au Niger (2016-2025)** : c'est l'engagement à travers lequel le Niger travaille à assurer que les politiques et instruments qui protègent et améliorent la sécurité nutritionnelle et le cadre de vie des Nigériennes et des Nigériens, particulièrement au niveau des groupes vulnérables,

soient formulés et guident les décisions et actions du Gouvernement et de ses partenaires.

## **6.2. L’alignement du projet avec les besoins des producteurs**

L’analyse des activités et des résultats attendus du projet REGIS ER révèle qu’il y a un alignement de celui-ci avec les besoins des bénéficiaires aussi bien au Burkina qu’au Niger. En effet, le projet offre de nouvelles perspectives aux populations vulnérables du sahel en proie à des crises récurrentes dues aux effets du changement climatique et à l’insécurité alimentaire qui affectent leurs moyens de subsistance. Dans ces conditions, ces producteurs avaient besoin d’une nouvelle alternative pour bâtir leurs moyens de subsistance et améliorer leur bien-être.

Le projet REGIS ER avec ses activités, entre autres de création d’opportunités économiques diversifiées, d’intensification de la production et de la commercialisation agricoles et animales et d’amélioration de la santé et de la nutrition répond donc parfaitement aux besoins de ces populations. Il permet de conforter les revenus des bénéficiaires, et assurer leur sécurité alimentaire.

L’approche d’intervention a été menée de manière holistique, impliquant de nombreuses activités et acteurs afin d’améliorer également la gestion durable des ressources naturelles, la gestion des risques de catastrophe, la prévention et gestion des conflits par les populations bénéficiaires elles-mêmes. Il y a enfin la priorisation des femmes rurales comme bénéficiaires qui sont pauvres et vulnérables. Les discussions de groupe effectuées avec les bénéficiaires confirment la pertinence du projet. *Avant, dans le cadre de l’hygiène, nous avions des habitudes nuisibles pour notre santé mais ne savons pas, mais aujourd’hui, nous le savons et les évitons. Avant il n’y avait de latrine que dans une cour du village. Mais maintenant, toutes les cours sont dotées de latrines améliorées, chaque ménage possède un dispositif de lavage des mains et dans ce cadre notre village a été couronné premier au concours d’hygiène entre les différents villages de la commune.* Extrait de focus groups avec les hommes bénéficiaires de Kossoguin (Kaya au Burkina Faso).

## **6.3. Analyse de la cohérence du projet**

L’analyse de la cohérence du projet est axée sur l’alignement des actions initiées dans le cadre du projet en lien avec les besoins des bénéficiaires que sont les femmes et les jeunes. Ainsi, il est reconnu, depuis 1960, année des indépendances aussi bien du Burkina Faso que du Niger, les deux pays connaissent une croissance économique appréciable avec une évolution en dents de scie des taux annuels de croissance économique. Malheureusement, les deux pays sont confrontés, depuis 2014, à des phénomènes majeurs persistants que sont l’insécurité qui se manifeste à travers des attaques terroristes, des conflits communautaires et identitaires et se traduisent par un déplacement massif des populations des zones d’insécurité vers celles supposées être plus calmes du point de vue sécuritaire. A cela s’ajoute, depuis 2019, la crise sanitaire marquée par la pandémie de la COVID-19 qui a contraint les gouvernements des deux

pays à prendre des mesures drastiques (confinement des populations, couvre-feu, fermeture des frontières, etc.) afin de contrer la pandémie.

Il va sans dire que toutes ces différentes mesures prises ont fortement impacté l'économie des deux pays qui était, malheureusement et depuis plusieurs années, confrontée à une crise alimentaire récurrente liée aux multiples années de sécheresse et d'attaques de prédateurs de tout genre (attaques de chenilles légionnaires et d'oiseaux granivores, attaques acridiennes, etc.). L'un des phénomènes majeurs persistants dans les deux pays sont le fort taux de croissance démographique estimé respectivement en 2017 à 3,1% et 3,82 %. Comme le fort taux de croissance démographique a une incidence sur la croissance économique, les conséquences pour les deux pays sont les inégalités sociales, un fort taux de chômage, d'analphabétisme et par conséquent de pauvreté au niveau surtout des femmes et des jeunes.

Un autre aspect des conséquences du fort taux de croissance démographique est le taux élevé d'enfants qui seraient malnutris le faible taux d'accès de la population aux services sociaux de base en général, à l'électricité et à l'eau potable en particulier. La mise en place du projet est part donc du constat qu'il n'était plus opportun de continuer à traiter les crises récurrentes que vivent les deux pays comme des situations d'extrême urgence. C'est une stratégie d'intervention qui est non seulement coûteuse pire elle ne contribue pas à régler durablement les causes sous-jacentes des crises vécues par les populations. Il faut aller à l'application de solutions durables aussi bien dans le temps que dans l'espace afin de contribuer à accroître la résilience des populations chroniquement vulnérables.

C'est ainsi que le projet REGIS-ER a été mis en place afin de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité chronique des populations de la zone d'intervention du projet à travers la mise en œuvre d'actions fortes d'amélioration de leur bien-être économique en général, la situation sanitaire et nutritionnelle en particulier des populations tout en renforçant la gouvernance des institutions. C'est pourquoi le projet a concentré ses efforts d'intervention sur (i) la diversification des opportunités économiques, (ii) l'intensification de l'agriculture et de l'élevage adaptés au climat, (iii) l'amélioration de la commercialisation des produits issus de l'agriculture et de l'élevage et de l'accès des bénéficiaires aux services financiers.

## **7. QUESTION DE RECHERCHE 5 : QUELS ONT ÉTÉ LES RÉSULTATS POSITIFS ET NÉGATIFS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DU PROJET ?**

Pour répondre à cette question de recherche, l'analyse porte sur les performances du projet par objectifs stratégiques. Ce qui permettra de voir les résultats positifs d'une part et les résultats négatifs d'autre part.

### **7.1. Performance du projet par objectif stratégique**

L'analyse de la performance du projet s'effectue sur la base des données de performance rapportées par REGIS-ER. L'évaluation du niveau de réalisation global du projet est faite par rapport aux niveaux atteints des indicateurs, des trois objectifs stratégiques du projet. Pour chaque objectif stratégique, les indicateurs sont classés selon leurs niveaux atteints.

### 7.1.1. Niveau d'atteinte des cibles des indicateurs de l'objectif stratégique 1 : Bien-être économique durable

Le tableau suivant est celui des indicateurs de performance du projet REGIS ER relatifs à l'objectif stratégique 1. Établi en fonction des résultats intermédiaires, il détermine pour chaque indicateur, l'objectif prévu et le niveau de réalisation effectivement atteint. La couleur verte indique que l'indicateur dépasse la cible revue, la couleur jaune indique que l'indicateur a atteint la cible prévue et la couleur rouge signifie que l'indicateur n'a pas atteint sa cible prévue.

Tableau 17 : Indicateurs de performance de l'objectif stratégique 1 de REGIS ER: Bien-être économique accru et moyens de subsistance durables.

Indicateurs de performance	Cible prévue	Réalisation	Taux de réalisation	Couleur
<b>Objectif stratégique 1 : Bien-être économique accru et moyens de subsistance durable</b>				
<b>Résultat intermédiaire 1.1: Opportunités économiques diversifiées</b>				
1.1.1. Pourcentage de ménages déclarant une augmentation de leurs revenus grâce aux opportunités économiques non agricoles (hors agriculture pluviale)	92%	92%	100%	
1.1.2. Nombre d'emplois équivalents temps plein (ETP) créés avec l'aide du gouvernement américain (C)	5 250	5 747	109%	
1.1.3. Nombre de personnes formées à des compétences pertinentes pour le travail hors saison (non cumulatif [NC])	111 400	124 420	112%	
<b>Résultat intermédiaire 1.2. Augmentation de la production et du marketing</b>				
1.2.1. Nombre d'agriculteurs ayant appliqué des technologies ou des pratiques de gestion améliorées (C)	180 000	181 976	101%	
<i>EG.3.2- 24 Nombre de personnes dans le système agricole qui ont appliqué des technologies ou des pratiques de gestion améliorées avec l'assistance USG.</i>	180 000	181 976	101%	
1.2.2. Nombre d'hectares bénéficiant de pratiques ou de technologies de gestion améliorées avec l'aide du gouvernement américain (C)	82 530	92 246	112%	
<i>EG.3.2- 25 Nombre d'hectares sous technologies ou pratiques de gestion améliorée avec l'assistance USG</i>	82 530	92 246	112%	
1.2.2. bis. Hectares sous nouveaux ou améliorés / remis en état des services d'irrigation ou de drainage en raison de l'assistance USG (ventilés par de nouveaux vs. Continue) (C)	583	590	101%	
1.2.3. Nombre de personnes qui ont reçu une formation à court terme sur la productivité du	228 000	227 234	100%	

secteur agricole ou la sécurité alimentaire (NC) soutenue par le Gouvernement américain				
<i>EG3.2 (1.2.3.bis.) Nombre de personnes participants au programme de sécurité alimentaire USG. (NC)</i>	1 747 145	1 981 133	113%	
1.2.4. Nombre d'entreprises privées à but lucratif, d'organisations de producteurs, d'associations d'usagers de l'eau, de groupes de femmes, d'associations commerciales et commerciales et d'organisations communautaires (OC) recevant une aide au développement organisationnel du Gouvernement américain liée à la sécurité alimentaire au cours de l'année considérée (C)	11 515	12 269	107%	
1.2.5. Nombre d'entreprises privées à but lucratif, d'organisations de producteurs, d'associations d'usagers de l'eau, de groupes de femmes, d'associations professionnelles et commerciales et d'organisations communautaires (OC) qui ont appliqué des technologies ou des pratiques de gestion améliorées au niveau de l'organisation avec l'aide du gouvernement américain (C)	7 534	7 518	100%	
1.2.6. Nombre d'entreprises / entreprises / CBSP impliqués dans la fourniture de services et / ou la transformation de produits agricoles liés à la sécurité alimentaire fonctionnant désormais de manière plus rentable (au coût ou au-dessus) (NC)	672	525	78%	
1.2.7. Nombre de ménages bénéficiant directement de l'aide du gouvernement américain dans le cadre de Feed the Future (C)	269 093	319 753	119%	
<b>Résultat intermédiaire 1.3: Meilleur accès aux services financiers</b>				
1.3.1 Valeur des prêts agricoles et ruraux à la suite de l'assistance du gouvernement américain (en \$ USD) (NC)	2 255 141	2 328 780	103%	
<i>EG.3.2-27. Des Finances</i> Valeurs agricoles attribuées à l'aide USG (en \$ USD) (NC)	-	2 381 119		
1.3.1. bis Valeur des prêts SECCA (en \$ USD) (NC)	747 223	808 723	108%	
1.3.3. Nombre de groupes d'épargne et de crédit informels actifs renforcés (C)	1 350	1 312	97%	
1.3.4. Valeur des économies accumulées par les bénéficiaires du projet (en USD) (NC)	2 303 666	2 441 752	106%	
1.3.5. Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME), y compris les agriculteurs, recevant un crédit lié à l'agriculture grâce à l'assistance du gouvernement américain (NC)	1 570	1 693	108%	

<b>Taux de réalisation global des indicateurs de performance du Bien-être économique accru et moyens de subsistance durable</b>	105%	
---	------	---

Légende	Etat de l'indicateur	Nombre d'indicateurs
	Attentes satisfaites (90-110%) ou dépassées (> 110%)	18
	Attentes presque satisfaites (80-90%)	0
	Attentes non satisfaites (<80%)	1

L'objectif stratégique 1 du projet REGIS, s'articule autour de 3 Résultats intermédiaires qui sont :

1. Résultat intermédiaire 1.1: Opportunités économiques diversifiées ;
2. Résultat intermédiaire 1.2. Augmentation de la production et du marketing ;
3. Résultat intermédiaire 1.3: Meilleur accès aux services financiers.

Au total 20 indicateurs de performance sont identifiés pour apprécier le niveau de réalisation de cet objectif stratégique. Toutefois, l'indicateur EG.3.2-27. (Valeurs des Finances agricoles attribuées à l'aide USG (en \$ USD) (NC)) qui ne comporte pas une valeur cible préalablement définie pour le projet ne sera pas pris en compte pour l'évaluation du niveau de réalisation de ce cet objectif stratégique.

Par conséquent, 19 indicateurs seront considérés. Ainsi, sur la base des indicateurs, le projet REGS ER a accompli un taux de réalisation de 105% en ce qui concerne l'amélioration du bien-être économique accru et les moyens de subsistance durable des populations bénéficiaires. Ce résultat dénote d'une très bonne performance du projet pour cet objectif stratégique qui a dépassé sa cible. Ce résultat est imputable aux multiples activités de diversification des opportunités économiques, d'intensification de l'agriculture et de l'élevage adaptés au climat, de commercialisation et d'amélioration de l'accès aux services financiers.

Sur les 19 indicateurs évalués, 14 ont dépassé leurs cibles prévues au début du projet, 3 ont juste atteint leurs cibles prévues tandis que 2 n'ont pas pu atteindre leurs cibles. Ces deux derniers sont l'indicateur 1.2.6. (Nombre d'entreprises / entreprises / CBSP impliqués dans la fourniture de services et / ou la transformation de produits agricoles liés à la sécurité alimentaire fonctionnant désormais de manière plus rentable (au coût ou au-dessus) (NC)), réalisé à 78% et l'indicateurs 1.3.3. (Nombre de groupes d'épargne et de crédit informels actifs renforcés (C))

réalisé à 97%. Bien que ces indicateurs n'aient pas atteint leurs cibles, il convient de constater leur taux de réalisation élevé qui dénote des efforts du projet.

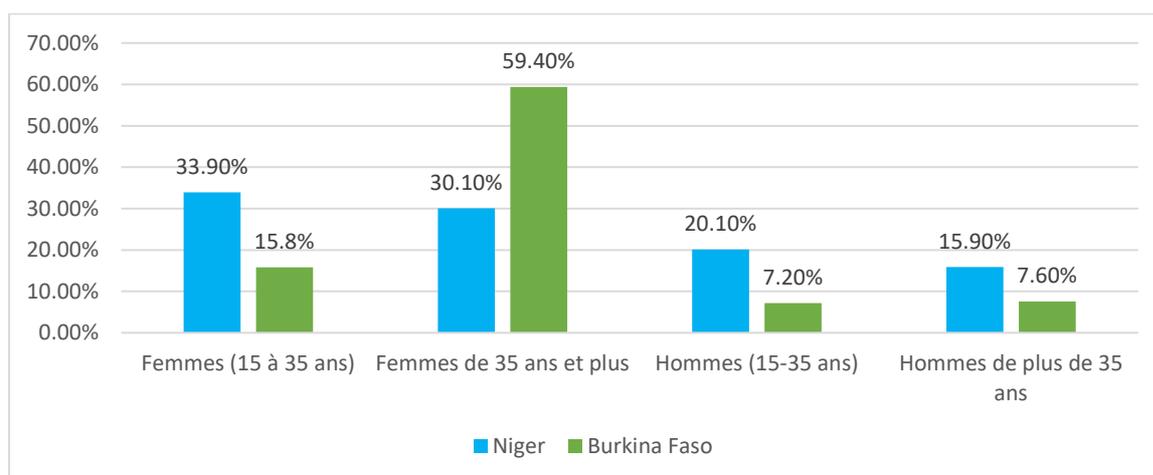
### 7.1.2. Indicateurs de Agriculture de Régénération/de conservation

#### ➤ Nombre d'agriculteurs ayant appliqué des technologies ou des pratiques de gestion améliorées (C)

Selon les données de performance des indicateurs de REGIS-ER, le nombre d'agriculteurs ayant appliqué des technologies ou des pratiques de gestion améliorées en fin 2020 est estimé à 165 160 pour une cible de 180 000 attendue en fin 2020, soit un taux de réalisation de 92%. Cet indicateur est de 97 010 au Niger contre 68 150 au Burkina Faso. Au Niger, on note que les jeunes agriculteurs (dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans) ayant appliqué ces nouvelles techniques représentent 54% des bénéficiaires tandis qu'au Burkina Faso, ils représentent 33% de l'ensemble des bénéficiaires.

Au Niger, les deux technologies les plus utilisées sont Manual CF-FMNR (29,4%) et Crop genetics (13,9%). Au Burkina Faso, ce sont Harnessed CF-FMNR (30,2%) et Manual CF-FMNR (31,2%).

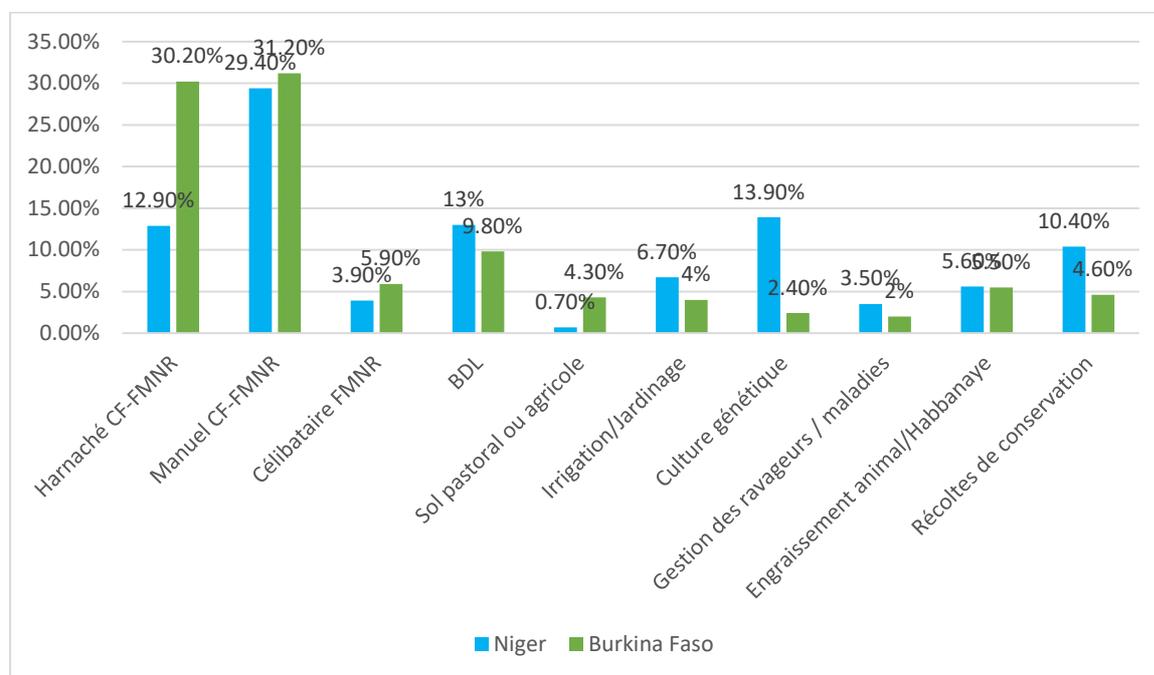
Graphique 17 : Répartition des technologies ou gestion améliorées appliquées selon le sexe et la tranche d'âge



**Source** : CESAOCERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

En s'intéressant à la répartition par genre, il s'avère que 64% des producteurs ayant appliqué des technologies ou gestion améliorée sont des femmes au Niger. Cette proportion est de 75,2% au Burkina Faso. Les technologies dont elles ont le plus bénéficié sont le Manuel CF-MNR au Niger (29,4%) et au Burkina Faso (31,2%).

Graphique 18 : Répartition des agriculteurs selon le type de technologie



**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

➤ **Nombre d'hectares bénéficiant de pratiques ou de technologies de gestion améliorées avec l'aide du gouvernement américain (C)**

Le nombre d'hectares ayant bénéficié de pratiques ou de technologies de gestion améliorées avec l'aide du gouvernement américain est de 75 054 hectares (ha) dont 31 812 ha au Niger et 43 242 ha au Burkina Faso. Globalement, la cible visée de 82 530 ha en 2020 a été atteinte à 91%.

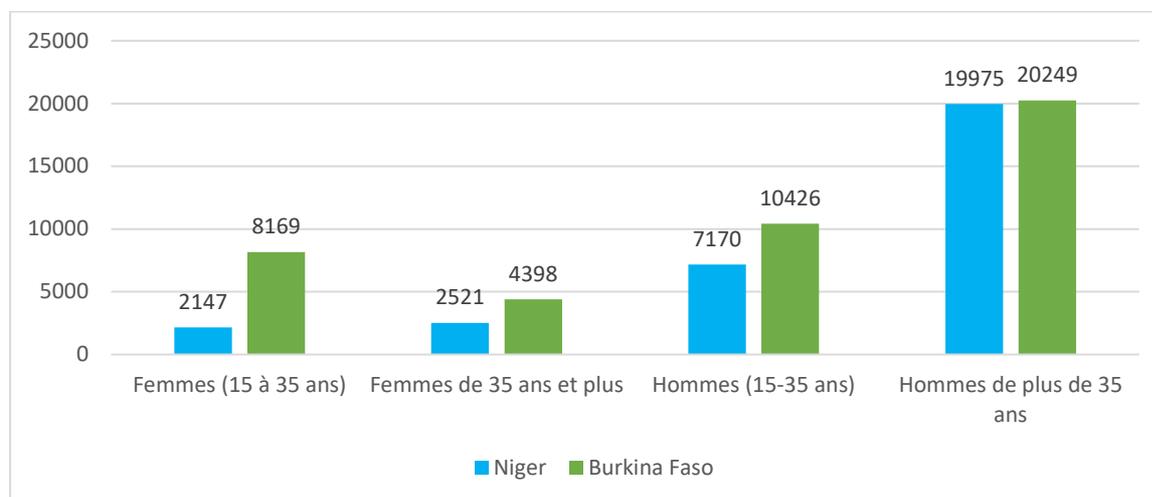
On note que les superficies concernées au Burkina Faso sont supérieures à celles au Niger alors que le nombre d'agriculteurs ayant appliqué ces techniques est plus élevées au Niger (97 010) qu'au Burkina Faso (68 150). Cette situation est imputable à la planification initiale du projet qui ambitionnait de couvrir au Burkina Faso 34 329 ha et au Niger 48 201 ha.

Au Niger, 4667 ha appartenant à des femmes et 12 567 ha appartenant à des femmes au Burkina Faso ont été touchés par cette technique.

Globalement, on note une forte différence entre la proportion des superficies cultivées par les hommes (77%) d'avec celles exploitées par les femmes (23%). Cela pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des superficies agricoles sont gérées par les hommes tant au Niger qu'au

Burkina Faso<sup>4</sup>. A titre d'illustration, au Niger, elle est de 19%<sup>5</sup> au Niger pour les aménagements hydroagricoles et au Burkina Faso, elle se situe entre 10% et 12,5% pour la période 2013-2018 pour l'ensemble des superficies agricoles.

Graphique 19: Répartition des superficies selon le sexe et le pays



**Source** : CESAO-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

➤ **Nombre d'hectares améliorés / remis en état des services d'irrigation ou de drainage en raison de l'assistance USG**

La superficie concernée par la remise en état des services d'irrigation ou de drainage en raison de l'assistance USG vaut 549 ha contre une cible de 583 ha. Au Niger, cette quantité est de 489 ha, ce qui correspond à un taux de réalisation de 102% par rapport à la cible de 480 ha contre 60 ha au Burkina Faso où la cible est atteinte à seulement 58%.

La quasi-totalité des superficies ont bénéficié de cette intervention ont bénéficié de services similaires d'interventions anciennes comme le montre la figure ci-dessous.

**7.1.3. Niveau d'atteinte des cibles des indicateurs de l'objectif 2 : Gouvernance et Institutions Renforcées**

Les indicateurs de performance de l'objectif stratégique 2 sont au nombre de 10, regroupés autour de 4 résultats intermédiaires qui sont :

1. Résultat intermédiaire 2.1: Gestion renforcée des ressources naturelles
2. Résultat intermédiaire 2.2: Renforcement de la gestion des risques de catastrophe
3. Résultat intermédiaire 2.3: Gestion renforcée des conflits

<sup>4</sup> Tableau de bord sur l'agriculture 2018 du Burkina Faso ([http://cns.bf/IMG/pdf/maah\\_tableau\\_de\\_bord\\_statistique\\_agriculture\\_2018.pdf](http://cns.bf/IMG/pdf/maah_tableau_de_bord_statistique_agriculture_2018.pdf))

<sup>5</sup> <http://www.fao.org/3/ca0205fr/CA0205FR.pdf>

#### 4. Résultat intermédiaire 2.4: Renforcement des capacités et de la coordination du gouvernement et de la région

Pour ce qui concerne le renforcement de la gouvernance et des institutions, le projet REGIS ER a accompli un taux de réalisation de 96%. Ce niveau d'exécution n'a pas atteint la cible de l'objectif stratégique 2 mais reste très proche de la cible. Sur les 10 indicateurs ayant servi à l'évaluation de cet objectif, 3 indicateurs ont dépassé leurs cibles, 1 indicateur a atteint sa cible et 6 indicateurs n'ont pas atteint leurs cibles. Pour ce dernier groupe des indicateurs, le plus faible niveau de réalisation est de 76% appartenant à l'indicateur 2.2.2. (Nombre de communautés dotées de systèmes d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe (EWR) fonctionnant efficacement grâce à l'assistance du gouvernement américain (C)). 4 des indicateurs qui n'ont pas atteint leurs cibles ont un taux de réalisation compris entre 91% et 99%.

#### **7.2. Gestion renforcée des ressources naturelles**

- En ce qui concerne, le nombre d'institutions, structures locales mises en place ou renforcées grâce à l'assistance USG, on note qu'à la suite de la mise en œuvre des activités de 2020, le nombre d'institutions, structures locales mises en place ou renforcées, depuis le début du projet est 988. Ce nombre correspondant ainsi au taux de réalisation de 118%.
- En termes de nombre de résidents de la communauté participant aux réunions de GRN, il faut considérer qu'avec les 150 résidents supplémentaires de la communauté participant aux réunions de GRN en 2020, le taux est passé à 9318 alors que la cible prévue était de 9550. Ainsi le taux atteint est de 98%.
- En ce qui concerne le nombre d'hectares sous plans de gestion des ressources naturelles (CL), un effort supplémentaire a été consenti en 2020 par le projet dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Cela a permis la réalisation de l'indicateur à 100%.

#### **7.3. Renforcement de la gestion des risques de catastrophe**

- Pour le nombre de personnes formées à la préparation aux catastrophes grâce à l'assistance du gouvernement américain, il à 824 en 2020, par conséquent le niveau atteint de l'indicateur est de 103%.
- Le nombre de communautés dotées de systèmes d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe (EWR) fonctionnant efficacement grâce à l'assistance du gouvernement américain visait à doter 21 communautés de systèmes d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe (EWR) fonctionnant efficacement grâce à l'assistance du gouvernement américain. Les activités de 2020 ont permis le complément de ce nombre. Ainsi, l'indicateur atteint 100%.

#### 7.4. Gestion renforcée des conflits

Quant au nombre de systèmes de prévention des conflits, d'évaluations des conflits ou de mécanismes de réponse soutenus par l'assistance du gouvernement américain, le projet a permis la mise en place de 560 systèmes de prévention des conflits, d'évaluations des conflits ou de mécanismes de réponse. Le taux d'atteinte de l'indicateur est alors de 100%.

#### 7.5. Coordination du gouvernement et de la région.

L'appui du projet grâce à l'assistance du gouvernement américain a permis l'intégration de 8 conventions locales dans les PDC/PCD. Ce nombre montre que l'indicateur est atteint à 100%. Avec 460 hectares de terres agricoles enregistrés au nom des femmes dans les zones du projet, la cible a été dépassée et est de 113%.

Tableau 18 : Indicateurs de performance de l'objectif stratégique 2 du projet REGIS ER: Gouvernance et institutions renforcées

Des indicateurs de performance	Cible	Réalisation	Taux de réalisation	Couleur
<b>Objectif stratégique 2 : Gouvernance et institutions renforcées</b>				
2.A. Nombre de plans au niveau communautaire mis en œuvre avec des composantes de GRN, de gestion des conflits ou de DRM (C)	160	161	101%	
2.B. Nombre de personnes utilisant les informations climatiques ou mettant en œuvre des actions de réduction des risques pour améliorer la résilience au changement climatique, comme soutenu par l'assistance du gouvernement américain (C)	117 000	116 691	100%	
<b>Résultat intermédiaire 2.1: Gestion renforcée des ressources naturelles</b>				
2.1.1. Nombre d'institutions, structures locales mises en place ou renforcées grâce à l'assistance USG (NC)	1 292	1 180	91%	
2.1.2. Nombre de résidents de la communauté participant aux réunions de GRN (NC)	5 350	5 210	97%	
2.1.3. Nombre d'hectares sous plans de gestion des ressources naturelles (CL) (C)	2 350 500	2 327 082	99%	
<b>Résultat intermédiaire 2.2: Renforcement de la gestion des risques de catastrophe</b>				
2.2.1. Nombre de personnes formées à la préparation aux catastrophes grâce à l'assistance du gouvernement américain (NC)	1 100	921	84%	
2.2.2. Nombre de communautés dotées de systèmes d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe (EWR) fonctionnant efficacement grâce à l'assistance du gouvernement américain (C)	21	16	76%	
<b>Résultat intermédiaire 2.3: Gestion renforcée des conflits</b>				

2.3.1. Nombre de systèmes de prévention des conflits, d'évaluations des conflits ou de mécanismes de réponse soutenus par l'assistance du gouvernement américain (C)	700	674	96%	
Résultat intermédiaire 2.4: Renforcement des capacités et de la coordination du gouvernement et de la région				
2.4.1. Nombre de conventions locales intégrées dans PDC / PCD (C)	8	9	113%	
4D. Nombre d'hectares de terres agricoles enregistrés au nom des femmes (C)	630	659	105%	
<b>Taux de réalisation global des indicateurs de performance de la Gouvernance et institutions renforcées</b>			96%	

Légende	Etat de l'indicateur	Nombre d'indicateurs
	Attentes satisfaites (90-110%) ou dépassées (>110%)	8
	Attentes presque satisfaites (80-90%)	1
	Attentes non satisfaites (<80%)	1

### 7.6. Atteinte des cibles des indicateurs de l'objectif 3 : Santé et nutrition améliorées

Pour atteindre l'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel des bénéficiaires, le projet REGIS a défini 10 indicateurs de performance en fonction de deux résultats intermédiaires :

1. Résultat intermédiaire 3.1: Accès accru à l'eau potable ;
2. Résultat intermédiaire 3.2: Amélioration des pratiques de santé et de nutrition.

L'évaluation finale indique que le projet a effectué un taux de réalisation de 98% en ce qui concerne l'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel des populations bénéficiaires. Sur les 10 indicateurs de l'objectif stratégique 3, 3 indicateurs ont dépassés leurs cibles, 2 indicateurs ont atteint leurs cibles tandis que 5 indicateurs n'ont pas atteint leurs cibles. Parmi les indicateurs qui n'ont pas atteint leurs cibles 3 ont un taux de réalisation compris entre 91% et 99%. Le plus faible taux de réalisation qui est de 84% est enregistré pour l'indicateur 3.1.3.c (Nombre de villages exempts de défécation à l'air libre (FDAL) grâce à l'assistance du gouvernement américain via REGIS-ER). Ce résultat s'explique par la difficulté de conservation du statut FDAL dans les villages, due quelques fois à des facteurs externes. C'est le cas des fortes pluies dans la région de Zinder qui ont provoqué l'effondrement des latrines

dans des villages bénéficiaires. On s'aperçoit que si, l'assainissement total piloté par la communauté est une activité possible, le maintien des villages au statut FDAL demeure un défi.

Tableau 19 : Indicateurs de performance de l'objectif stratégique 3 du projet REGIS ER: Amélioration de la santé et de l'état nutritionnel

Des indicateurs de performance	Cible	Réalisation	Taux de réalisation	Couleur
<b>Objectif stratégique 3 : Amélioration de la santé et de l'état nutritionnel</b>				
Résultat intermédiaire 3.1: Accès accru à l'eau potable				
3.1.1.a Nombre de points d'eau construits ou réparés via REGIS-ER (C)	440	461	105%	
3.1.1.b Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable améliorée (C)	123,250	123,350	100%	
3.1.3 a Nombre d'installations d'assainissement améliorées construites ou réparées grâce à l'assistance du gouvernement américain via REGIS-ER (C)	18 800	18 568	99%	
3.1.3.b Nombre de personnes ayant accès à une installation d'assainissement améliorée grâce à l'assistance du Gouvernement américain (C)	134 200	118 328	88%	
3.1.3 c. Nombre de villages exempts de défécation à l'air libre (FDAL) grâce à l'assistance du gouvernement américain via REGIS-ER (NC)	163	137	84%	
Résultat intermédiaire 3.2: Amélioration des pratiques de santé et de nutrition				
3.2.2. Nombre d'enfants de moins de 5 ans atteints par les programmes de nutrition (C)	150 000	150 290	100%	
3.2.2.bis Nombre d'enfants de moins de deux ans (0-23 mois) bénéficiant d'interventions nutritionnelles au niveau communautaire dans le cadre de programmes soutenus par le Gouvernement américain (C)	44 300	40 256	91%	
3.2.2.a Nombre de femmes enceintes bénéficiant d'interventions spécifiques à la nutrition dans le cadre des programmes soutenus par le Gouvernement américain (NC)	17 000	19 448	114%	
3.2.4. Nombre de personnes formées à la santé et à la nutrition infantiles grâce à USG via REGIS-ER (NC)	333 000	334 747	101%	
3.2.4.bis HL.9-4 Nombre de personnes bénéficiant d'une formation professionnelle en nutrition dans le cadre de programmes soutenus par le Gouvernement américain (NC)	4 150	4 006	97%	
<b>Taux de réalisation global des indicateurs de performance sur l'Amélioration de la santé et de l'état nutritionnel</b>			98%	

Légende	Etat de l'indicateur	Nombre d'indicateurs
---------	----------------------	----------------------

	Attentes satisfaites (90-110%) ou dépassées (> 110%)	8
	Attentes presque satisfaites (80-90%)	2
	Attentes non satisfaites (<80%)	0

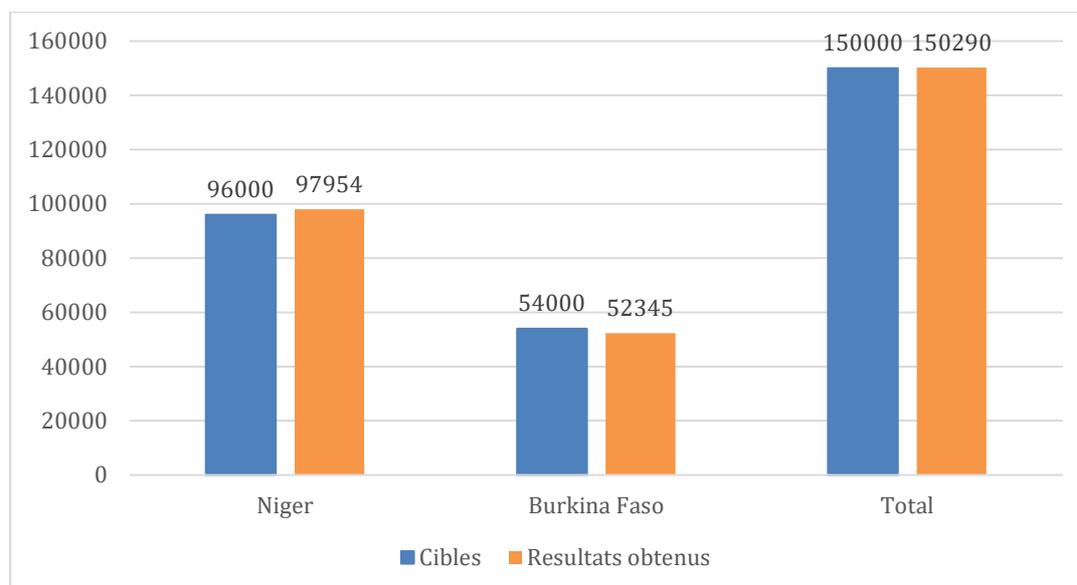
En nous référant à d'autres sources de données comme celles issues des enquêtes de terrain, on a la confirmation des succès observé par ces différentes composantes comme on peut le voir dans les sections suivantes.

### 7.6.1. Le nombre d'enfants de moins de 5 ans touchés par le programme de nutrition

Les enfants de moins de 5 ans constituent une population assez vulnérable et fortement sujette à la sous nutrition. Les programmes de nutrition à l'intention de cette couche permettent aux parents d'adopter les bonnes pratiques de nutrition et de santé favorables au plein épanouissement des enfants de 0 à 5 ans.

Au Niger, le nombre d'enfants touchés par l'activité de nutrition est évalué à 97 945 en 2020 tandis qu'au Burkina Faso, elle a atteint 52 345. Dans ces deux pays, la cible était de 96 000 et 54 000 respectivement pour le Niger et le Burkina Faso, soit un taux d'exécution de 102% et 97% respectivement.

Graphique 20 : Comparatif entre les cibles prévues et les cibles réalisées au niveau des enfants



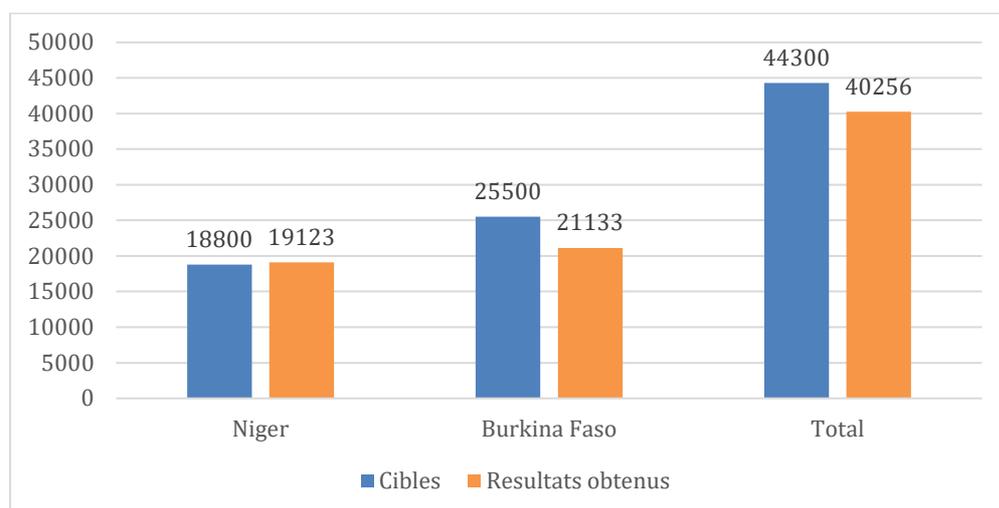
**Source** : CESA0-CERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

L'analyse suivant le genre montre que les filles représentent 46,8% au Niger et 50,3% des bénéficiaires au Burkina Faso.

### 7.6.2. Nombre d'enfants de 0-23 mois touchés par le programme de nutrition communautaire

Le développement harmonieux de l'enfant commence pour une bonne nutrition dès son plus jeune âge. Les actions de nutrition qui ciblent les plus enfants de 0 à 23 mois contribuent à augmenter les chances de survie de ces derniers par une bonne adoption des pratiques en nutrition pour les différents âges. Pour cet indicateur, les données de performance permettent de constater que le nombre d'enfants touchés atteint 4 367 au Niger et 2 974 au Burkina Faso au titre de l'année 2020. Les objectifs visés dans ces deux pays étaient respectivement de 4 000 et 2 000, soit un taux de réalisation de plus de 100% dans chacun de ces pays.

Graphique 21: Comparatif des cibles prévues et des cibles réalisées



**Source** : CESAOCERFODES, évaluation finale du projet REGIS-ER, novembre 2020

### 7.6.3. Nombre de femmes enceintes touchées par les activités de nutrition

La nutrition plus généralement et la bonne nutrition de la femme enceinte représente une composante incontournable pour une bonne évolution de la grossesse et la naissance d'un enfant en bonne santé. Les activités de nutrition à l'intention des femmes enceintes contribuent au bon déroulement de la grossesse et un bon pronostic vital de l'enfant.

Pour ce qui concerne le nombre de femmes enceintes concernées par les activités de nutrition, les données sur les indicateurs de performance montrent que le nombre de femmes touchées est de 19 448 pour un objectif de 17 000, soit un taux de réalisation de 114% par rapport aux

objectifs de l'an 2020. De manière spécifique, 14 175 femmes au Niger et 5273 femmes au Burkina Faso. Dans les deux pays, les taux d'exécution sont respectivement de 125% et 93%.

#### 7.6.4. Nombre de personnes formées dans la santé et la nutrition de l'enfant

Les sessions de formation constituent une activité importante pour renforcer les capacités des hommes et des femmes, toute chose qui contribue à faciliter le changement et l'adoption de comportement favorables à la santé et la nutrition de l'enfant

Au Niger, cet indicateur a atteint 177 407 en 2020. Ce chiffre dépasse de loin la cible qui était de 175 000. Au Burkina Faso, l'objectif visé pour 2020 était de 158 000 et 157 340 personnes ont reçu le renforcement de capacités, soit un pourcentage de réalisation de 100%.

#### 7.7. Performance globale du projet REGIS ER

Sur la base de l'évaluation de la performance du projet dans ses trois objectifs stratégiques, il ressort que le projet REGIS ER a accompli une performance globale de 100%. Dans l'ensemble le projet REGIS a atteint les objectifs fixés bien que des efforts restent à faire. Il faut noter que dans l'optique d'une nouvelle phase, les actions de renforcement doivent être faites au niveau des objectifs stratégiques 2 et 3, c'est-à-dire le renforcement de la gouvernance et des institutions et l'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel.

Tableau 20 : Performance globale du projet REGIS ER

Performance des objectifs	Taux de réalisation	Couleur
Objectif stratégique 1	105%	
Objectif stratégique 2	96%	
Objectif stratégique 3	98%	
Ensemble projet REGIS ER	100%	

#### 7.8. Effets positifs inattendus du projet

Le projet a également produit des résultats positifs inattendus. Parmi ceux-ci via 301 groupes dans 643 villages. On estime que 2 282 agriculteurs ont pratiqué ces techniques améliorées sur 1 269 hectares. Résultats positifs inattendus, on peut citer l'adoption en 2016 de la technologie CF par les villages non bénéficiaires suite à la formation de 68 personnels d'ONG par le projet. Les personnes formées promues CF-RNAA résumé présenté dans le tableau ci-dessous montre certains résultats globaux en termes de nombre de personnes et d'hectares sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 21 : Etat quantitatif des villages non bénéficiaires ayant adopté des activités du projet REGIS ER

Nombre d'agents des ONGs Locales et FFP formés	Nombre de villages non REGIS	Nombre de groupes CF-RNA	Nombre de producteurs CF-RNA	Superficie ayant pratiqué la RNA en ha

68	643	301	2282	1269,57
----	-----	-----	------	---------

Parmi les villages concernés on peut citer les villages suivants : Villages de **Banguel Dao, Banguel Dao Didjolé, Bellaré** pour les activités **SECCA, le CF et MtM**.

Les effets de répliques des activités du projet dans des zones non bénéficiaires ont été facilités par la mise en relation des CVD de ces villages avec les ARC de Soffokel qui sont entre autres : DIALLO Amadou, DICKO Hadjatou et le producteur leader exemple dans la commune de Bandiédaga Gourmantché Namantougou Tallata.

## **8. QUESTION DE RECHERCHE 6 : DANS QUELLE MESURE LA NOUVELLE APPROCHE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET, FONDÉE SUR L'ENCADREMENT DES INSTITUTIONS LOCALES (CONSEILS MUNICIPAUX, GROUPES DE TRAVAIL CITOYENS ET COMITÉS DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS-LOCAUX), A-T-ELLE AIDÉ À ATTEINDRE SES OBJECTIFS ?**

### **8.1. Renforcement de la gouvernance**

Le renforcement de la gouvernance a pour but de développer les capacités des institutions locales (conseils municipaux, groupes de travail citoyens, plateformes de prestataires de services communautaires et comités de développement local / Conseils Villageois Développement) sur la consolidation et l'intensification des activités de résilience y compris la facilitation de la tenue des réunions des autorités locales et d'autres partenaires de développement.

#### **8.1.1. Renforcement des capacités et de la coordination du gouvernement et de la région**

L'activité de renforcement de la gouvernance a pour objectif majeur d'organiser des réunions de coordination avec les autorités locales et d'autres partenaires de développement (CARE, Mercy Corps, ACDI-VOCA, OCADES, FAO, CRS) pour discuter les possibilités d'amélioration de la coordination entre partenaires travaillant dans le domaine de la résilience.

C'est pourquoi, le projet dans sa mise en œuvre a eu des interventions sur l'activité de Renforcement de la gouvernance, la Capacité Régionale et la Coordination. Ainsi, toutes les personnes interrogées au Burkina Faso et au Niger ont jugé l'activité sur le Renforcement de la gouvernance, la Capacité Régionale et la Coordination très importante, en comparaison avec les autres interventions de REGIS-ER. En effet, cette activité de renforcement de la gouvernance a permis :

- La résolution des problèmes élémentaires et la mise en place de stratégie de développement efficace,

- La résolution des doléances élémentaires de la communauté

La réalisation dans le sahel des aides et formations qui ont été bénéfiques aux populations. Certaines personnes interrogées ont recommandé le renforcement des activités de gouvernance, car pour elles :

- Il faut que cela soit une réalité qui permette de renforcer la gouvernance du plus bas niveau au plus haut. il y a le besoin de meilleure planification et de bonne gouvernance pour booster le développement de la communauté
- Il y a le besoin de formation en ce qui concerne le domaine de la gestion et de la gouvernance.

### **8.1.2. Intégration des conventions locales intégrées dans PDC / PCD**

L'intégration des conventions locales (CL) dans les Plan de Développement Communal (PDC / PCD) est une nouvelle activité intégrée à partir de 2019. En plus des conventions locales (CL), les Plans de Résilience Commune (PCPR) sont également intégrés dans le Plan de Développement Communal. Ainsi on constate l'existence de ces documents indispensables pour la prise en compte des besoins des populations dans les plans de moyen terme dans les communes grâce à l'appui de REGIS-ER. L'activité Intégration des conventions locales intégrées dans les PDC / PCD a permis la production des documents dans les treize (13) communes du Burkina Faso et du Niger concernées par l'extension des activités du projet à partir de 2019 :

- 11 des 13 communes disposent de PCD ;
- 8 des 13 communes de concentration en FY19 disposent d'un Plan de Résilience Commune (PCPR) intégré dans leur Plan de Développement Communal (PDC / PCD);
- 7 des 13 communes de concentration en FY19 ont une convention locale intégrée dans leur plan de développement communal.

L'élaboration d'un plan communal de développement est indispensable à une commune, mais les ressources propres sont souvent insuffisantes. C'est pourquoi, l'appui du projet a été d'un grand apport pour la réalisation des PCD. De plus l'intégration dans le PCD, des documents qui permettent la prise en compte des questions de résilience renforcent la gouvernance locale et favorisent un développement communautaire participatif.

### **8.1.3. Capacité des enquêtés à poursuivre la mise en œuvre de leurs activités sur la gouvernance après le retrait du projet**

La pérennisation des acquis du projet revêt un caractère très important. C'est pourquoi, dans le cadre de la présente évaluation finale du projet REGIS-ER, l'enquête a interrogé les bénéficiaires sur leur capacité à continuer de mettre en œuvre les activités pour lesquelles ils

ont reçu un appui, même après le retrait du projet. Des réponses fournies par les enquêtés, il ressort que 33,3% d'entre eux dans les deux pays et sur l'ensemble des deux strates affirment être capables de poursuivre les activités après le retrait de REGIS-ER dont 36,9% au Burkina Faso et 22,6% au Niger. Au sein de la strate 1, ils sont 31,6% dont 35,1% au Burkina Faso contre 21,5% au Niger tandis que dans la strate 2, ils représentent 42,4% dont 47,1% au Burkina Faso contre 28,6% au Niger comme l'indiquent les résultats du tableau ci-dessous.

Tableau 21 : Capacités des enquêtés à continuer la mise en œuvre leurs activités sans l'appui de REGIS-ER

Strate		Capacité à continuer à mettre en œuvre vos activités actuelles sans l'appui de REGIS-ER			
		OUI	NON	NSP	Effect total
Strate 1	Burkina Faso	35,1	53,1	11,9	590
	Niger	21,5	35,0	43,5	200
	<b>Total</b>	<b>31,6</b>	<b>48,5</b>	<b>19,9</b>	<b>790</b>
Strate 2	Burkina Faso	47,1	49,0	3,8	104
	Niger	28,6	42,9	28,6	35
	<b>Total</b>	<b>42,4</b>	<b>47,5</b>	<b>10,1</b>	<b>139</b>
Strate 1 & strate 2	Burkina Faso	36,9	52,4	10,7	694
	Niger	22,6	36,2	41,3	235
	<b>Total</b>	<b>33,3</b>	<b>48,3</b>	<b>18,4</b>	<b>929</b>

Source : CESA0-AI/Enquête quantitative et qualitative

## 8.2. Gouvernance locale

Depuis sa conception, un des trois objectifs stratégiques du projet porte sur le renforcement de la gouvernance et la mise en œuvre du projet a largement pris en compte le renforcement de la gouvernance locale à travers :

- La mise en place d'institutions et le renforcement de leurs capacités pour la gestion des ressources naturelles
- Une approche participative ayant permis aux communautés de la zone du projet de participer aux différentes réunions sur la gestion des ressources naturelles afin qu'elles s'approprient les mécanismes et les plans de gestion pour la récupération de sols dégradés.
- La formation des communautés à la gestion des risques de catastrophes
- Dotation des communautés de systèmes d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe (EWR) fonctionnant efficacement
- La mise en place de systèmes de prévention des conflits, d'évaluations des conflits ou de mécanismes de réponse
- L'intégration de conventions locales dans les PDC/PCD.

## **9. QUESTION DE RECHERCHE 7 : REGIS-ER S'EST-IL CONFORMÉ À L'ENVIRONNEMENT, À L'INTÉGRATION ENTRE LES SEXES, À LA VIOLENCE SEXISTE ET AUX ORIENTATIONS, POLITIQUES ET RÉGLEMENTATIONS DES JEUNES ?**

### **9.1. La conformité du projet avec la politique et les procédures de l'USAID**

La conformité du projet avec la politique et les procédures de l'USAID est analysée sous l'angle de la conformité avec les questions en lien avec la gouvernance locale, les questions environnementales, le genre et la jeunesse :

#### **9.1.1. La conformité avec la gouvernance locale**

La mise en œuvre de la stratégie d'intervention du projet REGIS-ER a tenu compte de la politique et des procédures de l'USAID qui comprend les phases et étapes différentes et complémentaires ci-dessous :

- La prise en compte de l'approche gestion des risques de désastres : l'activité Gestion des Risques de Désastres a pour objectif majeur de développer des systèmes d'alerte précoces pour une réponse rapide (SCAP-RU) et la préparation contre d'éventuelles catastrophes, au niveau de la commune
- La prise en compte du système d'alerte rapide : pour ce qui est du système d'alerte rapide qui a permis aux communautés d'être dotées de systèmes d'informations afin de préparer les interventions en cas de catastrophe (EWR). La mise en place du système d'alerte précoce a permis la mise en place d'un comité de prévention qui alerte à chaque fois qu'il y a quelque chose, la mise à disposition d'un certain nombre d'informations qui aident les communautés à faire face aux situations d'urgence et enfin la mise à disposition des bénéficiaires des personnes formées qui partagent leur connaissance avec les autres.
- La préparation aux risques : cela s'est traduit dans les deux pays par l'implantation des habitats loin des zones inondables et prise en compte du ruissèlement des eaux dans l'établissement des habitats, le renforcement et la prise en compte des techniques de protection dans la construction des habitats, etc. ;
- **Le renforcement de la gestion des conflits** : le but de la prévention et de la gestion des conflits est de mettre en œuvre le cadre de résolution des conflits tel qu'énoncé dans le

document de l'USAID sur « Accompagner les Processus de Paix pour la prévention, la résolution et le rétablissement » à la suite d'un conflit.

- **Le renforcement des capacités et de la coordination du gouvernement et de la région** : l'activité de renforcement de la gouvernance consiste à appuyer l'organiser des réunions de coordination avec les autorités locales et d'autres partenaires de développement (CARE, Mercy Corps, ACDI-VOCA, OCADES, FAO, CRS) afin de discuter des possibilités d'amélioration de la coordination entre partenaires travaillant dans le domaine de la résilience ;
- **L'intégration des conventions locales intégrées dans PDC / PCD** : l'intégration des conventions locales (CL) dans les Plan de Développement Communal (PDC / PCD) est une activité initiée à partir de 2019. En plus des conventions locales (CL), les Plans de Résilience Commune (PCPR) sont également intégrés dans les Plans de Développement Communaux. On constate ainsi, l'existence de ces documents indispensables pour la prise en compte des besoins des populations dans les plans à court, moyen et long terme dans les communes grâce à l'appui de REGIS-ER.

### **9.1.2. La conformité avec l'approche genre**

Les évaluateurs ont constaté que REGIS-ER est en pleine conformité avec la politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes de l'USAID de mars 2012, ainsi qu'avec un projet de mise à jour d'août 2020 de ce document intitulé « 2020 Égalité des sexes et politique d'autonomisation des femmes ». Cette conformité est mieux reflétée dans le projet « *Stratégie et plan d'action pour le genre REGIS-ER* » de 22 pages daté d'avril 2015. Ce plan a traité de multiples déséquilibres entre les sexes. Les activités de projet les plus remarquables à cet égard ont été les suivantes : régime foncier des femmes, santé et nutrition ; engager les hommes dans les écoles des maris ; groupes de crédit et d'épargne et Habbanayé (biens d'élevage). En outre, le projet a inclus parmi ses indicateurs de performance des indicateurs ventilés par sexe et d'autonomisation des femmes.

Depuis sa proposition technique initiale datée du 9 mai 2013, NCBA / CLUSA a travaillé avec son spécialiste du genre pour s'assurer qu'il est conforme aux politiques de l'USAID. Il a présenté à l'annexe C de sa proposition un plan d'action de quatre pages pour l'égalité des sexes qui décrit tout ce qu'il prévoit de faire pour accroître les avantages et la participation des femmes aux activités du projet. Les objectifs de performance des femmes étaient donc profondément ancrés dans les trois principaux éléments de résultat du projet et dans ses activités sur le terrain. Un examen de ce plan d'action 2013 et du plan d'action genre 2015 du projet, ainsi que les observations récentes des membres de l'équipe d'évaluation sur le terrain confirment la conclusion que REGIS-ER est en pleine conformité avec les politiques d'intégration du genre et de violence sexiste de l'USAID.

Le projet REGIS ER dans sa conception et sa mise en œuvre a intégré l'aspect équité. Les femmes vulnérables ont la priorité dans de nombreuses activités du projet : BDL, jardin Oasis, Habbanayé et travaux de conservation des sols et de l'eau. Le projet a également travaillé avec les hommes dans la production agro-pastorale, la gouvernance et aussi la santé et nutrition. Dans la composante santé et nutrition, des « écoles des maris » sont mises en place parallèlement aux écoles mère-mère. L'école des maris qui contribue à améliorer les perceptions et les comportements des maris en rapport aux violences basées sur le genre.

Par ailleurs, l'initiation du concept de maris modèles, choisis sur la base de l'accomplissement de standard de plusieurs petites actions identifiées au niveau des communautés (entre autres l'homme doit accompagner sa femme enceinte aux consultations prénatales, apporter des brochettes de viande ou de poisson à sa femme enceinte ou allaitante et l'accompagner au centre de santé pour la Planification familiale...) et la cérémonie de certification a été très utile pour la promotion de l'équité.

Les discussions de groupe réalisées avec les bénéficiaires montrent que le projet REGIS ER à travers ses sensibilisations est parvenu à améliorer le statut des femmes au niveau communautaires tout en réduisant les disputes entre hommes et femmes au niveau des ménages. Cet extrait du focus réalisés avec les hommes de Mai tsa tsasaka révèle une implication des femmes aux prises de décision au niveau communautaires. *«La relation homme-femme est bonne et nous avons constaté plusieurs changements car les hommes seuls ne prennent pas les décisions sans la présence des femmes et elles sont associées à toutes les activités du village.»* Extrait focus group homme de Mai tsa tsasaka (Maradi au Niger).

### **9.1.3. La conformité avec l'approche jeunesse**

Depuis sa soumission à l'USAID de sa demande technique révisée en mars 2018, il semble que le projet soit en pleine conformité avec la politique de l'USAID pour la jeunesse dans le développement d'octobre 2012. En tenant compte de toutes les recommandations de l'USAID sur l'application technique révisée du projet, le projet a commencé la mise en œuvre de son cadre de développement positif des jeunes (PYD) qui a été conçu pour accroître l'engagement des jeunes de 15 à 25 ans. Ce cadre PYD se concentre principalement sur trois domaines :

- i) le renforcement des compétences et des atouts ;
- ii) promouvoir les contributions des jeunes dans la communauté;
- iii) créer un environnement propice à l'autonomisation des jeunes.

Un objectif primordial est de faire entendre la voix des jeunes dans les affaires de leurs communautés et d'accroître leur accès aux opportunités économiques. Le cadre PYD du projet a fait de la jeunesse sa cible principale dans sa phase finale qui a commencé à la mi-2019 et se poursuivra jusqu'à la fin du projet en mars 2021. Le cadre PYD a amené le projet à intégrer plus fermement les jeunes dans ses activités de soutien aux institutions locales. Ces institutions comprennent les suivantes : les conseils municipaux (CM); Groupes de travail citoyens (CWG);

et plates-formes de prestataires de services (fournisseurs de solutions communautaires - CBSP). Le processus d'approche PYD comprend les activités suivantes :

- Former le personnel du projet et les membres des institutions locales
- Identifier les opportunités économiques dans les communes ciblées
- Aider 160 jeunes à préparer des plans d'affaires pour des opportunités économiques spécifiques
- Accorder 218 subventions aux petites entreprises à des jeunes (individus et groupes)
- Intégrer les préoccupations des jeunes dans les plans de développement des communes (PDC)
- Soutenir les acteurs de chaque commune pour adopter des stratégies de promotion de la jeunesse
- Aider les adolescentes à comprendre et à jouir de leurs droits
- Développer des activités génératrices de revenus pour les jeunes femmes

Selon les données issues des indicateurs de performance, il ressort que pour les emplois générés par l'activité Micro entreprise pour l'engraissement des animaux, 32,4% des emplois au Niger et 67,6% de ceux du Burkina concernent les jeunes (15 à 35 ans).

#### **9.1.4. La conformité avec les questions d'environnement**

Le projet s'est conformé aux règlements de politique opérationnelle environnementale de l'USAID tels que stipulés dans son chapitre 204 du système de directives automatisées (ADS), en commençant par l'achèvement d'un examen environnemental initial (IEE) de 64 pages en janvier 2013 qui a expiré en février 2018. Cette IEE a été modifiée en 2018 par un long rapport d'évaluation des pesticides (394 pages) et un plan d'action pour une utilisation plus sûre (PERSUAP) qui était valable jusqu'à la fin de 2020. (Ce PERSUAP couvrait également un autre projet RISE, REGIS-AG.) Tous ces documents ont été approuvés par l'USAID. REGIS-ER a également achevé son plan d'atténuation et de surveillance environnementale (EMMP) approuvé par l'USAID en avril 2014. Pour autant que les évaluateurs de projet puissent le déterminer avec les gestionnaires de projet, cet EMMP a été systématiquement respecté pendant toute la durée du projet. Cette détermination et les documents pertinents fournis à ce sujet par les chefs de projet ont permis à l'équipe d'évaluation de conclure que REGIS-ER était conforme aux procédures, politiques et réglementations environnementales de l'USAID.

## **10. QUESTION DE RECHERCHE 8 : QUELLES SONT LES LEÇONS TIRÉES DE L'EXPÉRIENCE DE MISE EN ŒUVRE DU REGIS-ER QUI PEUT PROFITER À**

## **D'AUTRES PROJETS, PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE, BÉNÉFICIAIRES ET INTERVENANTS ?**

En termes de leçons apprises et de bonnes pratiques, on peut retenir ce qui suit :

- Le micro crédit tel qu'il est connu de nos jours a connu son essor à partir des années 1970 grâce au Professeur Muhammad Yunus. Il a commencé la promotion du micro crédit au Bangladesh où il a créé la Grameen Bank ou banque des pauvres. Il l'a conçu comme un outil de lutte contre la pauvreté, la misère et l'exclusion. Les services de microcrédit visent à permettre aux personnes exclues du système bancaire classique de développer des activités leur permettant de financer, avec les revenus générés des activités menées, de se prendre en charge et de prendre en charge les frais liés à la scolarisation les enfants ainsi que les dépenses de santé, etc. C'est partant de cette vision des microcrédits que le projet REGIS-ER a tenté l'expérience dans sa zone d'intervention. Malheureusement, le projet n'a pas tenu compte du fait que chez les populations de la zone d'intervention du projet qui sont essentiellement de culture musulmane, la microfinance n'est pas acceptée parce qu'elle n'est pas conforme à un des principes de l'islam qui est la charia. En effet, la microfinance en islam est régie par un certain nombre de principes. C'est essentiellement l'interdiction de prise d'intérêt parce qu'on ne doit pas appliquer un taux d'intérêt sur un prêt. C'est considéré comme une prise illégale d'intérêt, donc du *haram*. C'est ce qui explique qu'il n'y ait pas eu un engouement particulier autour des activités de microcrédit ;
- Les activités dont les populations avaient un minimum de maîtrise technique dans la réalisation sont celles qui ont connu le plus de succès. Ce sont Habbanayé, l'aviculture, l'alimentation et santé animale, l'agriculture de régénération/de conservation, la bio-récupération des sols dégradés, etc. Elles ont permis d'accroître les revenus, une meilleure adaptation des bénéficiaires pour faire face aux chocs, la constitution de meilleur stock de capital humain, l'acquisition de prestige et de meilleure situation nutritionnelle, etc. ;
- Les activités dont l'objectif est le renforcement des liens communautaires sont celles qui ont eu du succès. C'est le cas de l'activité Habbanayé qui consiste à reproduire tout en renforçant le modèle de soutien traditionnel aux ménages vulnérables. C'est une activité secrétée par la communauté en tant que modèle permettant aux ménages vulnérables de bénéficier de têtes de bétails (petits ruminants, volailles) pour la production et la reproduction leur permettant de faire face aux chocs et autres catastrophes ;

- Les conditions les plus importantes de réussite des actions de prévention et de gestion des conflits résident d'abord dans la mise en place de cadre de résolution des conflits afin d'accompagner la mise en œuvre des actions de prévention, de gestion et de résolution des conflits. Ce n'est qu'après avoir mis en place les cadres de résolution des conflits, que l'on peut entreprendre la réalisation des actions de prévention et de gestion des conflits dans le cadre d'un système pensé et mûri de prévention, d'évaluation et de résolution des conflits. Cela passe par la mise en place de principes de collaboration entre les membres des communautés, la formation des conseillers villageois de développement, des comités locaux de développement, des leaders d'opinions, des comités de sages (les aînés), des responsables des organisations socio-professionnelles, sur les valeurs de tolérance et capables de mettre en pratique les leçons et les formations reçues en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits ;
  
- En matière de prévention et de gestion des risques de catastrophe, il est important de renforcer les capacités des communautés en les dotant de systèmes performants d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophes. La stratégie d'intervention qui consiste à passer par le renforcement des capacités des communautés est la seule à même de disposer sur le terrain de comités de prévention capables d'alerter la population chaque fois qu'il y a des risques en ce qu'elle permet aux personnes formées de partager leurs connaissances avec les autres et d'être utiles à toute la communauté parce que cela permet à la communauté de disposer d'un certain nombre d'informations qui aident à la décision et à la prise de mesures appropriées pour faire face aux situations de crise. En effet, non seulement les équipes de secours formées sont facilement mobilisables mieux, elles sont prêtes à intervenir à tout moment en cas de catastrophes ou pour parfois limiter l'étendue des dégâts ;
  
- L'amélioration de la résilience des communautés face aux crises et aux catastrophes commande le renforcement de la gouvernance à la base à travers la mise en place et le développement des capacités des institutions locales comme les conseils municipaux, les groupes de travail citoyens, les plateformes de prestataires de services communautaires et les comités locaux de développement. Ainsi, le renforcement de la gouvernance peut se faire divers niveaux. Il y a le niveau local à travers l'intégration du dispositif dans les plans de développement comme les plans villageois, communaux et régionaux de développement dans le cadre de la pérennisation des actions et des acquis. Grâce à la consolidation et à l'intensification des activités de résilience y compris la facilitation de la tenue des rencontres de concertation et de dialogue, les autorités locales et les autres partenaires se trouvent renforcées, les communautés résilientes et aptes à intervenir à tout moment et à chaque fois qu'il y a une crise.

## 10.1. CONCLUSION GENERALE

Aux termes de la mission d'évaluation, nous pouvons dire au regard des résultats engrangés que le projet REGIS ER a produit des résultats satisfaisants à travers les objectifs stratégiques qui ont été définis.

**Ainsi pour l'objectif stratégique 1**, les bénéficiaires tout comme les informateurs clés sont unanimes à reconnaître que le projet REGIS-ER a produit des résultats globalement positifs parce qu'il a contribué à améliorer significativement la croissance économique et le bien-être des bénéficiaires et surtout à permettre une plus grande résilience des populations face aux chocs. On peut citer, parmi les interventions qui ont contribué à l'accroissement du capital social des ménages, les activités comme Habbanayé, l'agriculture de régénération la bio-récupération qui ont permis l'acquisition de biens, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accroissement des revenus.

**Quant à l'objectif stratégique 2**, on peut dire, au vu des résultats engrangés, que le projet a atteint également ses objectifs. L'atteinte des résultats a été rendue possible à travers l'appui à la mise en place de cadres de concertation et de dialogue afin d'accompagner la mise en œuvre des actions. Cela s'est traduit par la mise en place de principes de collaboration entre les membres des communautés, la formation pour le renforcement des capacités des personnes ressources à la tête des conseils villageois de développement, des comités locaux de développement, des leaders d'opinions comme les comités de sages (les aînés), les responsables des organisations socio-professionnelles, etc. Les thèmes de formation ont essentiellement porté sur les valeurs de tolérance, la mise en pratique des leçons et des formations, l'intégration des plans de développement dans les plans villageois, communaux et régionaux de développement, centrés sur l'amélioration de la gouvernance par le renforcement de la gestion des ressources naturelles, la gestion des risques de catastrophes, la prévention et gestion des conflits, une meilleure coordination entre les structures de gouvernance locales et régionales ;

On peut dire la même chose de l'**objectif stratégique 3** qui concerne l'amélioration de la santé et de la nutrition, un meilleur accès à l'eau potable, de meilleures pratiques sanitaires et nutritionnelles. L'accent a été mis sur les activités d'information, éducation et communication, ont permis au projet d'enregistrer des effets positifs au sein de la population, le renforcement des capacités des structures qui a permis de toucher le maximum de bénéficiaires et la mise en place de structures de programmation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation. Ce sont les COGES, les CVD, les Associations d'Usagers de l'Eau (AUE), les comités de gestion de points d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

C'est ainsi que la mise en œuvre des activités a permis à la plupart des ménages d'utiliser des latrines. Les pratiques apprises en matière d'hygiène et d'assainissement ont permis de lutter contre la défécation à l'air libre et les maladies diarrhéiques. Pour ce qui est de l'accès à l'eau potable, la principale source d'approvisionnement en eau potable est les forages et les puits à

pompe. Toutefois des difficultés ont été rencontrées au niveau de l'atteinte de l'objectif stratégique 3. Il s'agit essentiellement du dysfonctionnement de certaines structures locales du fait de l'insécurité.

## **10.2. Recommandations**

Les recommandations suivantes sont faites à l'endroit de l'USAID et de NCBA/CLUSA.

### **❖ En matière de diversification des opportunités économiques, d'intensification de l'agriculture et de l'élevage**

- un accent particulier devra être accordé à la mise en place des microcrédits pour tenir compte des pratiques religieuses des populations ;
- Voir à la hausse le nombre d'animaux remis aux bénéficiaires pour élever.
- Améliorer les services vétérinaires fournis par les Vaccinateurs Volontaires du Village (VJV) aux bénéficiaires et de travailler à réduire les taux de mortalité tout en améliorant les taux de naissance.

### **❖ En matière de Gouvernance et de renforcement des institutions locales :**

- Maintenir les capacités des institutions locales pour qu'elles continuent s'impliquer dans le suivi-évaluation des activités afin de garantir la durabilité des acquis du projet.
- Maintenir la formation pour le renforcement des capacités des personnes ressources à la tête des conseils villageois de développement, des comités locaux de développement, des leaders d'opinion comme les comités de sages (les aînés), des responsables des organisations socio-professionnelles afin de voir renforcer l'intégration des plans de développement dans les plans villageois, communaux et régionaux de développement et l'amélioration de la gouvernance au sein des structures locales pour la gestion des ressources naturelles, la gestion des risques de catastrophes, la prévention et gestion des conflits, une meilleure coordination entre les structures de gouvernance locales et régionales.

## REFERENCES CONSULTÉES

Annual Report, REGIS-ER, November 15, 2013 – September 30, 2014, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Report, REGIS-ER, October 1, 2014 – September 30, 2015, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Report, REGIS-ER, October 1, 2015 – September 30, 2016, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Report, REGIS-ER, October 1, 2016 – September 30, 2017, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Report, REGIS-ER, October 1, 2017 – September 30, 2018, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Report, REGIS-ER, October 1, 2018 – September 30, 2019, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Report, REGIS-ER, October 1, 2019 – September 30, 2020, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Workplan, REGIS-ER, November 15, 2013 – September 30, 2014, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Workplan, REGIS-ER, October 1, 2016 – September 30, 2017, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Annual Workplan, REGIS-ER, October 1, 2017 – September 30, 2018, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

CESAO Application for Final REGIS-ER evaluation, May 20, 2020, Ouagadougou, Burkina Faso.

Central Intelligence Agency, The World Factbook, Burkina Faso, November 18, 2020.

Central Intelligence Agency, The World Factbook, Niger, November 18, 2020.

Cost-Benefit Analysis of USAID Resilience in the Sahel (RISE), September 28, 2019, Learning, Evaluation and Analysis Project-II (LEAP-II), Final Report, USAID. Washington, DC.

Diouf, A. April 2020. Étude sur la Durabilité des Groupes de Travail dans la Coordination et la Mise Des Initiatives de Resilience au Niger et Burkina Faso, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages, Rapport final, Institut National de la Statistiques Niger, Système d'Alerte Précoce et Prévention des catastrophes Niger, Octobre -Novembre 2018.

Enquête multisectorielle continue, Institut National de la Statistiques et de la Démographie, Burkina Faso, 2014

Enquête Nationale de Nutrition par la méthodologie SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition), Rapport final, Institut National de la Statistiques et Ministère de la Santé, Niger, Décembre 2019.

Enquête Nutritionnelle Nationale, Rapport final, Ministère de la Santé, Burkina Faso, Décembre 2018.

FEWSNET, August 2020. Food Security Outlook Update. Burkina Faso and Niger.

Gender Strategy and Action Plan, REGIS-ER, April 2015, Niamey, Niger.

Guide pour mesurer la diversité alimentaire au niveau du ménage et de l'individu, FAO, Italie, 2013.

Initial Environmental Examination, REGIS-ER, January 2013, Niamey, Niger.

Institut National de la Statistique du Niger, République of Niger, November 2020.

Institut National de la Statistique et de la Démographie, República of Burkina Faso, November 2020.

Johnson, B., Traore, B., & Amani, I. October 2019. Local Conventions in Niger and Burkina Faso: A Case Study, REGIS-ER, USAID, Washington, DC.

Johnson, B. & Steinberg, D. October 2020. Local Land-Use Plans, Bylaws and Conventions Reduce-Based Conflicts, ETFRN, Tropenbos International, Wageningen, The Netherlands.

Kennedy G, Ballard T, Dop MC. 2011. Guidelines for measuring household and individual dietary diversity. Rome, Italy : FAO. ISBN 978-92-5-106749-9

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Republic of Burkina Faso, Annuaire Statistique 2017 de la Décentralisation. November 2019, Ouagadougou.

NCBA Purchase Order Contract with CESA0, July 20, 2020, Washington, DC.

Outcome Harvesting Report, REGIS-ER. January 2019. NCBA/CLUSA-Sheladia, Washington, DC.

Pil, S., Doulkom, E. & Issa, A. May 2017. Rapport d'Evaluation Activité Habbanaye, REGIS-ER, (Niger – Burkina Faso), NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

Positive Youth Development background paper, REGIS-ER, Niamey, Niger.

Quarterly Report, January – March 2014, REGIS-ER, Niamey, Niger.

REGIS-ER Midterm Performance Evaluation Report, September 2016, USAID, Dakar, Senegal.

Révision des Indicateurs de Performance, April 2018, REGIS-ER, Dakar, Senegal.

Rippey, Paul. April 17, 2017. Striving for More: Observations and Recommendations for SECCA, REGIS-ER, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

RISE Midterm Qualitative Study, May 2018, Tango International, USAID, Washington, DC.

Sahel Crisis Response, July 2020, UNHCR.

Sahel Resilience Learning (SAREL), Midterm Performance Assessment of USAID's "Resilience in the Sahel Enhanced" (RISE) Initiative in Burkina Faso and Niger. July 2017. The Mitchell Group, Inc., Washington, DC.

Swindale A, Bilinsky P. Household Dietary Diversity Score (HDDS) for Measurement of Household Food Access: Indicator Guide (v.2). Washington, D.C. FHI 360/FANTA, 2006.

Technical Proposal, REGIS-ER, NCBA/CLUSA, May 9, 2013, Washington, DC.

Third Quarterly Report, FY 2020, REGIS-ER, NCBA/CLUSA, Niamey, Niger.

USAID, Automated Directives System, Chapter 201 Program Cycle Operational Policy, sub-chapter 201.3.5, Monitoring, Evaluation and Learning, partial revision, June 16, 2020.

USAID, Automated Directives System, Chapter 204, Environment Procedures, November 3, 2020.

USAID Cooperative Agreement (AID 625-A-14-00001) with NCBA/CLUSA, November 15, 2013.

USAID, Draft Gender Equality and Women's Empowerment Policy, August 2020.

USAID, Environmental Mitigation and Monitoring Plan certification, April 2014, Dakar, Senegal.

USAID, Gender Equality and Female Empowerment Policy, March 2012.

USAID, Pesticide Evaluation Report and Safer Use Action Plan, June 12, 2018,

USAID, Youth in Development Policy, October 2012.

## **ANNEXES**

### **Annexe A: Scope of Work**

**Purpose:** CESAO will conduct an external final performance evaluation of USAID/Senegal’s Activity entitled “Resilience and Economic Growth in the Sahel – Enhanced Resilience (REGIS-ER)” implemented by NCBA CLUSA. This evaluation will help the Mission measure activity results to date and measure the effectiveness of the activity’s approach in achieving its stated goals. Performance results, lessons learned, and the success of the supported activity are to be shared with the USAID/Senegal’s Sahel Regional Office.

The evaluation will be conducted in three phases over a three- to four-month period, with preliminary finds formally presented in September 2020. However, we expect some flexibility on the task dates for this activity according to the evolving COVID-19 situation in Niger and Burkina Faso.

- Phase I: Planning, methodology, and tools
- Phase II: Data collection and compilation
- Phase III: Data analysis and reporting.

CESAO will prepare an evaluation matrix for USAID and REGIS-ER review during Phase I of the assignment. The evaluation matrix will propose the most appropriate and feasible data collection method for each of the evaluation questions—specifying the type of data that the team will use to answer each question. CESAO will provide briefings to REGIS-ER team and USAID at the end of phase II; and preliminary report for questions and comments in Phase III. Additionally, the CESAO will hold a debriefing session with USAID and REGIS-ER team before finalizing the report.

The audience of the Performance Evaluation final report will be:

- USAID/Senegal, Sahel Regional Office
- USAID Niger,
- USAID Burkina Faso,
- NCBA/CLUSA,
- Key stakeholders such as the central and local governments in Burkina Faso and Niger, the technical extension services, the beneficiaries, other donors, partner Community Based Organizations (CBOs) and NGOs.

USAID will provide the Evaluation Team with a package of background materials, including:

- Cooperative Agreement and modifications.
- Program quarterly and annual reports, work plans, AMELP and field visit reports.
- DQA reports.
- REGIS-ER’s Mid-term Performance Evaluation.
- RISE Mid-term Evaluation.

- Baseline and midline data collected to date.
- Any relevant studies or background reports used to support the activity.
- SAREL’s RISE Baseline Survey Report.

All background documents will be provided to the Final Evaluation Team at the start-up of this evaluation to support this exercise.

CESAO will develop quality control systems, including developing detailed data collection guides and overseeing field data collection. CESAO will apply mixed-method design and will review the midterm evaluation tools and refine them or adjust them as needed for the final evaluation. The data collection methods will include the following:

- **Key Informant Interviews (KII)** with relevant stakeholders and key informants in order to provide context in which to view the quantitative data collected via surveys and to get a better understanding of the strengths and weaknesses of the program. Local government authorities, USAID AOR, partner organization representatives, and other relevant individuals as determined by the consultant.
- **Focus Group Discussions (FGD)** to obtain perceptions of various stakeholders including CBSPs, municipalities, and local groups.
- **Quantitative Surveys** administered to CWG, CVD, and other groups and possibly households to the limited extent considering the security situation on one hand and the data requirement on the other.

Sampling would be done among all the REGIS-ER villages covering those in the original 5-year period as well as the villages from the communes of concentration during the two-year extension period.

### **Key Questions:**

As a final performance evaluation, the evaluation questions will focus on how well REGIS-ER achieved its goals and what is the sustainability of its approach beyond activity implementation. Specific questions include:

**Goal Achievement:** To what extent has REGIS-ER achieved its objectives in relation to its expected results/targets? What internal and external factors have influenced the ability of the project to meet expected results and targets? Indicators, targets, and achievements for each intermediate result will be explored; and causal links between output and outcome variables will be explained. Extent of achievement for each output and outcome indicator will be rated in following manner.

- Exceeded target
- Achieved target
- Did not achieve target

**Relevance:** Which elements of the program are likely to have the most significant impact on building the resilience of chronically vulnerable households in the RISE zone of intervention, and which do not? How do these elements align with beneficiary priorities, and the local social, economic and environmental context? What are the unexpected positive or negative outcomes resulting from the project? The areas to be examined include:

- Income generating activities of farmers, farmer groups, women’s groups, youth groups, etc., such as Habbanaye (livestock assets), irrigation, conservation farming, etc.
- Role of community-based service providers (CBSP) and their contribution to resilience.
- Nutrition, maternal and child health and WASH.
- Governance: strengthening local institutions, increasing citizen participation, and accountability and responsiveness.
- Identification of the combination of the program elements (or subset of elements) that are likely to render most significant impact.

**Effectiveness:** To what extent has REGIS-ER’s new implementation approach based on coaching Local Institutions (Municipal Council, Citizen Working Groups and Village/Local Development Committees) achieved its objectives in relation to its expected results/targets? What is the sustainability of this approach beyond REGISER implementation? What are the lessons learned that could benefit RISE II implementing partners, beneficiaries and stakeholders?

**Compliance:** Did REGIS-ER comply with USAID’s Environmental and Gender Integration/Gender Based Violence/Youth policies and regulations?

## ANNEXE B

### REGIS-ER Project Target Commune Surface Areas, Population and Population Density

BURKINA FASO				NIGER			
Commune	Surface Area – km <sup>2</sup>	Population	Population Density per km <sup>2</sup>	Commune	Surface Area – km <sup>2</sup>	Population	Population Density per km <sup>2</sup>
Kongoussi	799.0	99,779	124.9	Guidan Roundji	1,009.0	95,791	94.9
Tikaré	344.0	49,146	142.9	Sabon Machi	600.0	35,988	60.0
Bouroum	1,291.0	64,146	49.7	Tagazar*	1,314.0	107,131	81.5
Nagbingou	477.0	23,279	48.8	Filingué*	4,802.0	92,097	19.2
Barsologho	577.0	113,691	72.1	Imanan	1,667.0	38,783	23.3
Manni*	433.6	95,976	221.4	Tondikandiana*	2,847.0	108,991	38.3
Bartiébougou	882.6	23,963	27.2	Kourthey	2,308.67	61,670	26.7
Foutouri	3,374.4	22,403	6.6	Sakoira*	1,173.0	26,776	22.8
Gayéri*	768.1	75,748	98.6	Bandé	836.0	114,242	136.7
Ouindigui	460.2	39,003	84.8	Droum	866.0	102,306	118.1
Sollé	416.0	25,145	60.4				
Titao	2,000.9	92,173	46.1				
Bani	1,559.0	80,659	51.7				
Dori	2,532.0	150,008	59.2				
Sampelga	677.0	30,136	44.5				
Seytenga*	698.0	45,193	64.8				

Sebba*	943.0	45,994	48.8				
Solhan	1,256.0	36,972	29.4				
Tankou-Gounadié	1,023.0	25,121	24.6				
Titabé	818.0	29,671	29.3				
Total (20 communes)	22,329.8	1,033,348	46.7	Total (10 communes)	17,422.67	783,775	45.0
<b>TOTALS FOR BURKINA FASO AND NIGER: Surface Area – 39,752.47 km<sup>2</sup>; Population – 1,817,123; Average Population Density – 48.85</b>							

Notes/Comments:

The project management reports reaching 319,753 households in both countries and uses 7 persons per household to arrive at a total number of beneficiaries of 2,238,271. As this number is greater than the mid-2018 population of the project's 30 communes of 1,817,123, it is concluded that the project counts everyone in its operational zones as a beneficiary and just not the adult population in the villages it actually reached. At the same time, this could mean that using 7 people per household for both countries is too high of a number.

The total number of people cited above reached by the project is a small percentage of the total national population level. Niger is estimated to have a 2020 total population of 24.6 million and the project reached about 3% of this total. Burkina Faso is estimated to have a 2020 total population of 21.1 million and the project reached about 5% of this total. The national annual population growth rate of 3.84% in Niger is the highest in the world. The national annual population growth rate in Burkina Faso is 2.86%, the 16<sup>th</sup> highest in the world.

Over nearly half of the population in Niger is below 15.2 years of age and in Burkina Faso its median age is 17.6 years. The combined population of these two countries is estimated at 45.7 million. Since the inception of the project in late 2013, it is estimated that the population of the two countries has grown by 3.6 million people. The population of Niger is projected to double by 2040, and that of Burkina Faso is projected to double by 2046.

The total land area of Niger is 1,266,700 Km<sup>2</sup> (80% uninhabitable desert) and that of Burkina Faso is 273,600 Km<sup>2</sup>. Therefore, in Niger the project's 30 communes represent about 1.4% of Niger's total surface area and in Burkina Faso this percentage is about 8.2%.

The average population density in Niger is 19 persons per Km<sup>2</sup> and in Burkina Faso it is 76 persons per Km<sup>2</sup>.

The 30 communes (10 in Niger and 20 in Burkina Faso) initially targeted by the project represent a small percentage (about 4.5%) of the combined total of 616 communes in these two countries (351 in Burkina Faso, and 265 in Niger).

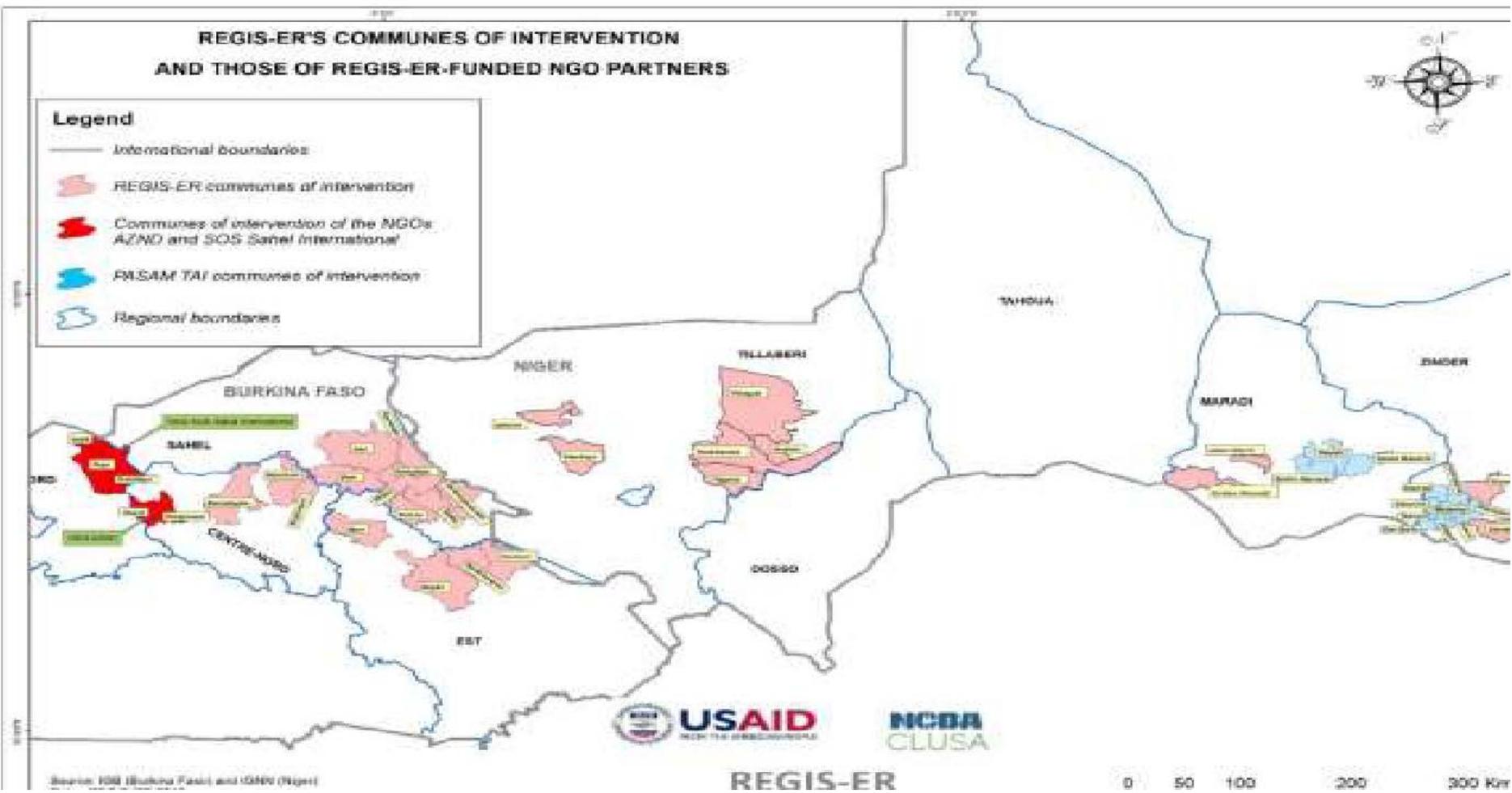
Up until December 13, 2018, the project worked in 25 communes (15 in Burkina Faso and 10 in Niger). Prior to October 1, 2017, the project worked through local NGO partners to cover five additional communes in Burkina Faso, making a total of 30 targeted communes. On January 1, 2019, security concerns obliged the project to reduce its focus to 13 communes.

Beginning in January 2019, the project further reduced its focus to the 8 communes marked with an asterisk in the above table. This last reduction of focus communes involved withdrawing from the Maradi and Zinder Regions in Niger and the Centre Nord Region in Burkina Faso on October 1, 2019. These remaining 8 communes have a population of 597,906, or about 33% of the original total of 1,817,123. This total represents about 4% of the total population of Burkina Faso and Niger.

Sources:

Population numbers were taken from: <https://citypopulation.de/Africa.html>. The population numbers used in this source were taken from national census data for each country and are extrapolated for mid-2018. Commune surface data was provided by REGIS-ER managers who used local national sources. Other statistics were taken from the U.S.'s Central Intelligence Agency World Factbook for each country. The UN's Population Division statistics were also consulted.

## ANNEX C – Carte des Zones du projet



## ANNEXE D: Liste des villages enquêtés par pays

### Annexe : liste des villages enquêtés par pays et par strate

Burkina Faso		Niger	
Strate 1			
Commune	Village	Commune	Village
Bani	Amsia	Filingue	Kochelan bella
	Babirka Ouro sori		Touloua
	Bani	Imanan	Aguiwan
	Bani Sana issiaka		Ferao 1
	Kallo		Ferao 2
Tialel	Kochelan bella		
Barsallogho	Kossoguïn	Natchira	
	Kossoguïn	Tassi dey banda	
Dori	Balandagou	Touloua	
	Gotougou	Kourtey	Farié Haoussa
	Guide		Koria Haoussa
	Welde katchirga		Koulbogou
Kongoussi	Badinogo n°2		Haoussa
	Dinguilga		Lossa peulh
	Kouka bingabo		Sona Kadio
	Lourgou		Sorbon Haoussa
	Nongsoum		Boukou
	Rissiam		Daikouira
	Sankondé		Dalwey
	Tangaye	Diadia peul	
	Yargo	Farié Haoussa	
Manni	Dakiri	Karamantounka	
	Margou	Kokomani haoussa	
	Nayela	Koria Haoussa	
Nagbingou	Pagoupeulh	Koulbogou	
	Boalin I	Haoussa	
	Horere	Lossa bella	
	Kouini	Lossa kado	
Ouindigui	Pirkou	Lossa peulh	
	Koumna	Mara	
	Koumna koudougo	Sansani Haoussa	
	Tassambo	Sona bella	
Sampelga	Tiffélé	Sona Kadio	
	Damdegou	Sona peul	
	Niagassi	Sorbon Haoussa	
		Tourkouli peul delewa	

	Woulmassoutou		Angoulou el hamani
Tikaré	Gonga Ouampega Tampèlga Zano		Baourotta Dan barde Dan Dadi bouda Dan guaraki
Titabe	Diamana  Tiale Tiékangnibi Titabe	Sabonmachi	Dan Toudou Samaila Dara amadou Fiadi Guidan boka Halli
Titao	Dougouri noogo Dougouri ouidi Illigué Salla Sillia  Tansalga Titao / secteur 7  Yooda mossi		Kalgo arzika(ffp) Magaginbounou Mai tsatsaka Maza tsaye moussa Tadone(ffp) Tribu incha hassane Zangon iguidis
<b>Strate 2</b>			
Commune	Village	Commune	Village
Barsallogho	Ambara	Bande	Gabi
	Basma	Droum	Sawaya Hakini
	Gabou	Filingué	Gourbébé
	Tamasgo	Guidanroumdji	Dirga I
	Tamasgo	Imanan	Katare Dogon Farou
Bouroum	Ambara	Sakoira	Dirga I
Gayérie	Kayara	Tagazar	Sakoira
Manni	Oue		Gao taweye Tinkafai
	Gori		
Seytenga	Koumiyarin		
Tondikandia	Bellare		
	Tao		
	Ganda bangou simintodo		